

idées

CONTROVERSES

PRÉLUDE AUX IDEES DE MARS

par TANGUY KENEC'H DU

QUE répondre à qui soulèverait l'analogie frappante des politiques suivies actuellement en France et en Grande-Bretagne ? C'est-à-dire que les gouvernements se réclament, à Londres ou à Paris, de principes opposés à Paris ?

Si ressemblance l'un à l'autre, les deux premiers ministres, en dépit de dossiers antagonistes, appliquent ou tentent d'appliquer, à mêmes maux, mêmes remèdes. Tellement, qu'aux approches de la brève saison où l'électeur est roi, leur gouvernement se requincent tant bien que mal et, du coup, dans les deux pays, l'opposition cesse de humer à la verticale le fumet délicat qui monte des urnes, les soirs victorieux.

Vous parlez surprise... Vous n'y avez pas songé ?... Aussi bien, si je, par ce moyen, vous mets en garde contre toute philosophie désabusée comme celle qu'impliquait ma question. Qu'il vous en souviens, sur la carte de Tendre électorale, le premier d'entre nous « scepticisme », aussi funeste à notre navigation qu'aux amants de jadis — le lac d'indifférence — ou « la mer d'indifférence ».

Ainsi qu'aux Corinthiens l'écrivait Paul, le saint patron des propagandistes :

« Si la trompette rend un son incertain, Qui donc va s'apprêter pour le combat ? »

(I - IV - 8)

Il est vrai que, à Paris comme à Londres, gouvernement des esprits du juste milieu, enclins au doute humaniste. Aux extrêmes, les candidats n'ont point ainsi à balancer : la littérature sapientiale leur vient au fur et à mesure qu'il leur suffit, si l'ose cette image, de lire les yeux fermés.

Croisé moyen que vous êtes, qu'avez-vous proposé à l'électeur (dont cette dévotion savante atteste, en ces jours, la dignité), tant par affiches que par profession de foi ou élocution tribunaire ?

Or, dans sa sagesse, le législateur a prévu la publication périodique d'une somme polymorphe de propos électoraux

modèles, auxquelles on se reportera avec fruit. C'est « le Barodet » — du nom de son initiateur, député radical de Paris en 1881, Désiré (il fallait y penser) Barodet. Y figurent, pieusement recueillies après chaque élection, toutes les professions de foi. (Néanmoins, pour plus de sobriété, ne retenir que celles des concurrents qui, dès le premier tour, auront franchi en vainqueur la ligne d'arrivée.)

On trouve là des propos quinquas — sexas — voire nonagésimaux, qui, mutatis mutandis, n'ont pas pris un seul cheveu blanc. Je vous citerais tel ministre dont les déclarations y semblent calquées sur celles, en style Art Déco (style en tous points recommandable, du reste), qui faisaient, dans l'entre-deux-guerres, les belles élections de son pays.

Tabous

Lisant à vos diligences les aises du discours électoral, ses fresques abondantes en profondes plitudes, venons-en tout de suite aux tabous, à ces points sensibles qu'il convient d'aborder qu'à pas de loup. Non sans se tenir prêt, le cas échéant — et il écherra — à accueillir toutes questions, à leur propos, et au besoin, hors de propos.

Entre dans cette catégorie tout ce qui a trait aux « généralités du feu » (expression à retenir), et il sera prudent d'y inclure quiconque aura été appelé sous les drapeaux, mettons, entre la mi-juillet 1789 et le dimanche du second tour.

N'omettez pas de dénoncer, sous les braves du public, le gigantesque tentaculaire de l'administration (autre expression reçue), tout en admettant par ailleurs, applaudi par l'auditoire, que les dotations budgétaires permettent d'accroître sensiblement les effectifs de la fonction publique : P.T.T., enseignement à tous les niveaux, services hospitaliers, etc. Qui oserait vous contredire ?

Côté bouillottes de cru, les « mille degrés », vous aurez à choisir entre deux options, selon que vous êtes :

a) Candidat dans l'Ouest, l'alcoville, ce fief national, ré-

sultant alors (statistiques en main) y penser) de la surconsommation quotidienne de pinard de basse qualité :

b) Candidat du midi viticole, l'alcoville, ce fief, etc., étant dit, dans ce cas (chiffres à l'appui — s'en présumant), à l'hyper-absorption journalière des produits de distillations clandestines.

Du même souffle, n'hésitez pas à exalter discrètement, au passage, l'esprit d'indépendance au Québec, en Écosse et au pays basque (espagnol), tout en fustigeant (terme flou) sans ambages les tendances autonomistes en Bretagne, en Corse ou au pays basque (français).

Vous vous insérez le défenseur sourcilieux des petits communs, à l'encontre de tout projet visant à les incorporer dans un ensemble quelconque. En même temps, champion valeureux des libertés locales, soyez sans crainte, nul ne vous demandera d'éclaircir par un dessin cette légère contradiction.

Et ainsi de suite... Vous m'avez compris, comme ne disait pas l'autre.

Sachez enfin que, désormais, pour l'homme « public » que vous êtes devenu, il n'est plus de propos « privés ». Tout ce que vous direz ou laissez dire en votre nom pourra être déformé et retenu contre vous. Dorénavant, que votre langue et votre plume se laissent donc — non point asservir, ce serait indigne — mais douillettement accorder au plus grand bien du plus grand nombre, maximale maximale s'il en fût, un point à considérer, s'agissant d'élections.

N'importe. Déjà, je le sais, on le sent, vous vous voyez élu, même si, pour l'observateur objectif, bonhomme d'Amphère électoral, le cas paraît désespéré... Qui sait ?

Déjà, et à jamais, vous en éprouvez des douceurs intimes, des jouissances sans pareilles, inconnues des profanes.

Tant il est vrai que, comme dit Pascal, l'imagination (cette superbe puissance...) ne peut rendre sages les fous, mais elle les rend heureux.

L'impasse et le vide

par LÉO HAMON (*)

PERRIER VIANSSON-PONTE a parlé d'une impression de vide ressentie par les Français au moment où se rapproche l'échéance électorale ; l'indication a été reprise, malicieusement, même si la comparaison a été discutée. Peut-être faudrait-il parler à la fois du sentiment d'impasse et du sentiment de vide pour mieux les métaphoriser à la manière de M. Prudhomme, mais les deux désagréments étant en fait liés.

L'impression se répand d'un différend qui serait absurde puisqu'on ne verrait plus comment il déboucherait sur une solution : la majorité actuelle a de bonnes chances de devenir minorité quant au nombre de voix, mais si se pourrait que, se faisant très impatiemment au second tour, la majorité sortante retrouve une petite majorité de sièges — mais avec quelle légitimité ? — dans le contraire comment croire, après le fracas des contestations à l'intérieur de la gauche, que, même si ses partis additionnés obtiennent une majorité de sièges, ils auraient la capacité de gouverner ensemble, ou le pouvoir de gouverner en étant séparés ?

Légal, légitime, capable

On s'imaginerait plus comment la majorité actuelle pourrait se voir confirmer la confiance qui lui fait la légitimité ni comment l'opposition rétablirait l'unité que requiert la possibilité même de gouverner. Or, dans ce débat électoral ne peut avoir son aboutissement normal : la constitution d'un gouvernement légal, légitime et capable à la fois.

Pourtant, comme le dit fort bien l'article 4 de la Constitution, « les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage ». Cela implique qu'ils expriment les expériences, les sentiments et les refus, qu'ils les encadrent, en les rendant cohérents, et qu'ils les disciplinent sans les trahir : les partis sont ainsi comme des « transformateurs » procurant la volonté utile de gouverner. Mais si la « transformation » ne se fait pas, par quel le « circuit » de l'expression du suffrage ? Cela implique l'institution des partis perdus sa justification aux yeux des citoyens, et c'est le mécanisme même de la Constitution qui est faussé. Comment, n'en résulte-t-il pas une désaffection ouvrant la voie aux crises politiques les plus graves ? Le sentiment de l'absurde, du combat pour rien — du vide par l'absence

de gouvernement ; et l'incapacité d'assurer la relève d'un tel régime ne le protège pas longtemps... la prolongation même du statu quo pourrait amener les plus mauvaises successions.

Se remettre en prise sur le réel

Il faut donc que se dégage chez les acteurs du système une possibilité de se remettre en prise sur le réel — ou qu'ils se préparent à devoir quitter la scène.

L'un ou l'autre des camps saura-t-il réaliser en lui et autour de lui, à la fois la cohérence dans les alliances, l'ajustement nécessaire pour pouvoir prétendre à autre chose qu'une mini-majorité et accéder à une majorité incontestable ? Un des partis engagés saura-t-il enrichir son image pour retenter la confiance d'autres familles encore que celles de l'habitude ; ou bien l'inanité constatée d'autrois moments sans solution possible par avènement d'un gouvernement véritable, incitera-t-elle les luteurs eux-mêmes à faire évoluer le jeu vers une large union qui ne serait certainement pas moins raisonnable que la poursuite d'un pugilat sans issue ? Et s'ils ne peuvent rien faire de tout cela, il faudra bien que d'autres se lèvent qui le feront, sans doute peu de temps après des élections pour rien. Cela est déjà arrivé dans le passé !

Ainsi le malaise qu'on éprouve maintenant est celui que procurent une agitation à laquelle on n'imagine plus une suite utile. Tant il est vrai que ceux qui s'enferment dans leurs positions excellent à donner l'impression du vide !

LA POLITIQUE SANS LE CHOIX

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

LES Espagnols nous donnent une leçon d'aisance politique, les Allemands nous donnent une leçon d'analyse monétaire internationale quasi gaullienne, les Anglais nous donnent une leçon de prospective financière à moyen terme sur la Communauté européenne une seconde fois élargie, les Italiens comme depuis des siècles nous donnent une leçon de vie heureuse et optimiste en dépit de tous les désordres et de toutes les difficultés. Nous, Français — incapables même de nostalgie — nous préparons depuis deux ans, trois ans, à voter pour des coalitions dont on nous a fait peur, pour l'unité desquelles chacun a excommunié ses partenaires, et qui, au moment du scrutin se présentent pour ce qu'elles sont : c'est-à-dire des partis en tout concurrents pour les places ayant négocié les désastres ou les candidatures uniques comme au champ de foire dont on dispose souverainement, et pour le reste analogues en tout pour le refus d'une imagination qui serait le vrai changement.

Des structures changées

Depuis 1962, c'est vrai, la vie politique française était bipolaire. On a trop dit que c'était le fait du mode de scrutin législatif ou présidentiel, ou même de la pratique répétée du référendum par le général de Gaulle. Ces modes de scrutin demeurent, il y a eu un référendum depuis que de Gaulle n'est plus là, mais notre vie politique a changé de structures. La bipolarisation était essentiellement le fait qu'en France existait un programme politique pour ou contre lequel on s'organisait ; ce fut jusqu'en 1969 le programme du général de Gaulle. Puis très vite après — moyennant l'attraction des scandales financiers et des campagnes de presse préparant habilement et de très longue main la succession — ce fut le programme commun de la gauche. Non qu'il faille comparer au fond ces deux programmes pour la France, mais ils ont joué la même vraie fonction de cristallisation et de bipolarisation de notre vie nationale. Celle-ci était claire et le choix, ces derniers temps, pour la conservation ou pour une autre gestion sinon un autre avec été possible à chaque élection, précisément de plus en plus serrée.

La classe politique se révèle pour ce qu'elle est. Dans la majorité qui ne l'est plus que de nom puisqu'elle est divisée et qu'elle est en queue

des sondages, les partis s'aperçoivent, au sein de chacun, vieille et jeune gardes se dévorent. Dans l'opposition les nationalisations n'ont été que le prétexte : les uns repartant d'autogestion, tout en éliminant de leurs organes dirigeants ceux qui préparent ; les autres d'indépendance nationale sans pour autant s'opposer à l'élection du Parlement européen.

Ce que le président voudra

Ce désordre devant l'électeur va donner au chef de l'Etat la faculté que s'octroyait naguère l'Assemblée nationale de la IV^e République après chaque scrutin législatif, c'est-à-dire de refaire les votes après coup et de multiplier les combinaisons possibles. Les électeurs vont voter mais leur vote ne commandera en rien l'orientation, le programme et la composition du gouvernement à venir puisque toutes coalitions s'enlèvent, nettement définies, le président de la République pourra composer celle qu'il voudra et sans doute recommencer le spectacle tantôt égocentrique, tantôt désinvolte qu'il nous offre, au dépens des intérêts du pays, depuis trois ans et demi.

Seule une élection présidentielle polariserait à nouveau les choix et au second tour rendrait aux Français la possibilité de choisir. A partir d'un tel scrutin, il faudrait que le président de la République — quel qu'il soit — comprenne enfin la leçon administrée malgré lui par M. Giscard d'Estaing qui n'osa pas se doter d'une majorité législative élue sur son seul et propre programme. Mais tant que les Français ne se mécontenteront que des grèves ou de la hausse des prix, mais le mais de la conduite d'ensemble de leurs affaires ; tant que celles-ci tourneront chaque soir au seul commentaire des résultats du toto, du tiré, du quarté ou des raisons de disqualifier telle épreuve ou tel boxeur ou au spectacle ému d'une histoire qui se fait ailleurs et sans nous ; Byzance sera sur la Seine, on parlera pour les bleus ou pour les verts au grand hippodrome et le pays ignorera qu'il est assésé perdre ce qui lui reste de substance et d'indépendance. Car de la faillite d'une classe politique qui — au moins intellectuellement — n'a pas su se renouveler depuis la libération, soit depuis plus de trente ans, seuls les Français collectivement par leur dégoût peuvent faire appel Cassandre, la petite Cassandre, à elle seule ne peut rien que pleurer d'avance la catastrophe.

Gagner pour quoi faire ?

par PIERRE LEFRANC (*)

CHURCHILL a dit de la démocratie qu'elle était le plus mauvais système... après les autres.

Chaque jour nous apporte une nouvelle illustration des aspects détestables de ce système et pourtant nous sommes convaincus que c'est le seul qui puisse nous convenir. Alors, ne pourrait-on pas l'améliorer ? Vieille question.

Il semble toutefois que notre temps ait connu une démocratie qui, tout en respectant les libertés, toutes les libertés, et en consultant constamment le peuple, avait su allier l'efficacité et la hauteur de vue. Il s'agit de la V^e République, telle que de Gaulle la pratiquait.

Qu'est-ce qui permettait à cette démocratie d'être exceptionnellement vivante et efficace, alors qu'il nous paraît, avec évidence, que l'actuelle plétine et s'embourbe ?

On pourrait dire pour expliquer la présente crise que nous connaissons la fin d'une législature et qu'un nouvel élan sera pris après les élections, mais le sentiment qui, petit à petit, s'impose aux Français n'est-il pas que, quoi qu'il arrive en mai, l'avenir est bouché ?

L'opposition gagnante se disputera et les syndicats arbitreront en provoquant désordres et faillites ; la majorité reconduite s'absorbera en rivalités et se satisfera de petits gestes publicitaires. Quant à un atelage d'un morceau de l'opposition avec un morceau de la majorité, le résultat en serait l'une de ces combinaisons qui engendrent à coup sûr l'immobilisme, l'instabilité et l'impulsivité.

La réponse, une cruelle réalité, dont les citoyens se doivent de prendre conscience, consiste en ce que la V^e République, à l'image de celles qui l'ont précédée, est devenue une République des partis.

Les discussions, négociations, querelles, réconciliations et ententes auxquelles nous assistons ne sont que les péripéties d'un championnat dont l'enjeu n'est pas tel que la France, mais le pouvoir. C'est un match de pro-

fessionnels qui ne s'affrontent ni pour des idées ni pour la gloire, mais pour ambition et pour occupation des postes.

Car, les partis constituent une nécessité — comment organiser autrement l'expression des citoyens ? — mais ils trahissent leur fonction dès lors que leurs intérêts passent avant ceux de la nation qu'ils prétendent éclairer et servir.

Or, dans la compétition qui se

déroule, aucun des concurrents ne s'engage réellement, aucun ne nous dit avec précision ce qu'il réalisera et dans quel délai si les suffrages le placent en situation de gouverner. Pas plus nous ne sommes informés ni des alliances susceptibles de se nouer ni des concessions qu'on accepterait pour y parvenir.

La République des partis mène à cela : abaissement de la vie publique, démantèlement des insti-

L'ONCTION

par BERNARD MEAULLE (*)

AVEC la tranquille obstination d'un sage, le président de la République répète qu'il se maintiendra à son poste quoi qu'il arrive.

« Quel qu'il arrive » signifie en réalité « Si la gauche arrive au pouvoir ». Hypothèse un peu moins vraisemblable aujourd'hui. Il est donc curieux de voir (alors qu'une partie du pays ne croit plus vraiment à une victoire de la gauche) le président réaffirmer sa volonté de mener son mandat jusqu'à son terme et répéter sa détermination de faire face dans les circonstances les plus difficiles. Cette attitude est très révélatrice et très... gaullienne.

M. Giscard d'Estaing a toujours admiré Charles de Gaulle. Plus récemment peut-être par l'homme d'Etat que par le militaire, il n'a jamais manqué de tirer une leçon de ses entretiens et de ses contacts avec le premier président de la V^e République. A plusieurs reprises au cours d'interviews, Valéry Giscard d'Estaing a confessé avoir « observé » Charles de Gaulle dans l'exercice du pouvoir, dans ses méthodes de gouvernement, et dans sa manière d'être président. Et Valéry Giscard d'Estaing a reconnu avoir tiré de riches enseignements.

Les circonstances historiques ont favorisé l'élection des exceptionnelles qualités de Charles de

Gaulle. Rien, jusqu'alors, dans les événements, n'a permis à M. Giscard d'Estaing de se hisser sur un piédestal.

Après une campagne difficile, il a été élu. Preuve qu'il était, on le dit, le meilleur candidat. Il lui reste à prouver qu'il est aussi le meilleur président. Grisaille de l'élection, pour l'observateur objectif, bonhomme d'Amphère électoral, le cas paraît désespéré... Qui sait ?

Déjà, et à jamais, vous en éprouvez des douceurs intimes, des jouissances sans pareilles, inconnues des profanes.

Tant il est vrai que, comme dit Pascal, l'imagination (cette superbe puissance...) ne peut rendre sages les fous, mais elle les rend heureux.

(*) Directeur-rédacteur en chef de l'« Essai ».

AMÉRIQUES

مكتبة من الأصل

LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Le président Carter a un programme de nouvel an particulièrement chargé. Après Téhéran, ce samedi 31 décembre, il devait être dimanche 1^{er} janvier à New-Delhi. Outre le chah d'Iran et le roi Hussein de Jordanie, figure sur la liste de ses interlocuteurs d'effleur de travers dimanche dans la capitale iranienne. En revanche, revenant sur les précédentes déclarations de son porte-parole, M. Carter a indiqué vendredi soir qu'il n'envisageait pas pour le moment - de faire escale au Caïre, mercredi 4 janvier.

A Paris, dans les milieux socialistes, on indique que pendant son séjour en France (du 4 au 6 janvier) M. Carter recevra M. Mitterrand. La rencontre aura sans doute lieu jeudi matin. En publiant le programme du voyage présidentiel le 1^{er} décembre, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Powell, avait dit que M. Carter n'avait aucune intention « de s'immiscer dans les affaires politiques françaises », mais qu'il était disposé à recevoir le premier secrétaire du P.S. (« le Monde » du 2 décembre).

En Pologne
MM. Carter et Gierek ont ménagé le Kremlin
De notre envoyé spécial

M. Carter veut engager l'Inde à appliquer un véritable non-alignement

New-Delhi. — Rétablir des liens étroits entre l'Inde et les Etats-Unis était le principal objectif sur le plan diplomatique, que le premier ministre, M. Desai s'était fixé pour sa tâche. M. Gandhi, lui-même, avait dit à New-Delhi : « Avec bien est-il entré dans mes et de façon suivie par la suite, en correspondance avec M. Carter. Ceci a largement contribué à préparer le terrain des relations entre l'Inde. Les deux hommes d'état possèdent certains traits de caractère commun — esprit religieux, idéalisme, attachement au libéralisme économique — qui ont favorisé leur rapprochement épistolaire. Mais, les deux hommes ont des vues opposées sur les changements de gouvernements et de politique, simultanément à Washington et à New-Delhi en 1977, ont eu pour conséquence un réajustement des relations entre les deux nations. Celles-ci s'étaient beaucoup améliorées sous le régime de Mme Gandhi qui, notamment, n'avait pas pardonné à « penchant » de l'administration Nixon pour le régime militaire du général Yahya Khan pendant la guerre indo-pakistanaise de 1965. C'est que M. Kissinger s'était appuyé la même année, sur Islamabad pour établir un premier contact, entre les Etats-Unis et la Chine.

du plus grand groupe économique indien TATA, M. N. M. Dutt, a considéré comme l'un des meilleurs experts constitutionnels nationaux.

En prononçant pour un « véritable » non-alignement, le gouvernement indien voulait dissiper, notamment auprès de Washington, l'impression entretenue par le monde occidental que l'Inde était l'alliée privilégiée de l'Union soviétique en Asie du Sud. La visite de M. Desai à Washington a permis de dire que, si la coopération économique et militaire entre les deux pays était appelée à se poursuivre, les dirigeants indiens ne voulaient pas pour autant entendre parler de plan politique. L'on estime cependant ici que le rétablissement de bons rapports avec les Etats-Unis doit aller de pair avec au prix d'un relâchement des liens indo-soviétiques. Au reste, il dépend beaucoup des Américains que l'influence soviétique en Asie du Sud-Est ne soit retournée vers Moscou pour la fourniture d'armes le jour où Washington a fait défaut.

indiennes, mais elles ont facilité la reprise, cette année, des livraisons d'uranium enrichi, qu'à la suite d'un vieux accord les Etats-Unis s'étaient engagés à faire à la centrale atomique de Tchernobyl, et qu'ils avaient suspendues pendant quelque temps.

Une nouvelle livraison devrait avoir lieu au printemps, mais, par la suite, les conditions de cet accord devront tenir compte de la hausse des prix de l'énergie, la prolifération nucléaire soumise au Congrès. Cette législation prévoit que toute installation alimentée par un combustible nucléaire devra être contrôlée sous la surveillance de l'Agence internationale de Vienne et que le pays intéressé ne pourra fabriquer ou acquérir des engins explosifs nucléaires.

Delhi, si le Congrès n'y met pas opposition.

Les Indiens préféreraient que celui-ci fût attribué dans le cadre du consortium. Quoi qu'il en soit, la visite de M. Carter devrait se traduire par un renforcement de la coopération économique entre les deux pays, ainsi que des échanges multilatéraux.

Varsovie. — La journée du vendredi 30 décembre s'est terminée par la publication d'un communiqué exceptionnellement deux fois mentionnant seulement l'utilité de ces visites et invitait les Gilets à ne pas aller plus d'une fois aux Etats-Unis. Sans doute les Polonais ne voulaient-ils pas « sensibiliser » un peu plus leur protecteur soviétique en lui disant qu'il était si sûr de lui qu'il n'avait pas besoin de se correspondre pas complètement à l'accueil réservé à M. Carter. Il est vrai que le temps manqué de cette fin de semaine par les participants aux émissions. La police ne les facilitait guère non plus, qu'il n'avait pas annoncé à l'avance l'itinéraire du président et ne laissait approcher que des gens « bien organisés », amicaux mais peu exubérants. En un mot, près du monument au Soldat Inconnu, les bagages furent rompus par une foule plus houleuse qu'en un autre. M. Carter descendit de sa voiture pour serrer quelques mains. C'était en quittant le président que les agents de police jûifs devant lequel le président s'était ramassé longuement, se tâtèrent dans ses mains.

s: hôte sur l'importance des relations soviéto-américaines, et il a même exprimé le vœu que la Pologne exerce ses « bons offices » à l'égard du président. « Je suis très attaché au président américain », affirmant dans son toast du chef d'Etat officiel : « Je suis maintenant en termes plus concrets qu' auparavant avec le président américain, et, comme l'Union soviétique, ne me soufrit si profondément, ne commenceront jamais une guerre mondiale. Je suis sûr que la provocation la plus grave ou un malentendu dû au manque de communication, si il a été moins de la part de l'un des deux, les Etats-Unis : « Nous voulons la paix, nous aussi, et ne commencerons jamais une guerre, nous ne sommes pas des agressifs, prenons pas les motifs, les attitudes et le desir de paix de nos adversaires potentiels. »

Quelques mois cependant après la première explosion d'un engin atomique, le secrétaire d'Etat avait renoncé à considérer l'Inde comme un pays sans importance et il était venu, en octobre, chercher à établir des relations avec l'Inde. L'Inde utilisait ses capacités nucléaires seulement à des fins pacifiques. Il avait tenté de représenter l'Inde comme un pays à la politique de l'administration Nixon, mais n'était pas parvenu à apaiser la méfiance de la communauté internationale. On considérait que les États-Unis complétaient, comme au Chili, contre son régime. La visite de M. Kissinger avait pourtant été suivie de la signature d'un accord commercial bilatéral chargé de développer les courants d'affaires, et le fils cadet du premier ministre, M. Sanjay Gandhi, permit par la suite à son père de se consacrer davantage en faveur des activités en Inde de plusieurs sociétés américaines.

La fascination des Etats-Unis

Aujourd'hui, si le « véritable » non-alignement indien est défini comme la « non-alignement de l'équidistance des grandes puissances, il n'en reste pas moins que, de cœur, les nouveaux responsables sont plus proches de Washington que de Moscou. De surcroît, les dirigeants d'Inde sont fascinés par l'exemple » et le mode de vie américains. Que n'entend-t-on pas dire, d'autre part, ces jours-ci sur les ondes de la radio, à propos des « Indes communes » des « deux plus grandes démocraties du monde » ? Sans doute M. Carter a-t-il renforcé son prestige ici en se rendant en Asie du Sud, puisqu'il ne rend visite qu'à ce pays. A Washington avait, selon les Indiens, la fâcheuse habitude, ces dernières années, de ne pas tenir compte de l'Inde et du Pakistan. De plus, les porte-parole américains semblent désormais considérer comme un élément non négligeable, ce qui est également normal, le rôle géopolitique de l'Inde dans la région.

Les Indiens accepteraient-ils ces nouvelles dispositions, de façon à ne pas se voir imposer un démantèlement de la centrale de Tarapur, comme ils ont accepté en septembre les clauses de sauvegarde prévues par l'Agence de l'énergie atomique américaine, sous par l'U.R.S.S. d'eau lourde pour d'autres centrales ? Il semble placer leurs espoirs dans les pouvoirs discrétionnaires que possède le président américain. Il ne fait pas de doute en tout cas qu'Américains et Soviétiques sont convenus d'adopter une attitude semblable, afin de ne pas limiter la prolifération nucléaire.

Un *modus vivendi* sera plus facile à obtenir sur la question de l'Océan Indien. Comme le président américain a déclaré à Desal est, en faveur d'un retrait des puissances extérieures de cette zone. Mais, alors que Mme Gandhi démentait l'existence de la base soviétique de Diu, le président passait sous silence la présence navale soviétique dans la région. Le nouveau gouvernement indien, sur un même plan toutes les puissances étrangères, y compris d'ailleurs la France. Mais, il ne paraît pas considérer la présence américaine en général et la base de Diego-Garcia en particulier comme une menace. Le propos est, au contraire, d'un tel niveau actuel des forces étrangères dans l'Océan Indien, faite aux récentes conversations soviéto-américaines de Berné, a été assainie plutôt favorablement.

Bien qu'elle mette l'accent sur le développement des petites industries villageoises, la politique industrielle du gouvernement indien n'a pas pour but d'un apport de techniques de pointe dans les domaines où l'Inde se trouve en retard. Le régime encourage l'acquisition des nouvelles techniques par le fait que deux grandes sociétés américaines (Coca-Cola et I.B.M.), très proches de la commission trilatérale (1), à laquelle est attaché le régime indien, ont obtenu récemment à leurs activités en Inde plutôt que de se soumettre à la législation nationale, la porte non seulement fermée aux entreprises étrangères, mais aussi à celles de la coalition au pouvoir souhaitant, au contraire, de tels investissements. Trois cent soixante compagnies américaines, représentant plus de 90 p. 100 des intérêts étrangers, sont implantées sur le territoire indien. Aussi bien, la visite de M. Carter devrait-elle relancer la commission bilatérale Indes-Etats-Unis, créée par Kissinger. Il y a un peu plus de trois ans.

Le contact semble avoir été bien établi au « sommet », pulvisque M. Carter, a parlé de M. Giersek comme d'un « homme d'Etat personnel ». Toujours selon le président, « aucune différence significative d'opinion » n'est apparue au cours des discussions. Celles-ci ont été d'ailleurs parties sur la course aux armements. La Pologne, a dit M. Giersek, voit dans les relations soviéto-américaines un « facteur-clé de la stabilité », la question est la « grande chance de vivre ensemble » des deux grandes puissances doivent donc faire face à leurs responsabilités, notamment dans les négociations sur les armements stratégiques, de façon à réduire les forces en Europe, ainsi que dans les conversations sur la limitation de ventes d'armes et siques qui se sont ouvertes récemment à Moscou. M. Giersek a constaté sur ce dernier sujet que s'interlocuteur était « peut-être en avance » sur Moscou. Sans faire d'autre écho de la visite U.S.S.R., le chancelier a déclaré son accord pour la proposition de M. Brejnev concernant la bombe à neutrons.

M. Carter a partagé l'avis de

Les droits de l'homme.

M. Carter a annoncé au cours de sa conférence de presse qu'il avait « discuté avec les dirigeants soviétiques » dans laquelle il a exposé les conversations de Vienne sur la limitation des forces en Europe. Toutefois, on affirme dans ce pays que le président n'a pas osé conclure un accord d'un genre quelconque. Le président a aussi fait connaître pour la première fois en public sa réaction à la proposition de M. Brejnev sur la bombe à neutrons. « C'est tout », a-t-il dit, « n'est qu'une partie du problème plus vaste des armements nucléaires tactiques ou « de théâtre » (1).

M. Carter estime que l'absence de la Chine dans ce domaine est un « échec important ». Il espère qu'« un des résultats de SALT II sera un accord entre les Soviétiques et nous pour limiter l'usage des armes nucléaires tactiques ». Les dirigeants des gouvernements européens « voient d'un mauvais œil une négociation de ce genre, craignant que les Deux Grands ne s'entendent par-dessus la tête sur un problème qui concerne directement la sécurité du vieux Continent. M. Carter a en tout cas confirmé que, à son avis, le nouveau missile soviétique Mobile SS-20 — enigmatisant — n'est pas « une menace pour l'Europe occidentale » — doit être un élément de cette négociation.

Les droits de l'homme ont été

retourner dans l'évolution autonome de la situation internationale. Le 24 avril, de juin 1975 à mars 1977, M. Ford renoua la visite qu'il devait faire à New-Delhi. En revanche, M. Desai fit connaître à son collègue de l'Union soviétique, Leonid Brejnev, à Moscou, qu'il ne renoua à ce premier projet que lorsque M. Carter annonçait son voyage dans plusieurs pays tiers-mondains, parmi lesquels Cuba, qui était donc l'un des droits de l'homme sans aujourd'hui le mieux respectés. Autre signe d'une volonté de rapprochement : New-Delhi nomma en 1977 un ambassadeur à Washington non pas un diplomate de carrière, mais l'un des dirigeants

Tous ces facteurs favorables à un resserrement des liens entre les deux pays devraient permettre de surmonter les difficultés, du reste nullement inconciliables, subsistant entre eux à propos de l'énergie atomique et de l'océan Indien.

L'Inde n'a pas signé le traité sur la non-prolifération nucléaire. Mais M. Desai n'a pas cessé de déclarer que son pays ne procéderait pas à des expériences, même à caractère pacifique. Ces déclarations n'ont pas levé tous les doutes sur les intentions

La lutte pour le développement

Les dirigeants indiens n'entrent pas, non plus, en conflit avec les Etats-Unis (au reste leur premier partenaire commercial) à propos des rapports Nord-Sud. Ils croient plus au dialogue qu'à la confrontation.

Pays en développement, l'Inde est aussi un pays industriel en passe de devenir un petit producteur de pétrole. Sa position charnière lui commande d'écarter

GERARD VIRATELLE.

(1) La Commission trilatérale se définit comme un groupe de « citoyens privés » qui souhaitent : resserrer les liens entre les « trois pôles » du monde capitaliste (Etats-Unis, Europe, Japon). Elle comporte environ deux cents membres (hommes politiques, universitaires, hommes d'affaires) et fut créée en 1973 par M. David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank. Cette branche américaine était dirigée jusqu'en juillet 1976 par M. Zbigniew Brzezinski. M. Raymond Barre, entre autres, a participé à ses travaux.

ment » une escale en Égypte

aborda à plusieurs reprises par M. Carter, mais plutôt sous la forme d'une profession de foi générale sur les conditions de vie et les conditions de leur respect en Pologne. Au contraire, le président américain estima que « nos conceptions fondamentales sont très différentes » et qu'il n'y avait pas beaucoup mieux pressées : « Je pense que dans certains autres pays européens que je connaisse ». Il a précisé : « Les gens ont des idées bien plus hâtes pour le degré du libéralisme religieux » qu'il a constaté dans ce pays. C'est d'ailleurs pour cette raison que son appréciation sur ce point est une déception pour ses conseillers politiques internationaux, M. Brzezinski, qui rendit visite vendredi matin au cardinal Wyszyński pendant une heure tenue au cardinalissime polonais par le généralissime Mme Carter. Aucune précision n'a filtré sur cet entretien, qui fut porté sur « les conditions de la société et religieuse », en Pologne.

AMÉRIQUES

Chili
L'ÉGLISE CATHOLIQUE
INVITE LA JUNTE
A SUSPENDRE OU A REPORTER
LE RÉFÉRENDUM

Pérou
REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Santiago (A.F.P., A.P., U.P.T.). — Les évêques chiliens, réunis le vendredi 30 décembre pour discuter les « implications morales » de la situation, ont finalement proposé et ont invité la junte militaire « à suspendre ou à reporter cette consultation dans l'intérêt du bien public ». Les vingt-cinq membres de l'épiscopat chilien ont annoncé cette décision à la suite d'une longue délibération. C'est la première fois que l'Eglise catholique chilienne se prononce sur le référendum proposé par le général Pinochet, chef de l'Etat (le Mardi du 23 décembre).

PARTIEL

Lima (Reuter). — Un remaniement ministériel partiel a été annoncé vendredi 30 décembre à Lima par le gouvernement militaire. Le général José García Calderón, représentant permanent auprès de l'Organisation des États américains à Washington, est nommé ministre du travail en remplacement du général Luis Ugazelli Valle.

Le général Oscar Darío Zúñiga, attaché militaire à l'ambassade du Pérou à Washington, est nommé ministre de la santé, en remplacement du général Francisco de Mendoza.

[La prise de position des évêques ne devrait pas modifier la volonté du général Pinochet de tenir cette consultation destinée à raffermir son autorité après la condamnation de son régime par les Nations unies, le 16 décembre, pour violation des droits de l'homme. Les partis politiques dissous (y compris la démocratie chrétienne de M. Eduardo Frei) ont appelé à voter non. Des divergences ont surgi au sein même de la Junta à propos de l'opportunité de cette consultation.]

Le général Juan Sanchez González, commandant de la seconde légation militaire basée à Arequipa, dans le sud du Pérou, a été nommé ministre de l'énergie et des mines. Il succède au général Arturo La Torre de Tarma. Les ministres, tous militaires de formation, fusionneront en un seul ministère dirigé par le général Gastón Blanes O'Brien, qui était ministre de l'Industrie.

Les ministères de l'Agriculture et de l'Alimentation sont également regroupés en un seul ministère dirigé par le général Luis Argandoña, qui était jusqu'à présent ministre de l'Agriculture.

On prête à M. Carter l'intention de souligner la singularité des méthodes utilisées par l'Inde pour lutter contre la pauvreté et le sous-développement. Une telle démarche a été, il est vrai, largement soutenue dans le passé par les Etats-Unis, qui ont contribué à l'Inde plus de la moitié de l'aide étrangère qu'elle a reçue depuis son indépendance. En 1945, l'aide américaine a joué un rôle important dans l'exportation des biens de première nécessité, des produits agricoles, du matériel de transport.

ent aujourd'hui de stocks de céréales, sont-ils flânes de pouvoir s'en dispenser, puisque, selon Washington, ils dépendent d'une assistance bilatérale à l'Inde depuis 1971. L'aide américaine est toujours maintenant dans une forme bilatérale, mais elle est fournie par les pays occidentaux et le Japon, sous l'égide de la Banque mondiale. Les Etats-Unis approuvent la politique de crédit de la Banque mondiale de 1975-1977. L'Inde avait reçu le système de l'assistance totale fournie par la Banque mondiale et l'Association internationale de développement, mais elle n'avait pas les crédits à faible taux de l'AID représentant 37 % de ceux que cet organisme a accordés au cours de la même année. L'Inde avait obtenu un crédit de 30 millions de dollars à New-

« Le président américain a également déclaré que l'Etat palestinien de la création d'une « entité » ou d'une « patrie » pour les Palestiniens à condition que cet Etat ne soit pas indépendant et ne soit pas une « nation » autonome. En outre, à la Jordanie, Mads, a-t-il souligné, les Etats-Unis « n'ont pas l'intention, ni le désir d'imposer un règlement au Proche-Orient » et que « les Palestiniens ne se couchent entre Israël et ses voisins arabes serait acceptable ».

M. Carter a souligné par ailleurs que les Etats-Unis ne soutiennent pas la « séparation des territoires » et le maintien d'une implantation militaire israélienne sur la rive occidentale du Jourdain et dans

a) A TEL-AVIV, le ministre des
 affaires étrangères a réaffirmé
 vendredi soir que, si une région
 autonome palestinienne était
 créée, les forces armées israélien-
 nes continueraient d'être présentes
 en Cisjordanie et à Gaza, aussi
 longtemps qu'Israël l'estimerait
 nécessaire.
 Mais, précise M. Dayan, elles
 n'interviendraient d'aucune façon
 dans la vie des habitants arabes,
 et leur seule tâche serait d'assu-
 rer la sécurité d'Israël et des rési-
 dents juifs de la région. Ces
 forces armées s'opposeraient éga-
 lement à un éventuel retour en
 masse des réfugiés palestiniens
 dans cette zone, une immigration
 qui pourrait entraîner des consé-
 quences « limites raisonnables »
 sur le pays.
 M. Dayan, qui était interviewé
 par la télévision israélienne, a

appelle qu'il souhaite
État pour les Palestiniens

précisé que la création d'une zone autonome ne ferait pas partie d'une solution intérimaire mais constituerait un des éléments essentiels d'une paix globale au Proche-Orient. « Certes, a-t-il ajouté, toutes les clauses concernant cette zone pourraient être prévues dans cinq ans et même avant. Mais elles ne sauraient l'être qu'avec l'assentiment d'Ismâïl ».

M. Dayan a reconnu par ailleurs publiquement qu'il ne partageait pas la satisfaction de M. Begin au sujet des résultats de la rencontre d'Ismaïlia. « Nous sommes d'accord sur le plan de principe, mais nous divergeons sur la manière dont nous avons ressenti la rencontre, a-t-il dit. On m'a dit que j'avais l'air morose à mon retour d'Ismaïlia. J'avoue que cela reflétait mes sentiments. »

• AU CAIRE, l'influent hebdomadaire *Akhbar El Yom* commente M. Regim au Shylock du Marchand de Venise de Shakespeare : « Les premiers ministres israéliens n'ont pas voulu au sommet » d'accéder avec un accord de paix, mais avec une reconnaissance de dette qu'il voulait faire signer à l'Egypte. »

• La différence entre l'intention de faire allant à Jérusalem et le voyage de Jérusalem nous sommes allés là-bas pour inviter les Israéliens à vivre et qu'ils sont venus ici pour nous inviter à nous suicider. » — A.F.P., U.P.I.)

● La nappe pétrolière au sud de la péninsule du Sinaï, qui a été découverte il y a quelques semaines par des géologues israéliens pourrait produire environ 8 000 barils par jour dès le mois de mars 1978, annonce-t-on officiellement à Tel-Aviv. Avec une dizaine de forages supplémentaires la nappe devrait pouvoir fournir environ 40 000 barils par jour, soit la moitié des besoins en carburant d'Israël.

« Nous continuons nos recher-

... sans tenir compte des résultats des négociations entre Israël et l'Egypte. Il est évident que tout dépendra de l'évolution de la situation, mais entre-temps nous poursuivons nos activités », dit un responsable de la société de forage. — (A.F.P.)

Le président a aussi constaté que le « degré substantiel de liberté de la presse » en Pologne. La seule illustration qu'il a donnée — l'organisation de cette conférence de presse — n'était pourtant pas entièrement convaincante puisqu'elle n'a été diffusée ni en direct ni dans son intégralité, sur par... Radio-Europe libre, ont un représentant américain légalisé dans la salle.

Cartier a fait aussi une réponse très remarquée en représentant que, quoiqu'il n'eût pas été admis à y assister, son refus de donner de plus amples précisions du côté américain, mais il semble que le journaliste retenu a été un représentant d'une publication d'extrême gauche, *Opynia*, qui, faute d'obtenir une accréditation, a posé par écrit des questions auxquelles J. Cartier a promis de répondre.

De son côté, M. Karon et son équipe ont tenu des contacts avec le successeur au Comité de défense des ouvriers, formé en 1976, ont adressé une lettre au président pour le remercier de son action en faveur des droits de l'homme et de l'indépendance nationale, et ont notamment écrit un *schéma théorique* et en Afrique du Sud 2.

Sur le plan bilatéral, M. Carter a annoncé, comme prévu, qu'il accorderait à la Pologne une aide de 200 millions de dollars aux crédits déjà consentis pour l'achat de céréales. Il a été aussi convenu que deux cent cinquante familles divisées entre les deux pays seront examinées entre les ministres des affaires étrangères.

(1) Expression désormais en usage dans les conversations diplomatiques pour désigner au sens large le théâtre des opérations. Les armes de théâtre ont des puissances intermédiaires entre les armes stratégiques et les armes tactiques.

DIPLOMATIE

1977 dans le monde

(Suite de la première page.)

En Turquie, M. Demirel s'est maintenu provisoirement en place malgré le recul de la majorité conservatrice aux élections législatives de juin et municipales de décembre. Le différend entre les deux camps demeure entier tant sur le plateau continental de la mer Égée que sur Chypre, et la mort subite de M. Makarios, en août, n'a en rien modifié la situation dans l'île.

Stabilité aussi dans les pays communistes, bien que le chef de l'État soviétique, M. Podgorny, ait été relégué aux oubliettes pour permettre à M. Brejnev d'ajouter ces fonctions à celles qu'il occupait déjà à la tête du parti. L'événement a coïncidé avec la promulgation d'une nouvelle Constitution, la première depuis celle à laquelle Staline avait attaché son nom ; le moins qu'on puisse dire est que ce « changement » n'a pas changé grand-chose à la réalité quotidienne. Une amnistie a opportunément détendu le climat en Pologne, un an après les émeutes de Radom, et la visite de M. Charek au pape laisse augurer une période de bonnes relations entre l'Église et l'État. La Hongrie persévère dans la voie d'une prudente libéralisation et la Tchecoslovaquie, où la Charte 77 a annoncé, en début d'année, une vague contestataire, dans celle de la répression. Dans la Roumanie durement éprouvée par un tremblement de terre, M. Ceausescu a encore renforcé son pouvoir et celui de son épouse, devenus en fait le deuxième personnage de l'État et du parti. Quant au maréchal Tito, dont la succession cause tant de soucis aux chancelleries, il donne, à quatre-vingt-cinq ans, les preuves de la plus grande vitalité et, à peine revenu d'un voyage à Pyongyang et Pékin, s'est rendu à Paris et à Alger.

Les pays communistes n'ont pas peur de la gérontocratie. Revenant de deux épreuves M. Teng Hsiao-ping a retrouvé au mois d'août, à l'âge de soixante-quatre ans, son poste de numéro trois du régime chinois. Ce retour était attendu depuis des mois. Il a consacré l'écroulement des dogmatiques de la « bande des quatre » et la priorité désormais donnée au réalisme dans la poursuite du développement économique et militaire.

Rien dans tous ces développements ne laisse apparaître la moindre pro-

babilité d'une détente avec l'U.R.S.S. Bien au contraire : la Chine se rapproche de plus en plus des forces les plus antérieures à l'Occident, au point que l'Albanie lui reproche maintenant ouvertement de trop frayer avec l'impérialisme des États-Unis au lieu de la combattre aussi énergiquement que celui des « nouveaux tse » du Kremlin. Les coups de cette rivalité continuent de se faire sentir ailleurs, surtout en Indochine. Des heures sanglantes ont opposé le Cambodge, d'où filtrait toujours les plus sinistres rumeurs, au Vietnam et au Laos, plus conformes au modèle soviétique, ce qui n'a pas empêché le premier ministre de Hanoi, M. Pham Van Dong, de faire à Paris une visite jugée prometteuse. Quant à M. Pol Pot, le chef du parti communiste khmer, dont on a appris à cette occasion l'existence, il n'est sorti de l'ombre et de son pays que pour aller visiter Pékin, Pyongyang et Hanoï, à l'exclusion de Moscou. Une certaine normalisation paraît cependant en cours avec la Thaïlande, à la suite du coup d'État qui a ramené au pouvoir à Bangkok des militaires plus favorables que le précédent régime au dialogue avec les pays voisins.

Dans toute l'Asie, c'est le sous-continent indien qui a été le plus agité au cours de l'année. M. Bhutto, qui en muselait l'opposition, avait réussi à gagner les élections pakistanaïses, a été déposé par l'armée. Mme Gandhi a été « balayée » par les électeurs pour s'être attaquée aux libertés publiques et avoir autorisé des séquestrations forcées. Son épouse de Sri Lanka, Mme Bandaranaike, a été, elle aussi, battue quelques semaines plus tard.

En Amérique latine, si le Chili a fait une concession de forme aux pressions extérieures, notamment nord-américaines, en dissolvant la Dina, la police politique, qui doit bien subsister sous une autre forme, l'Argentine et l'Uruguay pratiquent maintenant un véritable terrorisme d'État. La Panama a signé avec les États-Unis un traité dont la ratification par le Congrès est d'ailleurs douteuse, qui lui rendrait la souveraineté sur le canal à la fin du siècle. Quant au Mexique, la découverte d'un pacte pétrolier a permis au président Lopez Portillo de redresser ses finances, quitte à s'écarter de plus en plus de la voie tré - indépendante - inaugurée par son prédécesseur, M. Echeverría.

L'Afrique, champ de bataille

C'est l'Afrique qui a été, et de loin, en 1977, la partie du monde la plus agitée. Non pas qu'elle ait connu, comme si souvent, coups d'État ou révolutions. L'assassinat, en mars, du président du Congo-Brazzaville, le commandant Marien Ngoussou, n'a pas remis en cause le régime. La présence d'un important contingent cubain aide le gouvernement Nto à résister à la guérilla qui sévit dans plusieurs provinces d'Angola. L'intervention du Maroc et l'établissement d'un pont aérien par la France ont permis au président Mobutu, au Zaïre, de triompher rapidement, au printemps, d'une étrange « invasion islamique », soutenue par l'armée libanaise. Mais, sous-main par l'Angola qui avait tenu un instant sérieusement menacer son pouvoir, le président Bokassa a consacré le sien en se couronnant lui-même empereur de Centrafrique, au cours d'une cérémonie inspirée du sacre de Napoléon, et le maréchal Amin Dada continue de liquider impunément ses adversaires.

En revanche, les conflits qui ont pour enjeu les trois points de l'Afrique se sont aggravés, tout au long de 1977, sans qu'un entr'aperçu la moindre issue. C'est d'abord celui du Sahara occidental qui intéresse le plus directement la France, dont l'aviation, en fin d'année, a commencé de soutenir « au coup par coup » la Mauritanie, objet d'un des rescous du Front Polisario, lequel n'ignore pas qu'elle est le point faible du dispositif adverse. Cette intervention de fait et la prise d'otages français par le Front, après l'assassinat, le 1^{er} mai, d'un médecin français de Zouérate et de son épouse, ont créé avec l'Algérie, soutien numéro un du Polisario, une tension que la libération des prisonniers à la veille de Noël, n'a guère allégée, puisque aussitôt ils ont été confirmés avoir été détenus sur le sol algérien.

La France pourrait se trouver également impliquée, à brève échéance, dans la bataille pour la comète d'Afrique dans la mesure où Djibouti, qui a accédé à l'indépendance à la suite d'un référendum, le 27 juin, lui demeure liée par des accords de défense, matérialisés par la présence, sur place, d'une garnison venue de métropole. La mort de deux ressortissants français en décembre, a mis en lumière la précarité de leur situation. Comment pourrait-il en aller autrement alors que la guerre fait désormais rage tout autour de l'ex-Territoire des Aïtas et des Issas, entre le gouvernement révolutionnaire d'Adèle-Ababa, d'une part, les insurgés érythréens, l'opposition éthiopienne et la Somalie de l'autre ?

Le gouvernement « marxiste-léniniste » d'Addis-Abeba, pour la première fois aux mains non d'un Amharu chrétien et sémita, mais d'un Noir, un Galla, le colonel Mengistu Haile Mariam, aurait depuis longtemps perdu la partie, ou se serait effondré sous le coup des révoltes sans fin entre les chrétiens, les réfugiés, les idéologues, si l'U.R.S.S., se substituant aux États-Unis, longtemps protecteurs de l'empire du Négar, n'était venue lui apporter une assistance massive. La Somalie, elle aussi marxiste-léniniste et jusqu'alors allié fidèle de Moscou, mais qui donne la priorité à la récupération de l'Ogaden, province entièrement peuplée de Samalla, a rejeté toutes les tentatives de médiation aussi bien du Kremlin que de Fidel Castro, venu visiter la région au printemps. Et elle a fini par expulser purement et simplement les six mille conseillers soviétiques qui se trouvaient dans le pays, allant jusqu'à solliciter l'aide de l'Occident.

La situation n'est guère meilleure au sud du continent noir où toutes les tentatives de médiation, britannique ou américaine ont échoué entre les pouvoirs blancs minoritaires de Salisbury et de Pretoria et les nationalistes noirs. Après avoir donné quelques signes de modération, le gouvernement sud-africain, encouragé par la victoire qu'il a remportée aux élections de novembre, a intensifié la répression et répondu aux pressions extérieures, notamment à l'interdiction de livraisons d'armes occidentales, en décidant de procéder lui-même à l'enrichissement de l'uranium, avec lequel il pourrait éventuellement produire des bombes atomiques. Avec un sous-sol qui est parmi les plus riches du monde, l'Afrique australe constitue un enjeu majeur pour les conditions de l'énergie.

Jusqu'à l'automne, le conflit du Proche-Orient était lui aussi plus que jamais dans l'impasse. La déroute du gouvernement Rabin aux élections israéliennes du printemps et la désignation à sa place du chef reconnu des « faucons », M. Menachem Begin, semblaient de fort mauvais augure. Aussi bien lorsque le président Sadate déclara, le 9 novembre, aux députés égyptiens qu'il était prêt à se rendre à Jérusalem pour discuter avec les dirigeants de l'État juif, la nouvelle parut si surprenante qu'on dut attendre, au moins, la prise de la décision. Mais, au moment, à la prendre au sérieux, il n'empêche que, dix jours plus tard, des dizaines de milliers de télespectateurs médusés pouvaient contempler sur leurs écrans l'arrivée du raïa à l'aéroport de Lod, son intervention à la Knesset,

ses effusions avec MM. Begin, Dayan et Mme Meïr.

La comparaison de son discours avec celui du premier ministre israélien montrait clairement, à vrai dire, l'étendue des divergences qui subsistent entre eux, notamment sur le problème palestinien. Et si l'on avait que cinq pays arabes et l'O.L.P. pour se rendre à Tripoli, sous les auspices du colonel Kadhafi afin de condamner son entreprise, il ne s'en trouvait aucun pour l'approuver tout à fait. Il semblait cependant qu'en percent pour la première fois, par sa décision spectaculaire, le mur de méfiance qui depuis trente ans séparait les descendants d'Israël et ceux d'Israël, le chef de l'État égyptien avait déclenché une dynamique de la paix qui ne s'arrêterait pas. Aussi bien la déception fut-elle vive lorsqu'une visite de M. Begin à Israël, le jour de Noël, eut montré que, si l'État prêt à rendre à l'Égypte le Sinaï et à reconnaître l'autonomie des populations de Cisjordanie, il ne voulait pas entendre parler d'État palestinien.

Tâtonnements américains

On voit mal, en tout cas, comment un accord durable pourrait intervenir s'il n'appartient pas une solution aux tourments du peuple palestinien, condamné aujourd'hui, comme hier le peuple juif, à l'errance, privé de patrie dans un monde où le droit à l'autodétermination est théoriquement reconnu à tous. Compte tenu de la détermination du cabinet Begin, et sans changement de majorité en Israël même, il semble que plus que jamais la clé de la solution soit dans les mains des Américains. Or ceux-ci, après avoir reconnu, par la voix de M. Carter, le droit des Palestiniens à un « foyer » et affirmé leur intention d'associer l'Union soviétique à la poursuite d'un règlement et à la convocation d'une nouvelle conférence de Genève, ont indiqué, dans les tout derniers jours de l'année, qu'ils appuyaient la position de M. Begin.

A vrai dire, ce n'est pas la première fois, depuis son installation à la Maison Blanche, au mois de janvier, que le nouveau président des États-Unis donnait l'impression d'hésiter, de tâtonner, voire de se contredire quelque peu. Les très vifs propos tenus contre Pretoria ou Salisbury par son représentant aux Nations unies, Andrew Young, pasteur noir disciple de Martin Luther King, avaient plus d'une fois entraîné des mises au point embarrassées de la Maison Blanche ou du département d'État.

Le président lui-même, après avoir pris des positions très catégoriques sur la question des droits de l'homme en Union soviétique, a mis une sourdine à ses proclamations. Sur la question du contrôle des armements, M. Carter a dû rapidement comprendre à quel point était irréaliste la proposition apportée à Moscou, en mars, par le secrétaire d'État, M. Vance, de réduire d'un quart les arsenaux de fusées stratégiques des deux Super-Grands. Après une période difficile, où l'on s'est interrogé sur les risques d'une reprise de la guerre froide, le président et son conseiller Brzezinski, un peu jaloux des lauriers de M. Kissinger, ont bien dû remettre que celui-ci avait raison de proclamer qu'il n'y a pas d'alternative à la détente - et que celle-ci ne peut procéder que pas à pas.

Jusqu'à présent, le dialogue soviéto-américain n'a pas retrouvé le ton de connivence qu'il avait connu par moments à l'époque de M. Nixon, et il est significatif que M. Carter n'ait pas jugé utile d'inscrire une visite à Moscou au programme de son premier voyage autour du monde, alors qu'il comprenait une escale à Varsovie. Il n'est pas moins significatif que l'Europe, aujourd'hui pas plus qu'hier, ne soit vraiment associée à ce dialogue. On dira qu'elle n'a pas à s'en prendre qu'elle-même : on ne se fait entendre que dans la mesure où l'on agit.

Certes les divers Parlements intéressés ont maintenant ratifié le principe de l'adhésion au suffrage universel de l'Assemblée de Strasbourg. Certes, les ministres de la C.E.E. ont adopté, en fin d'année, un plan de sauvetage de la sidérurgie, mais il est d'essence fondamentalement protectionniste, comme les mesures prises un peu plus tôt contre les importations de textiles du tiers-monde, et l'on admettra que c'est là une bien curieuse manière de contribuer à ce dialogue Nord-Sud que les tiers-monde appelle de toutes ses forces et dont l'adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce a été le plus récent exemple. On conçoit que l'Europe, qui est la volonté politique de cette Europe qui n'arrive même pas à s'entendre pour ouvrir ses portes aux trois pays méditerranéens qui ont, au cours des années, répudié la diplomatie, et attendent d'elle qu'elle leur aide à consolider la route à la démocratie ? Accepterait-elle éternellement de laisser des intérêts étrangers faire de plus en plus la loi chez elle ?

ANDRÉ FONTAINE.

ASIE

L'INVASION DU CAMBODGE PAR DES DIVISIONS VIETNAMIENNES

Fédérer l'Indochine...

(Suite de la première page.)

Les diplomates vietnamiens ont reçu l'ordre de quitter la capitale cambodgienne avant le 7 janvier. A cette date, les vols aériens seront suspendus entre Phnom-Penh et Hanoï.

Le long texte, qui accompagne le communiqué de rupture diffusé par Radio-Phnom-Penh samedi matin, est signé par le chef de l'État cambodgien, M. Khieu Samphan. Il porte à l'encontre de Hanoï les accusations les plus graves. Les socialistes vietnamiens y sont accusés de tentatives de pillage, par la destruction des biens et des vies du peuple khmer, de s'approprier certaines portions du Cambodge. Selon Phnom-Penh, Hanoï veut intégrer le Cambodge à une Indochine sous « domination vietnamienne ». La communauté ethnique khmer, pour réaliser ce plan, Hanoï, en 1975, « a tenté de réaliser un coup d'État (à Phnom-Penh) pour mettre en place des traîtres, agents du Vietnam ».

Depuis un an, on a assisté, dans la région, à l'exacerbation de deux nationalismes également sourdilleux, nourris par un conflit territorial qui date de l'époque coloniale et, apparemment, par la résurgence, entre les deux alliés d'hier, d'un antagonisme séculaire.

Personne cependant, du fait notamment de l'isolement dans lequel les dirigeants khmers ont confiné leur pays depuis avril 1975, et aussi de

la grande discrétion des Vietnamiens, n'imaginait que le conflit militaire avait atteint, s'il faut en croire M. Khieu Samphan, de telles proportions.

« Pire que les mercenaires de Thieu »

Selon le chef de l'État khmer, les Vietnamiens utilisent dans les régions cambodgiennes étendues le long du delta du sud du Vietnam « plusieurs divisions terrestres (...), des centaines de blindés (...), des centaines de pièces d'artillerie (...), un appui aérien pour des attaques de grande envergure ». Les troupes de Hanoï sont accusées d'avoir « pillé des milliers de tonnes de riz (...), détruit des plantations d'hévéas (...), incendié des villages (...), mis à feu les villages (...), emporté du bétail ». Les troupes de Hanoï, accusées de « meurtres et de viols », se comporteraient d'une manière « pire que les mercenaires de Ky, de Thieu et les troupes sud-coréennes » du temps de la guerre américaine, lors de l'offensive combinée américano-sud-vietnamienne du printemps 1970 dans le sud-est cambodgien.

Le conflit qui oppose Hanoï et Phnom-Penh n'est d'ailleurs pas uniquement frontalier et, par extension, militaire. Il est aussi idéologique et reflète les liens privilégiés qui unissent d'une part Hanoï à Moscou

et d'autre part Phnom-Penh à Pékin. Après le décrochage des États-Unis, et après trois années à peine de paix, l'Indochine dévastée va-t-elle redevenir le théâtre de l'après-rivalité entre Pékin et Moscou, par alliés interposés ?

Il faut noter que l'une des plus graves accusations portées par M. Khieu Samphan concerne « les étrangers qui aident le Vietnam dans leur agression », une référence qui semble bien viser les Soviétiques. « Le gouvernement du Cambodge démocratique lance une sévère mise en garde à ces étrangers et à leur gouvernement, afin qu'ils cessent immédiatement leur ingérence et leur agression contre le Cambodge démocratique », ajoute le chef de l'État. Comment ne pas voir là, alors que l'on sait l'étendue de l'aide que, pour sa part, la Chine apporte au Cambodge, la confirmation de cette rivalité de plus en plus directe et de plus en plus grave et, effectivement, on en est, sur le terrain, au stade des « conseillers militaires » ? Un mot qui, dans la région, rappelle de fort mauvais souvenirs.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

LES TENTATIVES DE DIALOGUE

Dans son communiqué du 31 décembre, Phnom-Penh indique qu'en juin 1975 M. Pol Pot, secrétaire général du P.C.K. et premier ministre, s'était rendu à Hanoï pour tenter de résoudre le problème frontalier vietnamo-khmer. « La partie vietnamienne ne s'est jamais intéressée aux suggestions cambodgiennes », ajoute le texte. Il y est aussi pendant l'été de la même année d'autres discussions, à Phnom-Penh, où se rendit M. Le Duan, secrétaire du P.C.V.

Hanoï avait, dès la fin de la guerre, ouvert son ambassade au Cambodge, fermée depuis le printemps de 1976 et le coup d'État de droite. Elle en pendant longtemps, comme chef de mission, M. Pham Van Ba, ancien représentant en France du gouvernement révolutionnaire provisoire sud-vietnamien, qui n'eut aucune liberté d'action et resta confiné dans une villa. Le choix de M. Pham Van Ba n'était pas dû au hasard : cette personnalité avait en effet pendant la première guerre d'Indochine joué un rôle de médiateur entre le Vietnam et les khmers qui combattaient l'armée française.

Il ne semble pas qu'il y ait eu récemment d'entretiens à haut niveau entre Vietnamiens et Cambodgiens. On a, en revanche, remarqué l'été dernier que le général Vu Nguyen Giap avait fait une tournée d'inspection sur la frontière commune. D'autre part, une masse considérable de Cambodgiens ont fait leur pays en direction du Vietnam où vit traditionnellement une importante minorité d'origine khmère.



Phnom-Penh accuse les Vietnamiens de lancer des attaques sur tout le long de la frontière commune, longue de 780 kilomètres. Jusqu'à présent, les principales incursions avaient, semble-t-il, eu lieu dans la région dite du Bec-de-Canard, là où, pendant la seconde guerre d'Indochine, avaient débuté les incursions américano-sud-vietnamiennes.

L'assistance extérieure aux Khmers rouges pendant le second conflit passait surtout par la région dite du « trois frères », où se trouvaient le Laos, le Vietnam et le Cambodge. Aujourd'hui, l'aide au régime de Phnom-Penh transite par le port de Sihanoukville (aussi appelé Kompong-Som), qui avait servi secrètement, au coup d'État de 1970, à l'acheminement de matériel et de ravitaillement destinés aux forces communistes sud-vietnamiennes.

Pékin a fait son choix

(Suite de la première page.)

Sans doute l'ambassadeur du Vietnam à Pékin a-t-il diffusé un communiqué répliquant aux déclarations de M. Pich Cheang et retournant les accusations lancées contre les autorités de Hanoï. Il y est question d'épouvantables atrocités commises par les forces cambodgiennes contre les populations frontalières vietnamiennes et des efforts répétés au Vietnam pour parvenir à une solution pacifique. Ce document a cependant été distribué porte à porte, et l'on ne peut manquer d'être frappé par la différence de traitement accordé aux représentants à Pékin des deux parties en conflit.

« Phnom-Penh n'a pas besoin de médiation »

Toute l'affaire comporte de graves obscurités en ce qui concerne l'attitude chinoise. La déclaration cambodgienne accuse le Vietnam de chercher, depuis 1955, à faire entrer le Kampuchéa (Cambodge) dans une fédération indochinoise d'obédience vietnamienne. On conçoit que l'« inquiétude de voir grandir et se renforcer un voisin méridional avec lequel la Chine a déjà un différend territorial. Mais la Chine, elle-même, n'aurait-elle pas parrainé la réunion à Canton, en 1970, des dirigeants révolutionnaires des trois pays d'Indochine ? A-t-elle renoncé à cette politique unitaire ?

La déclaration cambodgienne est, d'autre part, en cause, les étrangers qui servent en qualité de

conseillers, d'experts et de commandants dans les unités d'artillerie et de blindés - des forces vietnamiennes. L'ambassadeur de Phnom-Penh s'est refusé à toute précision sur ce point. Mais chacun pense, bien naturellement, que les étrangers en question ne peuvent être que des conseillers et des experts.

La Chine se préoccupe de l'influence des Soviétiques à Hanoï, sa politique avait été, jusqu'à présent, de prendre patience et d'attendre, comme l'on dit cent fois les responsables chinois, que le Vietnam « reconnaisse un jour ses vrais amis ».

L'attitude adoptée à Pékin ne risque-t-elle pas de jeter un peu plus les Vietnamiens dans les bras des Soviétiques ? L'ambassadeur cambodgien a répondu avec réserve aux questions qui lui étaient posées après lecture de la déclaration de Phnom-Penh. Quelques points de ses propos méritent cependant d'être retenus : « Des combats sont actuellement en cours, a-t-il dit notamment, et notre seule alternative est de combattre. Il n'y a pas de place pour l'amitié. » Un règlement pacifique ne peut être envisagé que lorsque les forces vietnamiennes auront cessé « leurs actes agressifs ».

L'ambassadeur exclut la possibilité d'une médiation par un pays tiers.

« La politique constante de notre gouvernement, a-t-il dit, est de régler les problèmes en toute indépendance, sans que l'aide d'autres pays soit nécessaire. Le gouvernement du Kampuchéa n'a pas besoin de médiation. »

M. Pich Cheang a, en revanche, exprimé la conviction que les nombreux pays qui ont emporté leur aide « politique ou matérielle » à la lutte

de libération du peuple khmer, le soutiendront encore aujourd'hui dans la défense de « sa juste cause ».

ALAIN JACOB.

HANOÏ ACCUSE LES KHMERS DE SE LIVRER A DES ATROCITÉS

Pékin (A.F.P.). — Peu après l'annonce de la « rupture temporaire » des relations entre Phnom-Penh et Hanoï, une très violente bataille de communiqués s'est engagée à Pékin.

À la suite de la conférence de presse de l'ambassadeur du Cambodge, le Vietnam a rejeté sur le Cambodge la responsabilité de la détérioration de la situation. Dans un communiqué de presse, l'ambassadeur du Vietnam à Pékin accuse le Cambodge d'avoir tué ou blessé plus de deux mille Vietnamiens depuis 1975 au cours d'incidents répétés le long de la frontière, de s'être livré au « pillage de centaines de tonnes de riz », d'avoir provoqué l'« incendie de milliers de maisons », d'avoir « arraché la fois d'être khmers », y compris des femmes enceintes, et d'avoir « déshérité des milliers de personnes avant de les tuer au feu ».

Le communiqué de l'ambassadeur du Vietnam ajoute : « Face aux attaques et violations continuelles contre le territoire du Kampuchéa, les forces armées du Vietnam doivent prendre des mesures d'auto-défense et chasser les envahisseurs hors de notre territoire pour défendre la souveraineté sacrée et inaliénable du Vietnam et pour défendre les vies et les biens de notre peuple. »

هَذَا مِنَ الْأَصْلِ

EUROPE

Italie

« La crise n'est ni ouverte ni inévitable »

DÉCLARE M. ANDREOTTI

Rome. — Au cours de la traditionnelle conférence de presse de fin d'année, M. Giulio Andreotti, président du conseil italien, a estimé que la crise gouvernementale dont on parle de plus en plus à Rome « n'est pas inévitable ». Rejetant l'hypothèse d'une imminente participation communiste au pouvoir,

De notre correspondant

Il a souligné, au contraire, la nécessité de « ne pas remettre en question la stabilité reconquise à l'intérieur comme à l'extérieur », en partie grâce à l'accord de juillet 1977 entre les six principaux partis (dont le S.C.I.).

« Il n'y a pas de crise ouverte, il ne faut donc pas parler de crise ouverte », a déclaré le chef du gouvernement. Interrogé sur l'attitude du P.C.I. qui a subitement durci ses positions et réclame son entrée immédiate au gouvernement, M. Andreotti a répondu : « Pour un parti qui a un rôle déterminant par son abstention et par le nombre de ses députés, prendre en charge une partie de l'impopularité d'un gouvernement auquel il ne participe pas n'est pas une chose agréable. Si l'on a mécontentement, il ne faut donc pas s'en étonner ».

Tout en rendant hommage au « sens des responsabilités » et à la « loyauté » du P.C.I., M. Andreotti a mis en garde contre le danger de compromettre la fragile équilibre politique.

En juillet dernier, les six partis ont signé un accord très précis. Cet accord a aujourd'hui cinq mois, il ne peut donc être considéré comme dépassé. Pourquoi ne conviendrait-il plus aujourd'hui ? Après avoir rappelé l'assainissement financier du pays (réduction du déficit commercial et diminution de l'inflation), le

président du conseil a expliqué : « Nous avons cherché à travailler avec une perspective lointaine ».

M. Andreotti a cependant estimé qu'il sera impossible à l'Italie « de payer toutes ses dettes en 1978 telles qu'elles s'élèvent à 22 000 milliards de lires » ; il « devra donc recourir à d'autres emprunts, d'où la nécessité de ne pas perdre confiance retrouvée auprès des banques ».

Le chef du gouvernement italien a fixé ses objectifs pour 1978 : l'élaboration d'un développement économique, la défense de l'emploi (l'Italie compte un million sept cent mille chômeurs officiels) et le réajustement de l'ordre public.

Interrogé sur « ce que M. Berlinguer doit faire pour être acceptable aux yeux de la démocratie chrétienne », M. Andreotti a répondu : « Nous avons déjà fait un voyage considérable vers le P.C.I. qui était dans l'opposition depuis trente ans ».

(Interim.)

République fédérale d'Allemagne

UNE CENTAINE D'INTELLECTUELS PROTESTENT CONTRE LE LICENCIEMENT DU RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT DE « STERN ».

Le conflit au sein de la rédaction de Stern (le Monde du 30 décembre) s'est élargi rapidement dans un milieu intellectuel d'Allemagne fédérale. Une centaine d'écrivains et de journalistes ont en effet circulé une lettre ouverte au rédacteur en chef de Stern, M. Eberhard Mann, pour protester contre le licenciement de son adjoint et ses conséquences sur la liberté de la presse. Ce texte indique notamment :

« Plus des livres, des revues et des journaux apparaissent imprimés dans de grands Konzerns multinationaux, plus grand est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

« L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être satisfaits rapidement ».

Espagne

La pré-autonomie est accordée au Pays basque

(Suite de la première page.)

En outre, chaque territoire aura un droit de veto sur les décisions qui le concernent. Le système de représentation s'appuiera sur les municipalités. Les conseils municipaux doivent être renouvelés en 1978 et prendre un caractère démocratique. Une fois constitués, ils formeront les « Juntas générales » (assemblées locales) et les députations provinciales (exécutifs), qui s'installeront dans les quatre provinces. Chaque province sera représentée au sein du conseil général du Pays basque par trois parlementaires et trois députés des assemblées locales.

M. Clavero Arevalo n'a pas précisé dans ses déclarations, ce samedi à l'après-midi, quelle serait la formule adoptée avant les élections municipales. Le texte initial publié par la presse indiquait que chaque province serait représentée au conseil par cinq députés, que les parlementaires locaux désigneraient proportionnellement aux résultats électoraux du 15 juin.

« La sécurité de l'Etat espagnol »

Comme en Catalogne, le gouvernement a décidé que, pendant la phase d'autonomie provisoire, il pourrait avoir recours contre les décisions adoptées par l'assemblée régionale. Mais cette décision n'est pas définitive. Elle sera également la possibilité de dissoudre les organes de gouvernement du conseil général du Pays basque pour des raisons liées à la sécurité de l'Etat espagnol.

Des commissions mixtes seront créées afin d'étudier le rétablissement du régime fiscal privilégié traditionnel que le général Franco avait supprimé en Guipuzcoa et en Biscaye pour « punir » ces deux provinces d'avoir combattu contre lui pendant la guerre civile.

Le cas de la Navarre a été résolu par des concessions mutuelles. Les parlementaires des autres provinces basques souhaitent son intégration à Euzkadi. Ils avaient obtenu que la possibilité d'une telle intégration soit mentionnée dans le texte mis au point par le gouvernement. Mais cette décision n'est pas définitive. Elle sera également la possibilité de dissoudre les organes de gouvernement du conseil général du Pays basque pour des raisons liées à la sécurité de l'Etat espagnol.

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

« L'accord conclu il y a un mois était heureux à l'opinion des notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental. Mais les députés socialistes et le sénateur nationaliste élus à Pamplune ».

fidélité exemplaire à la couronne d'Espagne. Elle assure que le rattachement de la province à l'Euzkadi serait dangereux pour elle en raison des sentiments séparatistes qui animent les trois autres territoires du Nord. Jusqu'à dernier moment, cette droite a fait pression sur le gouvernement pour maintenir « statu quo ». Vendredi, la « députation forale » de Pampelune a adressé un télégramme en ce sens au chef de la maison royale.

Un référendum

Certains parlementaires du centre avaient une attitude plus souple : ils acceptaient d'envisager une éventuelle intégration à l'Euzkadi, mais ils souhaitaient que celle-ci soit décidée par référendum. Actuellement, les parlementaires centristes sont majoritaires en Navarre, bien qu'ils n'aient obtenu, le 15 juin, que moins de 40 % des voix. Les élections municipales peuvent donner une majorité de conseillers municipaux à la gauche. Le projet initial prévoyait que la décision de l'intégration serait prise par le conseil foral, organisme constitué par les municipalités. La formule adoptée met d'accord les uns et les autres : ce sera le conseil foral de Navarre, issu des nouvelles municipalités, qui décidera de la participation de la province au conseil général du Pays basque. Mais cette décision devra être ratifiée par référendum auprès de la population.

Les négociations sur l'autonomie provisoire du Pays basque

Un particularisme entêté

Le Pays basque comprend sept provinces. Trois sont françaises : le Labourd, la Soule et la Basse-Navarre, quatre espagnoles : le Guipuzcoa, la Biscaye, l'Alava et la Navarre.

Favorisé par une culture et une langue spécifiques, dont les origines restent discutées, le peuple basque ne cessera jamais, des deux côtés de la frontière, d'affirmer son particularisme. Les Basques espagnols sont brièvement unifiés au neuvième siècle, au moment de la création du royaume de Navarre. Mais la naissance de l'entité espagnole les rejette graduellement dans leur spécificité. Ils arrivent cependant à conserver un certain nombre de leurs droits particuliers, les fueros. En France, les « fueros » seront abolis par la Révolution.

Pendant tout le dix-neuvième siècle, le particularisme basque tenta de s'affirmer en Espagne. C'est la naissance de la République, en 1930, qui donna sa vraie chance. Mais tandis que le Guipuzcoa, la Biscaye et une partie de l'Alava sont prêts à accepter une autonomie partielle, la Navarre se dresse contre le

avaient commencé en septembre. Malgré de nombreux obstacles, elles ont été bâties par les inquiétudes du mouvement et des parlementaires devant la menace constante que fait peser l'organisation séparatiste ETA. L'accord a été finalement conclu dans les derniers jours de l'année, pour prévenir les manifestations populaires prévues pour le 4 janvier, mais aussi parce que l'organisation clandestine a multiplié les coups de main ces derniers jours, laissant prévoir une prochaine vague de terrorisme. Coup sur coup, en effet, deux cent soixante-quatre fusils ont été dérobés dans une armurerie de Guipuzcoa, et plus de 1 200 kilos d'explosifs ont été volés, mercredi et jeudi, au cours de deux attaques à main armée, dans la région de Bilbao.

Ces opérations ont été jugées d'autant plus inquiétantes qu'elles sont attribuées à la branche politico-militaire de l'organisation, qui avait décidé, voici quelques mois, de renoncer provisoirement à la lutte armée. Seule la branche militaire avait poursuivi ses activités : assassinats du président de la députation de Biscaye, du chef de la police armée de Pampelune et d'un conseiller municipal d'un « batzaio » (attaque du poste de la garde civile protégeant la centrale nucléaire de Lemona, près de Bilbao). On estimait ces derniers jours que le retard apporté à établir un régime d'autonomie provisoire au Pays basque avait incité les membres de la branche politico-militaire de l'ETA à reprendre les armes.

CHARLES VANHECKE.

L'annonce d'un prêt américain privé soulève des remous politiques

De notre correspondant

Rome. — L'Italie négocie un nouveau prêt de 500 millions de dollars auprès d'un consortium de banques privées américaines dirigé par la Chemical Bank, a-t-on appris, à la suite de fuites, au ministère du Trésor, ces fuites pourraient avoir des motivations politiques, dans une période où les communistes insistent pour entrer au gouvernement. Selon des indications du ministre du Trésor, M. Cossiga, au quotidien « la Repubblica », l'annonce d'un prêt américain est « prématurée, car l'opération n'est pas encore conclue » (elle pourrait l'être en janvier), « mais elle est exacte en substance ».

Les premiers contacts ont été pris en septembre et noués plus concrètement en novembre, lors d'un voyage à New-York. « Notre intérêt pour l'obtention d'un nouveau prêt n'est pas déterminé par des nécessités monétaires urgentes », a précisé M. Cossiga. Nos réserves sont importantes : 17,8 milliards de dollars, en novembre, dont 7,5 milliards de devises convertibles. « Il s'agit plutôt d'un besoin de financer certains investissements », a-t-il ajouté.

L'annonce de ce nouveau prêt, qui pourrait servir notamment, selon la presse italienne, au financement du plan électro-

nucéaire, a provoqué de nombreuses réactions à Rome dans cette période de grande agitation politique. Dans les milieux gouvernementaux on laisse entendre qu'une nouvelle aide financière américaine est liée à la stabilité politique. Son obtention, cependant, dans ces conditions, est aux pressions communistes, socialistes et républicaines, pour l'entrée au gouvernement du P.C.I. au risque de perdre, non meilleurs soutiens financiers ?

A gauche et chez les syndicats on craint la manœuvre politique. Pourquoi faire autant de bruit autour d'un prêt — non encore accordé — de 500 millions de dollars, qui représenterait la peine plus que la subvention pour le paiement des salaires dans les entreprises d'Etat, et alors que l'endettement des banques italiennes envers l'étranger est de 6,6 milliards de dollars ? Pour M. Mario Dido, secrétaire confédéral du syndicat ouvrier C.G.I.L. (proche du parti communiste), « un prêt de 500 millions de dollars ne peut pas être destiné à une façon précise à des investissements productifs, car les projets gouvernementaux sont totalement défectueux dans ce domaine ».

(Interim.)

A TRAVERS LE MONDE

Canada

LE GOUVERNEUR GENERAL DU CANADA exercera désormais, à partir de la couronne britannique, toutes les fonctions d'un chef d'Etat, a annoncé, vendredi 30 décembre, le ministre des Affaires étrangères, M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre fédéral. Certaines de ces fonctions, telle que la signature des lettres de créances des ambassadeurs du Canada à l'étranger, étaient encore effectuées par la souveraine britannique. Cette dernière demeure cependant, conformément à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, la souveraine constitutionnelle du pays. — (A.F.P.)

El Salvador

LE GROUPE CLANDESTIN DES FORCES ARMÉES DE LA RESISTANCE NATIONALE (FARN) a revendiqué, jeudi 29 décembre, à San-Salvador, l'enlèvement de l'industriel Victor Sefie, survenu le 23 décembre dernier. Soulignant que « les négociations en vue de la libération de M. Sefie n'ont pu être menées bien à cause de l'intervention des autorités », les FARN ont précisé que l'acte de voir les expéditions salariales leur prisonnier pourrait être exécuté. — (A.F.P.)

Etats-Unis

UN JUGE FEDERAL DE KANSAS CITY (Kansas) a rejeté, le vendredi 30 décembre, une injonction de M. Robert Dole, sénateur républicain de

est Etat, visant à interdire la rétrocession à la Hongrie de la couronne de saint Etienne, symbole de la nation hongroise. Malgré l'opposition de groupes d'immigrés hongrois aux Etats-Unis, l'administration américaine a décidé récemment que le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, ne devrait pas aller en Hongrie, ce qui se trouve aux Etats-Unis depuis la fin de la deuxième guerre mondiale — aux autorités hongroises lors de leur visite à Budapest, les 5 et 7 janvier. — (Reuter.)

Grande-Bretagne

LE CHANCELLIER DE L'ECHEQUIER, M. Denis Healey, a annoncé, vendredi soir 30 décembre, dans une interview télévisée, de nouveaux allègements fiscaux pour 1978 « si la politique salariale continue à être respectée ». Le chancelier a précisé que ces allègements porteront sur les impôts directs plutôt qu'indirects, afin de favoriser les bas salaires et de réduire la différence avec les taux d'imposition des autres pays européens. — (A.F.P.)

Guatemala

UN MANDAT D'ARRET a été lancé, jeudi 29 décembre, contre dix-neuf terroristes ouest-allemands soupçonnés d'être entrés récemment au Guatemala. La photographie d'une trentaine d'autres extrémistes venus de R.F.A. d'autre part est distribuée à toutes les forces de sécurité guatémaltèques. — (A.F.P.)

Malaisie

REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT MALAISIE. —

Le premier ministre, M. Hussein Onn, a annoncé, samedi 31 décembre, son adjoint, M. Mahathir Mohamed, ministre du commerce et de l'industrie, a été nommé à la tête de l'administration américaine du gouvernement au sujet de l'insuffisance des investissements étrangers. M. Mahathir, premier ministre adjoint et ministre de l'éducation, était en effet jusqu'à présent dirigé par le comité ministériel pour les investissements. — (A.F.P.)

Mexique

DEUX MILLE PAYSANS, membres du Parti authentique de la révolution mexicaine (PARM), ont occupé, jeudi 29 décembre, la mairie d'Altamira, ville du Nord-Est, pour protester contre les résultats des élections municipales organisées le 4 décembre dernier dans l'Etat de Tamaulipas. — (A.F.P.)

Rhodésie

LE QUARTIER GENERAL DES FORCES RHODESIENNES a annoncé, le vendredi 30 décembre, que des nationalistes noirs étaient responsables d'un attentat à la bombe commis à la veille dans une usine d'ordinateurs à Bulawayo, deuxième ville du pays. — (A.F.P.)

Pakistan

LE PRÉSIDENT SOMALIEN SYAAD BARRE est arrivé, vendredi soir 30 décembre, à Islamabad pour une visite officielle au cours de laquelle il devra s'entretenir avec le général Zia ul Haq, administrateur de la loi maritale. — (A.F.P.)

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

Alger demande à l'« Espagne démocratique » de dénoncer l'accord de Madrid

De notre correspondant

Madrid. — L'ambassadeur d'Algérie à Madrid, M. Khelladi, a adressé aux sénateurs espagnols la photocopie d'un texte écrit par le vice-président de l'Assemblée populaire algérienne sur l'attitude que « l'Espagne démocratique » devrait adopter, selon lui, à propos du Sahara occidental. Cette information, donnée par un quotidien madrilène, a été confirmée par un sénateur du parti gouvernemental, M. Martin Fernandez Palacios, qui a protesté contre cette « nouvelle ingérence de l'Algérie dans les affaires intérieures de l'Espagne ».

Dans son texte, le vice-président de l'Assemblée populaire, M. Yaker Layachi, affirme que Madrid « a dévié le processus légal et naturel de décolonisation du Sahara occidental » en signant avec la Mauritanie l'accord tripartite de novembre 1975. Après avoir dénoncé l'annexion du territoire sahraoui par ses deux voisins, en violation de l'accord de Madrid qui prévoyait le respect de l'opinion des populations concernées, et critiqué l'appui continué donné par l'Espagne au Maroc et à la Mauritanie en leur fournissant des armes et en exploitant avec les richesses du territoire annexé, M. Layachi estime que l'Espagne démocratique devrait : « soit dénoncer le pacte, en s'appuyant sur l'apparent consensus de la majorité des députés lors du débat du 30 septembre sur les congrès espagnols, soit imposer l'application totale de l'accord de

Madrid en ce qui concerne le droit à l'autodétermination ». Il ajoute que Madrid devrait également décréter un embargo sur les envois de matériel de guerre vers les pays en agés dans le conflit du Sahara, reconnaître la personnalité juridique du Front Polisario et prendre l'initiative d'une réunion entre toutes les parties intéressées (Espagne, Algérie, Maroc, Mauritanie, Polisario), sous les auspices des Nations unies, pour établir les modalités d'une consultation du peuple sahraoui sur son avenir.

C. V.

RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la crise du Sahara occidental (nos premières éditions du 31 décembre), l'omission de plusieurs mots a altéré le sens d'une mise au point de l'ambassade d'Algérie à Paris. Il convient de rétablir : « Celle-ci (l'ambassade d'Algérie), dans un communiqué, s'efforce que l'on ait dit, que M. Berlinguer n'a pas contesté l'application de l'accord de Madrid, mais qu'il a demandé à l'ambassadeur de porter deux propositions devant le parlement français : « de son gouvernement, l'ambassadeur n'aurait donc ni à en approuver ni à en désapprouver » le bien-fondé, mais à les transmettre à son gouvernement » dans la formulation même que le ministre a voulu leur donner. »

LE QUOTIDIEN « EL PAIS » FAIT L'ELOGE DE JUAN CARLOS

(De notre correspondant)

Madrid. — Le parti socialiste ouvrier a décidé de se prononcer pour la République et contre la monarchie lors de la discussion de l'avant-projet de Constitution en commission parlementaire. Dans le sillage de cette décision, une telle position — les communistes se sont ralliés en effet au principe de la monarchie parlementaire défendue par les autres partis — son choix ne risque pas d'influer sur la forme future de l'Etat espagnol. L'hypothèse n'est pas exclue, d'ailleurs, que le P

Le Monde

politique

LA POLÉMIQUE SUR LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Le maire socialiste de Montpellier saisit la justice

Qualifié par M. François Mitterrand de « véritable racket » en faveur des formations de la majorité, l'usage abusif par les services diplomatiques et consulaires de la loi du 19 juillet 1977 relative au vote des Français établis à l'étranger continue de susciter de nombreuses protestations.

Vendredi 30 décembre (nos dernières éditions), M. François Lachaire, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, avait estimé que l'article R 75 du code électoral interdisait la pratique des procurations « en blanc » (1) dans la mesure où « l'autorité consulaire devant laquelle doit être dressée la procuration a l'obligation d'en transmettre, par lettre recommandée, un volet au mandataire et un autre au maire de la commune intéressée ».

Commentant les conditions dans lesquelles se déroulent les opérations d'inscription des

Français de l'étranger, M. Roger-Gérard Schwartzberg, délégué général du M.R.G., dénonçait de son côté les « manipulations » en cours.

La presse d'opposition prend aussi une large part au débat. « Au train où vont les choses, il n'y aura bientôt plus aucun organisme — où la majorité a ses hommes de confiance — qui n'aura servi dans la collecte des voix des Français de l'étranger », écrit, samedi 31 décembre, « Rouge », organe de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), qui publie deux documents mettant en cause le rôle de l'Agence France-Presse de Bangkok (Thaïlande) dans la collecte des voix au profit, notamment, de MM. Jean-Claude Servan-Schreiber (R.P.R.), candidat à Niamey (Cameroun), et Jean-Pierre Solson, secrétaire général du parti républicain, candidat à Auxerre (Yonne).

« Si ce n'est pas un racket, comme l'affirme de Guiringaud, qu'est-ce donc ? », demande « le Quotidien du peuple », organe du parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), qui parle de « safari électoral ». La même expression est utilisée par « l'Humanité » du samedi 31 décembre, qui souligne que « ce nouveau safari giscardien (...) à la chasse aux voix des Français de l'étranger » n'est qu'« une des formes de la fraude », organisée par la majorité « pour préparer les élections législatives ».

La presse communiste et celle d'extrême gauche ne sont pas les seules à protester. Dans « la Croix » du samedi 31 décembre, Dominique Gerbaud souhaite que la justice soit saisie : « Il sera bon et politiquement sain, écrit-il, car

il s'agit bien de moralité politique, que toute la lumière soit faite. »

Le nombre croissant des « anomalies » signalées ne laisse plus aucun doute, en effet, sur l'ampleur de l'opération de collecte engagée à l'étranger au bénéfice des candidats de la majorité les plus menacés ou désireux de réaliser le meilleur résultat possible. Quelle serait en effet la valeur du scrutin du mois de mars dans certaines circonscriptions si la justice ne mettait fin aux manipulations douteuses ?

Le maire de Montpellier, M. Georges Frèche, député socialiste de l'Hérault, ayant déposé une plainte dans un cas qui paraît exemplaire (« le Monde » du 30 décembre), l'occasion est donnée aux magistrats de contrôler la régularité des procédures en cours et de répondre à une interrogation qui désormais concerne le corps électoral tout entier.

M. Frèche : la complicité du ministère des affaires étrangères est prouvée

La plainte déposée par M. Georges Frèche (P.S.) auprès du doyen des juges d'instruction de Montpellier, avec constitution de

partie civile, vise l'inscription sur les listes électorales de la ville, dans des conditions qu'il juge « frauduleuses », de mille deux

cents Français de l'étranger établis pour la plupart en Côte-d'Ivoire.

Au cours d'une conférence de presse, donnée vendredi 30 décembre, le maire de Montpellier a indiqué qu'il fonde sa plainte sur les articles L 113 et L 116 du code électoral visant les actes portant atteinte à la sincérité des votes ou tentant de modifier le résultat du scrutin avant, pendant ou après le vote.

A l'appui de ses protestations, M. Georges Frèche a rendu publics plusieurs modèles de demandes d'inscription en soulignant que sur des centaines d'entre elles, vérifiées par des experts graphologues, c'est la même plume, différente de celle de l'électeur, qui a porté le numéro et le nom de la circonscription et que « dans beaucoup de cas l'écriture est la même que celle portée sur l'enveloppe d'envoi recommandée, émanant du ministère des affaires étrangères ».

Pour le député de l'Hérault,

« cela prouve que les demandes d'inscriptions ont été complétées au ministère ou que les enveloppes ont été appropriées, complétées, du service postal du ministère des affaires étrangères avec sa complicité ».

L'avocat de M. Georges Frèche, M^{re} André Ferran, a écrit notamment au juge d'instruction : « Lesdites demandes d'inscription présentent les particularités suivantes : les unes ont été remplies et signées de la main de l'intéressé mentionné de la ville de Montpellier, première circonscription », ayant été écrites d'une autre plume, laquelle se répète à des centaines d'exemplaires sur les demandes faites sans la mention de la ville, qui, comme demandé, avaient été laissées en blanc.

« D'autres demandes qui portaient la mention de la circonscription de l'électeur et sur lesquelles la mention « Haute-de-Seine, 12^e » a été ajoutée au crayon, ont été envoyées au ministère des affaires étrangères, écrites d'une autre plume.

« D'autres demandes sont arrivées par paquets sans mention de la ville choisie, mais affectées d'autorité à Montpellier. »

Un étrange courrier du Brésil à Châtenay-Malabry

A Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), le maire, M. Jean Vons (P.S.), a rendu publique vendredi la photocopie d'une quarantaine d'inscriptions sur les listes électorales de cette commune, émanant de « Français résidents pour la plupart à Belo-Horizonte (Brésil) ». M. Vons a notamment précisé : « Chose curieuse, le nom de la commune et celui du département d'inscription figurant sur la partie de la demande théoriquement à remplir par l'intéressé étaient tous de la même main. Chose étrange, la mention « Haute-de-Seine, 12^e » a été ajoutée au crayon, comme si nos compatriotes du Brésil savaient que Châtenay-Malabry était dans la douzième circonscription des Hauts-de-Seine.

détail que la plupart des électeurs métropolitains doivent ignorer ! Plus surprenant encore, sur deux de ces inscriptions, le nom de la commune et celui du département d'inscription étaient rajoutés en surcharge au moyen d'une étiquette auto-adhésive. On peut lire la mention primitive : « Vaucousses ». Comme quoi, de Belo-Horizonte on peut choisir de s'inscrire indifféremment à Châtenay-Malabry ou dans le Vaucluse... »

(1) L'article R 75 du code électoral stipule notamment : « L'autorité devant laquelle est dressée la procuration, après avoir porté mention de celle-ci sur un registre spécial ouvert par ses soins, rend de son visa et de son cachet les volets et le talon. » Elle remet ensuite le talon au mandant et adresse, par la poste, en recommandé, sans enveloppe, le premier volet au maire de la commune sur la liste électorale de laquelle le mandant est inscrit et le second volet au mandataire.

« Faut-il, ces volets sont joints par pli recommandé, sous enveloppe, lorsque les procurations sont établies hors de France. »

Près de 700 000 électeurs

Au 1^{er} janvier 1977, 1 258 785 ressortissants français résidaient dans des pays étrangers, selon les chiffres officiels de l'administration des affaires consulaires du Quai d'Orsay.

Sur ce nombre, 956 890 étaient immatriculés dans les consulats français. Les autres, soit 302 095, selon l'évaluation des affaires consulaires, n'avaient pas rempli, au 1^{er} janvier dernier, cette formalité. Comme la loi du 19 juillet 1977 sur le vote des Français de l'étranger subordonne l'inscription sur les listes électorales à l'immatriculation, seuls les Français immatriculés, âgés de dix-huit ans au moins, peuvent participer au scrutin de mars prochain : au 1^{er} janvier dernier, ils auraient été 679 613 dans ce cas, tandis que 218 000 Français en âge de voter n'auraient pu le faire faute de s'être fait inscrire dans leur consulat. Ces chiffres se sont modifiés évidemment depuis, par le jeu des départs et des

arrivées et par le fait des nouvelles immatriculations.

La qualité de Français de l'étranger est subordonnée à huit mois de résidence dans le pays étranger, et parfois, si la législation du pays l'exige, à un contrat de travail.

De tous les pays, c'est l'Allemagne fédérale qui compte le plus de ressortissants français : 184 143, dont les militaires des forces françaises qui y sont cantonnées. Viennent ensuite : la Belgique (110 012), les États-Unis (94 820), le Canada (84 689), la Grande-Bretagne (75 545), la Suisse (71 613), le Maroc (54 804), l'Espagne (45 829), l'Algérie (43 907), la Côte-d'Ivoire (45 844), le Brésil (40 150), l'Italie (38 617), le Gabon (25 401), Israël (25 145) — la France enregistre à part les 5 750 Français résidents à Jérusalem — le Sénégal (17 344), l'Argentine (16 357), le Cameroun (12 443).

M. ESTIER (P.S.) : M. Chinnad (P.R.) sera-t-il l'un des premiers bénéficiaires ?

M. Claude Estier, secrétaire national du P.S., a déclaré qu'il avait été informé, vendredi 30 décembre, que « cinq cents inscriptions en provenance de Français du Gabon sont parvenues à la mairie du dix-huitième arrondissement, transmises par les services du ministère des affaires étrangères ».

Dans cette vingt-cinquième circonscription, M. Roger Chinnad, président du groupe du parti républicain de l'Assemblée nationale, avait battu M. Claude Estier de 747 voix en 1973.

Le secrétaire national du P.S. a noté : « Lorsqu'on sait dans quelles conditions d'irrégularité, pratiquement reconnues par M. Louis de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, ont été recueillies collectivement les inscriptions des Français du Gabon, on peut se demander si M. Chinnad ne sera pas l'un des premiers bénéficiaires de la fraude électorale dénoncée par M. François Mitterrand. »

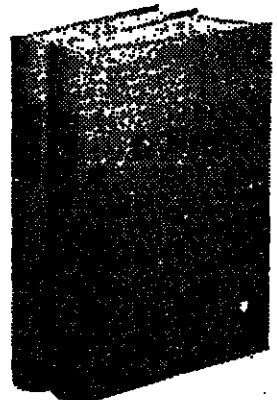
Ces inscriptions ont également été dénoncées par M. Louis Beulliot, député communiste de la vingt-septième circonscription, qui précise que mille deux cents demandes, en provenance du Gabon, de Fondichéry (Inde), de Djibouti et du Luxembourg ont été enregistrées à la mairie annexe du dix-huitième arrondissement « par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères ».

M. DILIGENT (C.D.S.) FAIT CONFIANCE AU PREMIER MINISTRE

Quant à M. André Diligent, secrétaire général du C.D.S., il a déclaré : « Nous faisons totalement confiance au premier ministre pour que les abus — s'ils ont existé — soient sanctionnés. Les tentatives de tricherie ne sont ni de droite ni de gauche. M. Diligent a également rappelé que le C.D.S. a fait des propositions pour « moraliser la vie politique, notamment en période électorale ».

« Le secrétariat du comité central du P.C.F. a demandé à nouveau, le 29 décembre, qu'un débat télévisé soit organisé entre MM. Raymond Barre et Georges Marchais. Le 26 février dernier, les communistes avaient déjà proposé une telle rencontre au premier ministre.

VOUS POUVEZ CONSERVER LA TOTALITÉ DES ARTICLES PUBLIÉS DANS LE JOURNAL LE MONDE EN 1977 GRACE À SA RÉÉDITION ANNUELLE



réimprimées en miniformat sur papier bible et solidement reliées en 2 volumes, les 10 000 pages de 1977 n'occupent que 8 cm de rayonnage. Le volume correspondant au 1^{er} semestre est sorti. Le second sera prêt dès le 1^{er} février.

Renseignements et spécimen : FRANCE EXPANSION 336 rue Saint Honoré 75001 PARIS Tél. 260.32.09

nouvelle victoire

PEUGEOT

104

ZS

Après les 24 heures de Chamonix (5 et 6 février 1977), la 104 ZS, pilotée par J.-C. LEFEBVRE, remporte la Ronde Hivernale de SERRE-CHEVALIER-BRIANÇON. Les 104 ZS de Timo MAKINEN et Claude LAURENT se classent 3^e et 9^e. — Rappel du classement : 1^{er} LEFEBVRE (PEUGEOT 104 ZS) ; 2^e SABA (ALPINE A 110) ; 3^e MAKINEN (PEUGEOT 104 ZS) ; 4^e DARNICHE (AUTOBIANCHI A 112 ABARTH) ; 5^e KERK (SAAB) ; 6^e ESPINASSE (ALPINE A 110) ; 7^e JUSTICE (SIMCA RALLYE 2) ; 8^e ANDRUET (FIAT 131 ABARTH) ; 9^e LAURENT (PEUGEOT 104 ZS) ; 10^e GLEIZES (SIMCA RALLYE 2).

RONDE HIVERNALE

SERRE-CHEVALIER-BRIANÇON

هكذا من الأصل

LES ÉVÉNEMENTS DE 1977

JANVIER

6. — TCHÉCOSLOVAQUIE : signature par une centaine de personnalités de la Charte 77 exigeant le respect des droits de l'homme.

7. — CHINE : manifestations monétaires, qui dureront jusqu'au 16, à l'occasion du premier anniversaire du mort de Chou En-lai. Les manifestants demandent le retour au pouvoir de M. Teng Hsiao-ping.

7. — FRANCE : arrestation à Paris par la D.S.T. d'un responsable palestinien, M. Abou Daoud. Bien que faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international, délivré le 8 par les autorités judiciaires bavaroises et d'un autre mandat tenu en 11 par Israël, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, réunie le 21, décide sa mise en liberté immédiate.

12. — FRANCE : décision du Conseil constitutionnel qui juge contraire à la Constitution le texte de loi autorisant la fouille des véhicules sur la voie publique.

14. — SUISSE : remise en liberté de M. Edmond Simeoni, leader autonome corse, arrêté le 25 août 1975 après la fusillade d'Aléria. Il avait été condamné, le 22 juin 1976, à cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis.

17. — ÉTATS-UNIS : exécution de Gary Gilmore, meurtrier d'un gardien de nuit, il avait réclamé l'application de sa peine. Cette exécution, la première depuis 1967, relance le débat sur la peine de mort aux États-Unis.

17. — FRANCE : conférence de presse du chef de l'État : le premier ministre est chargé de « prendre la tête de la campagne nationale » pour les élections de 1978.

19. — ÉGYPTE : instauration du couvre-feu au Caire après deux jours d'émeutes qui ont fait quarante-quatre morts et plus de six cents blessés. M. Sadate annonce les hausses de prix annoncées le 17.

19. — FRANCE : annonce par M. Chirac de sa candidature à la mairie de Paris.

20. — ÉTATS-UNIS : investiture de M. Carter comme trente-neuvième président des États-Unis.

20. — FRANCE : condamnation à Troupa à la réclusion perpétuelle Patrick Henry, meurtrier d'un jeune garçon, Philippe Bertrand, qu'il avait enlevé pour toucher une rançon.

22-23. — ARABIE SAOUDITE : voyage de M. Giscard d'Estaing.

23-25. — ESPAGNE : violentes manifestations à Madrid. Deux étudiants sont tués par des militants d'extrême droite. Le 24, enlèvement, revendiqué par le GRAPO, d'un conseiller municipal du conseil suprême de justice militaire (il sera libéré par la police le 11 février). Dans la nuit du 24 au 25, quatre avocats de gauche : nt assassinés à leur étude. Le gouvernement et l'opposition démocratique lancent un appel commun au calme. Le 26, trois policiers sont abattus dans la banlieue madrilène.

26. — FRANCE : déclaration de M. Giscard d'Estaing sur la « bataille de Paris » : il demande au premier ministre de prendre les contacts nécessaires pour la majorité absolue à une solution d'union. La hausse des prix de 1976 a été de 9,5 %.

27. — FRANCE : signature par dix-sept pays membres du Conseil de l'Europe de la convention européenne sur la répression du terrorisme. Seuls l'Inde et Malte refusent.

30. — LIBYE : libération de M. et Mme Claude. Mme Claude était détenue par les rebelles touabous depuis le 21 avril 1974, son mari depuis le 23 avril 1975.

AVRIL

1^{er}. — FRANCE : nomination des vingt-cinq secrétaires d'État qui complètent le gouvernement Barre ; annonce par le groupe Utdur de la suppression de trois mille sept cent vingt emplois dans la sidérurgie lorraine.

3. — REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO : nomination comme chef de l'État du colonel Joachim Youbi-Ouanga.

7. — ÉTATS-UNIS : annonce par le président Carter, pour limiter les risques de prolifération, du report « sine die » du retraitement des combustibles nucléaires irradiés et ajournement du développement du programme de surgénérateurs.

7. — ÉRIÉE : annonce par M. Rabin, premier ministre, de son retrait de la vie politique à la suite des poursuites judiciaires engagées contre sa femme et lui-même pour avoir signé le règlement sur le contrôle des changes. M. Shimon Peres lui succède à la tête du parti travailliste au pouvoir. Il assure l'intérim de la présidence du conseil le 16 avril.

10. — R.F.A. : assassinat du procureur général de Karlsruhe, M. Buback, revendiqué par un « groupe d'action Ulrike Meinhof ».

8. — ZAÏRE : intensification de la guerre au Shaba. Le Maroc envoie une force d'un millier d'hommes. La France met à sa disposition, le 10, dix Transal et un DC 8 pour transporter du matériel à l'exclusion de tout personnel. L'opération française durera jusqu'au 15 avril.

9. — ESPAGNE : législation du parti communiste.

12. — FRANCE : entretien radio-télévisé de M. Giscard d'Estaing sur la politique étrangère. A propos de l'aide française au Zaïre, le chef de l'État déclare : « La France a donné le signal de la solidarité contre l'Europe et l'Afrique ».

13. — FRANCE : enlèvement à Paris de M. Revelli-Besumont, directeur général de Fiat-France et détenu du groupe au Brésil.

14-15. — FRANCE : séminaire gouvernemental à Rambouillet, presque entièrement consacré à l'examen de la politique économique et sociale avant le plan de douze mois qui sera présenté au Parlement le 26 avril.

17. — BELGIQUE : élections législatives marquées par une progression des socialistes-chrétiens de M. Tindemans, premier ministre sortant. Débatte du Rassemblement wallon, avance socialiste en Wallonie et du Front des francophones à Bruxelles. M. Tindemans est chargé le 22 de former le nouveau cabinet.

19-21. — SÉNÉGAL : quatrième conférence franco-africaine à Dakar en présence de M. Giscard d'Estaing.

20. — FRANCE : désignation de M. Solson, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, au poste de secrétaire général de la fédération nationale des républicains indépendants à la place de M. Dominiati.

25-26. — FRANCE : visite de M. Pham Van Dong, premier ministre du Vietnam.

26. — FRANCE : présentation à l'Assemblée nationale par M. Barre du « pacte national pour l'emploi » (plan Barre bis) sur lequel il engage la responsabilité du gouvernement. Ce pacte coûtera 4 milliards.

27. — CUBA : signature d'un accord sur la délimitation des zones de pêche avec les États-Unis. C'est le premier depuis seize ans.

28. — R.F.A. : condamnation à la prison à vie d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan Carl Raspe, considérés comme le « noyau dur » de la fraction armée rouge.

28. — FRANCE : entretien radio-télévisé du chef de l'État : « Le gouvernement de M. Barre conduira la politique de la France jusqu'aux élections législatives ».

FÉVRIER

1^{er}. — FRANCE : refus par M. Chirac des propositions de M. d'Ornano visant à constituer à Paris des listes d'union de la majorité. M. Giscard d'Estaing répond aux « dossiers de l'écrou » aux questions de son cabinet.

3. — ÉTHIOPIE : tentative de coup d'État déjouée par les éléments les plus radicaux de la junte qui prennent le pouvoir. Le général Tafari Bante, président du conseil militaire provisoire, est tué. Le lieutenant-colonel Mengistu Rahm est nommé chef de l'État le 11.

7. — SUISSE : ouverture à Genève de la trente-troisième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Un membre du parti d'extrême gauche, Amosy International rappelle dans un rapport que, depuis l'arrivée au pouvoir du président Amin Dada, les exécutions sommaires ont fait des dizaines de milliers de victimes.

7-8. — FRANCE : voyage de M. Giscard d'Estaing en Bretagne. A Pléneuf, il lance la campagne des législatives et déclare : « On ne compte pas sur moi pour renoncer aux idées sur lesquelles les Français m'ont élu ».

9. — ESPAGNE : rétablissement des relations diplomatiques, rompues depuis 1939, avec l'U.R.S.S.

12. — FRANCE : extension de la zone économique maritime à 200 milles (370 km) dans l'Atlantique, la Manche et la mer du Nord.

13-15. — NALIE : voyage de M. Giscard d'Estaing qui annonce un renforcement de l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud.

15. — DANEMARK : succès des sociaux-démocrates aux élections législatives. M. Joergensen renforce sa position bien que son parti reste minoritaire. Echec des libéraux de M. Hartling.

MAI

1^{er}. — MAURITANIE : attaque du Front Polisario contre la ville minière de Zouerate : deux ressortissants français sont tués, six autres sont blessés.

7-8. — GRANDE-BRETAGNE : « sommet » des pays industrialisés à Londres. L'inflation et le chômage sont des problèmes prioritaires à résoudre ensemble.

8. — FRANCE : référendum sur l'indépendance de Djibouti, approuvé par 98 % des votants.

11. — FRANCE : réunion du comité central du P.C., qui approuve la possession par la France de l'arme nucléaire.

12. — FRANCE : débat télévisé Barre - Mitterrand essentiellement consacré aux problèmes économiques, sociaux et monétaires. Le P.C. réagit par le chiffre « du programme commun fait par le P.C. la veille de ce débat ».

13. — ESPAGNE : retour à Madrid, après trente-huit ans d'exil à Moscou, de Mme Dolores Ibarruri, présidente du P.S.E.

15. — FRANCE : élection de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à la présidence du parti radical, qu'il avait volontairement quitté en 1975. Il bat M. Edgar Faure.

16-21. — MOZAMBIQUE : réunion à Maputo, sous la présidence de M. Nhamitanga, de la Conférence internationale de l'ONU pour le soutien aux pays du Zimbabwe (Rhodésie) et de la Namibie. Une centaine de délégations d'États et de mouvements de libération sont présents.

17. — FRANCE : réunion au « sommet » des dirigeants des partis signataires du programme commun pour engager des négociations sur l'actualisation de ce programme. Un groupe de travail, composé de cinq représentants de chaque parti, est mis en place.

17. — ISRAËL : élections législatives remportées par la droite nationaliste. M. Menahem Begin, président du Likoud, première formation de droite, est appelé à former le gouvernement. Défaite des travaillistes, qui occupaient le pouvoir depuis la création de l'État d'Israël, en 1948.

19. — FRANCE : élection à Paris du parti républicain (P.R.), qui succède à la Fédération nationale des républicains indépendants. Son secrétaire général est M. Solson.

20. — AUTRICHE : rencontre à Vienne entre M.M. Mondale et Vorster, les États-Unis mettent en garde l'Afrique du Sud contre sa politique raciale.

19-21. — SUISSE : rencontre Vass-Grolier sur les armements stratégiques à Genève. Des progrès ont été accomplis pour la poursuite et la « conclusion rapide » des négociations SALT.

22. — PAYS-BAS : prise d'un train et d'une école par des extrémistes maoïstes dans le nord du pays. Fins des cent cinquante personnes sont détenues en otage. Les cent deux enfants de l'école seront relâchés le 27. Les cinquante otages du train et les quatre professeurs de l'école seront libérés par une action de commando de l'armée-marin néerlandaise le 11 juin : il y a huit morts (deux otages, six terroristes). Les auteurs de cette prise d'otages seront condamnés le 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison.

24. — BELGIQUE : conclusion d'un pacte communautaire. Il y aura trois régions (Bruxelles, Flandre, Wallonie), deux communautés (francophone et néerlandophone). Chaque région aura son gouvernement et son parlement, chaque communauté son assemblée.

24. — U.R.S.S. : plénum du comité central du P.C. soviétique : exclusion de M. Podgorny du bureau politique. Approbation du projet de Constitution présenté par M. Brejnev pour remplacer la « Constitution de Staline » appliquée depuis 1936.

25. — PAYS-BAS : élections législatives : nette victoire du P.S., et surtout du premier ministre sortant, M. Joop den Uyl ; gain des libéraux, maintien des chrétiens-démocrates.

26. — ZAÏRE : annonce officielle de la fin de la guerre du Shaba. Le contingent marocain ne participait plus aux opérations depuis le 20 mai.

30-31 juin. — FRANCE : réunion de la conférence ministérielle Nord-Sud. Les participants n'ont pu jeter les bases d'un nouvel ordre économique.

MARS

13. — FRANCE : premier tour des élections municipales : la gauche s'élève à la moitié des voix dans plus de trente mille habitants. M. Chirac devance M. d'Ornano dans onze des dix-huit secteurs de Paris, où les écologistes obtiennent 10,13 % des suffrages.

14. — R.F.A. : interdiction par le tribunal administratif de Fribourg en-Brisgau de la centrale nucléaire qui devait être érigée à Wyhl, sur le Rhin, en face de Colmar.

16. — FRANCE : cession par M. J.-J. Servan-Schreiber, qui abandonne la présidence, de 45 % des capitaux de « l'Express » à M. Goldsmith.

16. — ITALIE : manifestation de deux cent mille personnes (communistes et chrétiens-démocrates) à Bologne, pour protester contre les violences.

16. — LIBAN : assassinat de Jomblatt, chef de la communauté druze, dirigeant de la gauche. En représailles, plusieurs dizaines de chrétiens sont tués.

16-20. — INDE : élections législatives perdues par le parti du Congrès, au pouvoir depuis 1947. Mme Gandhi, battue dans sa propre circonscription, démissionne. Le chef de l'État, M. Desai forme le 25 mars un gouvernement comprenant toutes les tendances de la coalition victorieuse.

18. — REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO : assassinat du président Marien Ngouabi, chef de l'État depuis décembre 1968. Un comité militaire de onze membres, nommé par le Parti congolais du travail, prend la direction du pays. Cet assassinat sera suivi le 23 par celui du cardinal Biyenda. Six personnes impliquées dans ces meurtres et l'ancien président Massamba-Débat seront exécutées le 25.

20. — FRANCE : deuxième tour des élections municipales : la victoire de la gauche, majoritaire dans le pays, s'amplifie. M. Chirac l'emporte à Paris, où M. d'Ornano est battu. Sept des trente ministres candidats sont battus.

21. — U.R.S.S. : avertissement de M. Brejnev aux États-Unis pour qu'ils cessent leurs interventions en faveur des dissidents soviétiques.

22-24. — AFRIQUE : tournée de M. Podgorny. C'est la première fois qu'un chef d'État soviétique se rend en Afrique noire.

23. — FRANCE : assassinat de Tramoni, meurtrier, le 25 février 1972, du militant maoïste Pierre Overmyer. L'attentat est revendiqué par les « moyens armés pour l'autonomie populaire Pierre-Overmyer ».

25. — FRANCE : élection de M. Chirac comme maire de Paris.

26. — ITALIE : réunion à Rome des chefs d'État et de gouvernement de la C.E.E. pour le vingtième anniversaire du traité de Rome.

27. — ESPAGNE : collision entre deux Boeing-747 sur l'aéroport de Santa-Cruz-de-Tenerife : cinq cent soixante-quinze morts ; soixante-cinq blessés.

JUIN

3. — MAROC : élections législatives auxquelles ont participé les partis d'opposition, qui obtiennent soixante-deux sièges sur cent soixante-seize. Un communiste siègera au Parlement. Le mouvement des indépendants domine la nouvelle Assemblée.

4. — C.R.S.S. : publication du projet de Constitution. La création d'un poste de premier vice-président du président permettra le cumul des fonctions de chef d'État et de chef du parti.

5. — TURQUIE : élections législatives : malgré les progrès de la gauche, les trois partis de la droite gardent la majorité absolue à la

1^{er}. — ÉTATS-UNIS : réception à la Maison Blanche du dissident soviétique Vladimir Boukovski ; extension à 200 milles de la zone de pêche réservée aux États-Unis, qui couvrent désormais 10 % des ressources vivantes profitant dans l'océan mondial. L'Union soviétique étend aussi sa zone de pêche à 200 milles.

2. — ESPAGNE : rencontre « euro-communiste » à Madrid entre les P.C. espagnol, français et italien.

4. — ROUMANIE : très violent tremblement de terre : un millier de morts, des milliers de sans-abris.

7. — FRANCE : mise en service, avec vingt-deux mois de retard, du premier réacteur de Fessenheim.

7. — PARISIEN : élections législatives remportées par M. Barre, mais l'opposition dénonce de graves irrégularités. De violentes affrontements opposent des manifestants à l'armée le 11.

7-9. — ÉGYPTE : « sommet » arabo-arabe au Caire. L'Arabie Saoudite fait un don de 5 milliards de francs aux pays d'Afrique noire.

10. — FRANCE : éviction du palais de justice de Nice d'Albert Spaggiari, considéré comme le « cerveau » du gang qui, en juillet 1976, avait dévalisé les coffres de la Société générale à Nice, emportant une somme estimée à 50 millions de francs.

11. — ESPAGNE : annulation pour tous les détenus politiques, à l'exception des auteurs de crimes de sang.

12-30. — AFRIQUE : voyage de M. Fidel Castro en Libye, Somalie, Éthiopie, Tanzanie, Mozambique, Angola.

PARMI LES MORTS DE L'ANNÉE

- | JANVIER | MAI | SEPTEMBRE |
|--|--|--|
| 1. — Emilian Amaury, P.D.O. du « Parisien Libéré ». | 1. — Aymérie Simon-Lorière, députée R.P.R. du Var. | 1. — Jean Rostand, de l'Académie française. |
| 2. — Errol Garner, pianiste de jazz américain. | 2. — William Conway, primat d'Irlande. | 2. — Robert Lowell, poète américain. |
| 3. — Henri Garçon, journaliste français. | 3. — Ludwig Erhard, ancien chancelier d'Allemagne fédérale. | 3. — Leopold Stokowski, chef d'orchestre américain. |
| 4. — Henri Langlois, fondateur et animateur de la Cinéma-thèque française. | 4. — Joan Crawford, actrice américaine. | 4. — Maria Callas, cantatrice grecque. |
| 5. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne. | 5. — Modesto Keltz, ancien président du Mali. | 5. — Lucie Faure, romancière. |
| 6. — Anis Niz, romancier, écrivain et chanteur. | 6. — Pierre Abelin, vice-président du C.D.S., ancien ministre. | 6. — Henry Rey, ancien ministre. |
| 7. — Dzemal Bjeditch, chef du gouvernement fédéral yougoslave. | 7. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique. | 7. — Félix Gounin, ancien président du Conseil. |
| | | 8. — James Cain, écrivain américain. |
| FÉVRIER | JUIN | NOVEMBRE |
| 1 ^{er} . — Mgr Rhodolphe, président du Secours catholique français. | 1. — Roberto Rossellini, cinéaste italien. | 1. — René Goscinny, scénariste de bande dessinée. |
| 2. — Eric Weil, philosophe. | 2. — Werner von Braun, créateur de la NASA. | 2. — Giorgio La Pira, ancien maire de Florence. |
| 3. — Bernard Lafay, président du Conseil de Paris. | 3. — Vladimir Nabokov, écrivain russe. | 3. — Alexis Stakhanov, ancien mineur de choc soviétique. |
| 4. — Anthony Crosland, secrétaire du Foreign Office. | | 4. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle. |
| MARS | AOUT | DÉCEMBRE |
| 1. — Marcel Duhamel, traducteur et écrivain. | 1. — Ernst Bloch, philosophe allemand. | 1. — René Follereau, épôtre des Mgrs. |
| 2. — Jan Patocka, philosophe tchécoslovaque. | 2. — Erich Frey, chanteur autrichien. | 2. — Alexandre Galitch, poète chanteur soviétique. |
| 3. — Dominique de Roux, écrivain. | 3. — Tibor Déry, romancier hongrois. | 3. — Bernard Gregory, député général à la recherche scientifique et technique. |
| AVRIL | | 4. — Charlie Chaplin. |
| 1. — Jacques Prévert. | 4. — Groucho Marx, le plus célèbre des Marx Brothers. | 5. — Howard Hawks, cinéaste. |
| 2. — Henri Marrou, membre de l'Institut. | 5. — Pierre Cot, ancien ministre, ancien député. | |

M. Suarez, qui reste premier ministre, obtient 34 % des suffrages, le parti socialiste ouvrier de M. Gonzalez, 29 %.

15. — REPUBLIQUE D'IRLANDE : élections législatives perdues par le gouvernement de M. Cosgrave, le Fine Gael. Raz-de-marée du Fianna Fail de M. Lynch qui sera élu premier ministre le 5 juillet.

16. — U.R.S.S. : élections par le Soviet suprême de M. Brejnev, secrétaire général du P.C., comme président du président du Soviet suprême, soit chef de l'État.

16-17. — R.F.A. : trentième « sommet » franco-allemand. Bonn et Paris mettent fin à « jusqu'à nouvel ordre » aux exportations d'installations nucléaires. Accord sur l'étude de la construction d'un moyen-courrier européen.

17. — U.R.S.S. : lancement réussi par une fusée soviétique du satellite français d'astrométrie Spoutnik 3.

17-19. — FRANCE : congrès du P.S. à Nantes. M. Mitterrand confirme et accentue son emprise sur la formation au sein de laquelle le C.E.S. renonce à être une « tendance organisée ».

18. — R.D.A. : échange de onze prisonniers politiques avec le Chli qui libère l'ancien ministre communiste Jorge Montt.

20-22. — FRANCE : visite de M. Brejnev, accueilli avec des égards exceptionnels.

21. — ALGERIE : libération de six Français détenus pour des délits économiques.

22. — ESPAGNE : rencontre entre M.M. Suarez, premier ministre, et Carrillo, secrétaire général du P.C.E.

23. — FRANCE : exécution de Jérôme Carreón, condamné à mort le 1^{er} février pour le meurtre d'une fille de huit ans.

25-26. — IRAK : voyage de M. Barre. Bagdad confirmera, le 7 juillet, une importante commande de matériel militaire représentant 7 milliards de francs.

27. — DJIBOUTI : accession à l'indépendance dans le calme. Dans un message, M. Giscard d'Estaing souhaite l'établissement d'un « pacte de solidarité » entre l'Afrique et l'Europe. M. Hassan Gouled est élu président de la République.

29-30. — GRANDE-BRETAGNE : réunion du Conseil européen à Londres. Les Neuf adoptent une déclaration qui préconise la création d'une « patrie » paléstinienne.

LES ÉVÉNEMENTS DE 1977

JUILLET

1. — ARABIE SAOUDITE : hausse de 5 % du prix du pétrole saoudien et de la Fédération des Emirats arabes unis.

4. — ITALIE : accord à Rome entre le P.C.I., la démocratie chrétienne et les quatre autres partis constitutionnels sur un programme de gouvernement.

4-5. — FRANCE : visite du lieutenant-colonel Ibrahim Mohamed El Hamdi, président de la République arabe du Yémen (Yémen du Nord).

5. — FRANCE : démission de C.R.A. d'un important accord de coopération avec la R.F.A. sur les surrogences.

5. — PAKISTAN : coup d'État militaire dirigé par le général Ziaul Haq, qui renverse M. Bhutto, placé en « détention préventive ».

7. — ALBANIE : démission de la doctrine chinoise des « trois mondes ».

7. — FRANCE : publication par le « Nouvel Observateur » d'un document qui met en garde contre le marxisme. La Commission épiscopale du monde ouvrier publie une note sur « Foi et marxisme en monde ouvrier ».

— Violents orages dans le Sud-Ouest : dix-neuf morts, une dizaine de disparus, des dizaines de millions de dégâts.

8. — FRANCE : discours à Carpentras de M. Giscard d'Estaing qui invite la majorité à mettre en garde, sous l'autorité de M. Barre, un « programme d'action pour la légalité » et stigmatise le programme commun.

11. — FRANCE : libération de M. Revelli-Beaumont, directeur-général de Fiat-France, après quatre-vingt-neuf jours de détention.

12. — FRANCE : conférence de presse de M. Mitterrand qui assure M. Giscard d'Estaing de « votre confiance » en participant à Carpentras et le patronat de consacrer 1 milliard de francs à sa campagne contre le programme commun.

14. — ETATS-UNIS : peine d'éclatement à New-York : scènes de violence et pillage entraînant l'arrestation de trois mille personnes.

14. — FRANCE : bilan officiel du chômage à la mi-1977 : un million cent cinquante mille chômeurs.

15. — CÔTE-D'IVOIRE : visite de M. de Gaulle qui révèle que la France vient de prêter des avions de transport au Tchad, pour faire face à l'aggravation de la situation dans le Tibesti. Il confirme l'achat de 1 000 tonnes d'uranium à l'Afrique du Sud sur dix ans. Le ministre des affaires étrangères se rendra ensuite au Ghana et au Cameroun.

15. — FRANCE : réunion à son sommet de la majorité de la majorité à l'exception de M. Servan-Schreiber.

15-20. — ETATS-UNIS : visite de M. Begin.

15-21. — FRANCE : conférence ministérielle franco-britannique sur les Nouvelles-Hébrides : Paris et Londres ont fixé les étapes qui devaient aboutir à l'indépendance vers la deuxième moitié de 1980.

15. — FRANCE : fusion du parti radical de M. Servan-Schreiber et du parti des socialistes-libéraux de M. Olivier Stirn.

21. — FRANCE : occupation par des travailleurs communistes de la SNIAS des sables de Tréport au moment du Journal de 20 h. Ce sont des forces, désapprouvées par tous les partis à l'exception du P.C., donne lieu à de vives polémiques.

21. — INDE : élection à la présidence de la République de M. Neelam Sanjiva Reddy.

21-23. — EGYPTE : violents incidents frontaliers avec la Libye.

22. — SRI-LANKA : élections législatives marquées par le triomphe des conservateurs. Défaite du parti de la liberté de M. Bandaranaike et du Front uni de la gauche.

23. — CHINE : annonce de la réhabilitation de M. Teng Hsiao-ping à l'issue d'un plénum du comité central du P.C. l'expulsion du parti de la « bande des quatre ».

25. — FRANCE : évocation par M. Mitterrand de la possibilité d'un référendum sur le maintien de la force de dissuasion. Les socialistes refusent la conception communiste de la stratégie « tous armés ».

— Annonce à Paris de l'arrestation des neuf auteurs présumés de l'enlèvement de M. Revelli-Beaumont : huit argentins et un italien. Eux ont été arrêtés le 23 en Espagne, la nouvelle à Paris le 26. La totalité de la rançon, versée à Genève, a pu être récupérée.

28. — C.R.E. : demande d'adhésion de l'Espagne.

28. — FRANCE : fin des travaux après quinze réunions du groupe de travail sur l'actualisation du programme commun. De nombreux désaccords subsistent, en particulier sur le thème des nationalisations.

30. — R.F.A. : assassinat à son domicile de M. Pönte, président de la Dresner Bank.

31. — FRANCE : violents affrontements entre manifestants et policiers lors du défilé du 14 juillet.

31. — ESPAGNE : loi d'amnistie qui permet la libération immédiate de quatre-vingt-neuf prisonniers politiques.

31. — AFRIQUE DU SUD : durcissement de la répression avec la fermeture de deux journaux à la clientèle noire et l'interdiction de dix-huit organisations.

31. — EQUATEUR : violents incidents au cours d'une grève des ouvriers de sucreries : près de cent morts.

L'AFFAIRE BAADER

SEPTEMBRE

9. — Enlèvement, à Cologne, de Hanna-Martin Schleyer, président du patronat ouest-allemand, dont les quatre gardes du corps sont abattus. Les cinq ravisseurs exigent la libération de onze militants du groupe Baader-Meinhof.

9. — M. Meyer, président de la Ligue suisse des droits de l'homme, est arrêté comme « messageur » entre la police et les ravisseurs.

12. — Visite de M. Poniatowski au sud-ouest de la solennité du gouvernement français.

30. — Arrestation à Paris de M. Klaus Grosseman, ancien avocat d'Andreas Baader et de nombreux membres de la Fraction armée rouge. Il avait demandé l'asile politique en France le 11 juillet et était depuis le 13 sous le coup d'un mandat d'arrêt international lancé par le parquet de Stuttgart. Le gouvernement de Bonn demande son extradition. Un troisième mandat d'arrêt est délivré contre lui par la cour fédérale de justice de Karlsruhe le 30 septembre.

OCTOBRE

12. — Détournement d'un avion de la Lufthansa qui relâche Palma de Majorque à Francfort. Après s'être posé à Rome, Chypre, l'avion, avec quatre-vingt-cinq personnes à bord, atterrit à Dubaï. Les quatre terroristes, dont trois allemands, réclament la libération de onze militants du groupe Baader-Meinhof et celle de deux Palestiniens prisonniers à Istanbul.

17. — De Mogadiscio (Somalie), où il est en mission, le Boeing, on confirme la mort du pilote tué par les terroristes.

18. — Action d'un commando ouest-allemand qui, avec l'accord des autorités somaliennes, libère seize et saute les quatre-vingt-dix otages. Trois des terroristes sont tués. Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan Carl Raspe, principaux fondateurs du groupe Baader-Meinhof sont trouvés morts dans leurs cellules de Stammheim. L'enquête conclut au suicide.

18. — « Avis favorable partiel » de la chambre d'accusation de Paris pour l'extradition de M. Grosseman. Celui-ci est ramené aux autorités allemandes aux premières heures du 17 novembre.

AOUT

5. — CHYPRE : mort subite de Mgr Makarios. Il est nommé à la tête de l'Eglise par le président de l'Assemblée, M. Kyprianou, qui sera confirmé dans ses fonctions le 31 août.

10. — IRAN : démission du gouvernement de M. Hoveyda, premier ministre depuis douze ans, qui est remplacé par M. Amouzgar.

10. — PANAMA : accord avec les Etats-Unis qui renouent à leurs droits pérennels sur la zone du canal. Panama devrait retrouver, en l'an 2000, sa souveraineté théorique sur l'ensemble de son territoire.

10-11. — IRLANDE DU NORD : voyage de la reine Elizabeth.

11-20. — AFRIQUE ORIENTALE : voyage de M. de Gaulle au Kenya, au Zambie, au Mozambique, au Zimbabwe. Il s'agit d'un voyage de courtoisie après des manifestations antiracistes.

12. — CHILI : dissolution de la Dina, police politique instaurée en 1973.

12. — ETATS-UNIS : premier vol libre de la navette spatiale américaine.

12-15. — CHINE : 11^e congrès du P.C. qui élit un nouveau comité central donnant la priorité à l'ordre et à la discipline. Militaires et techniciens dominent la nouvelle hiérarchie.

14. — FRANCE : week-end de contestation : près de 50 000 personnes protestent au Larzac contre l'extension du camp militaire ; 8 000 assistent à un rassemblement autonome à Bastia ; 2 000 protestent à Flamanville contre la construction d'une centrale nucléaire.

15. — ITALIE : évasion de l'hôpital militaire de Rome de M. Kasper, condamné de guerre nazi condamné en 1945 à la prison à vie pour le massacre en 1944 de 335 civils italiens.

15. — YUGOSLAVIE : début du voyage du président Tito à Moscou, Pyongyang et Pékin.

16. — FRANCE : fin du conflit du « Parisien libéré » qui dure depuis 23 mois.

16-17. — FRANCE : voyage de M. Giscard d'Estaing dans le Maroc. Il souligne l'importance de l'agriculture dans l'économie française.

16-17. — FRANCE : voyage du chef de l'Elat au pays national des Euzes : annonce de la création d'un conseil d'information scientifique et technique au sein duquel les experts scientifiques seraient appelés à participer.

20. — ETHIOPIE : plusieurs dirigeants ont rompu avec la junte, premier ministre du Québec, pour une frange exceptionnelle.

20-21. — U.R.S.S. : 80^e anniversaire de la Révolution de 1917. Le monde a vu un arrêt de la production des armes nucléaires. M. Marchais ne va pas à Moscou. M. Carille est empêché de prononcer son discours à la Chambre. L'opération de Mgr Caspelli, chef de l'Eglise grecque catholique de Jérusalem entreprise depuis août 1974 pour transporter d'armes.

21. — FRANCE : visite du chef de l'Elat à la marine à Brest.

22. — ETHIOPIE : exécution du lieutenant-colonel Atanfu Abate, numéro 2 du régime.

22. — SOMALIE : expulsion des experts soviétiques et rupture des relations diplomatiques avec Cuba.

23-24. — ETATS-UNIS : troisième rencontre soviéto-américaine : un progrès sur le SALT : accord pour poursuivre les efforts pour la réduction de la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

25. — FRANCE : élections sénatoriales : la querelle P.C. - P.S. n'a guère influé sur le comportement des « grands électeurs » de gauche. Le Sénat s'est réuni. L'élection de M. Fournade, Monory, Fauriol et Taittinger donne lieu le 26 à un remaniement ministériel. M. Fournade est remplacé à l'Équipement et à l'Aménagement du territoire par M. Icard (P.R.). M. Fournade, secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé des relations avec le Parlement, est remplacé par M. André Bord (R.P.R.), remplacé lui-même aux anciens combattants par M. Bouteiller (C.D.S.). M. Deleau (P.R.) remplace M. Taittinger au poste de secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères. M. Monory choisit de rester au gouvernement.

27. — FRANCE : suspension de l'entrée des familles de travailleurs étrangers installés en France. Extension du bénéfice de l'aide au retour.

— Dans les maquis le 23 août 1977. M. Max Simonet se constitue prisonnier à Bastia.

29. — Espagne : établissement de la Généralité en Catalogne.

29-30. — U.R.S.S. : voyage de M. Barre qui se déclare satisfait de ses entretiens.

30. — FRANCE : tentative de détournement d'une Caravelle d'Air Inter, à Ory : un mort, quatre blessés.

LES PRIX NOBEL

6. — LITTÉRATURE : Vicente Aleixandre, poète espagnol.

10. — PAIX : Amnesty International. Pour 1976, Mmes Corrigan et Williams, deux pacifistes irlandaises.

11. — CHIMIE : professeur Ugo Prigogine (Belgique).

11. — PHYSIQUE : MM. Anderson et John Hasbrouck Van Vleck (Etats-Unis) et Sir Nevill Martin (Grande-Bretagne).

13. — MÉDECINE ET PHYSIOLOGIE : MM. Gellman, Schally et Mme Rosalyn Yalow, tous Américains.

14. — SCIENCES ÉCONOMIQUES : professeur Bertil Ohlin (Suède) et James Mead (Grande-Bretagne).

NOVEMBRE

1^{er}. — ETATS-UNIS : retrait de l'Organisation internationale du travail.

2-4. — FRANCE : visite de M. Lévesque, premier ministre du Québec, pour une frange exceptionnelle.

2-7. — U.R.S.S. : 80^e anniversaire de la Révolution de 1917. Le monde a vu un arrêt de la production des armes nucléaires. M. Marchais ne va pas à Moscou. M. Carille est empêché de prononcer son discours à la Chambre. L'opération de Mgr Caspelli, chef de l'Eglise grecque catholique de Jérusalem entreprise depuis août 1974 pour transporter d'armes.

7. — FRANCE : visite du chef de l'Elat à la marine à Brest.

12. — ETHIOPIE : exécution du lieutenant-colonel Atanfu Abate, numéro 2 du régime.

12. — SOMALIE : expulsion des experts soviétiques et rupture des relations diplomatiques avec Cuba.

15. — FRANCE : première réunion de gouvernement autour de M. Barre pour la définition des « objectifs d'action » pour la prochaine législature.

17. — FRANCE : visite du chah d'Iran.

22. — ALGERIE : ajournement des négociations du représentant français avec des émissaires du Front Polisario pour tenter d'obtenir la libération des huit Français enlevés en Mauritanie.

19. — INDE : violent cyclone sur la côte orientale du pays : près de vingt mille morts.

20. — FRANCE : nombreux attentats dirigés essentiellement contre des locaux de l'O.C.F.

20. — GRECE : élections législatives : demi-succès pour M. Karamanlis qui garde la majorité absolue à la Chambre ; importants gains du Pasok (socialiste) de M. Papandréou.

21-23. — POLOGNE : visite du

chancelier Schmidt qui ouvre la voie d'une réconciliation véritable sept ans après le voyage de M. Brandt.

ETATS-UNIS : lancement réussi par une fusée américaine du satellite météorologique européen Meteosat.

22. — FRANCE : première liaison commerciale de Concorde sur New-York.

24. — EUROPE : admission de l'Espagne comme membre du Conseil de l'Europe.

26-27. — SYRIE : voyage de M. Barre.

28. — FRANCE : suspension provisoire et punition disciplinaire à l'encontre de Mlle Guemenn, vice-présidente du syndicat de la magistrature et premier substitut à Draguignan pour ses propos au tribunal sur l'extradition de M. Grosseman.

30. — AFRIQUE DU SUD : élections législatives remportées par M. Vorster qui renforce sa position.

SEPTEMBRE

1^{er}. — FRANCE : annonce par M. Peyrefitte de la suppression, à compter du 1^{er} janvier 1978, des droits de taxes au maître de justice civile.

1^{er}. — SOMALIE : Paris, Londres et Washington ajournent leurs livraisons d'armes à la suite de l'intervention des troupes régulières dans Mogadiscio.

3. — R.D.A. : expulsion vers la R.F.A. d'un nouveau groupe de contestataires. En deux mois, une centaine d'contestataires ont dû quitter le pays.

5. — ETATS-UNIS : lancement de la sonde « Voyager 1 » qui devrait observer Jupiter dans dix-huit mois et Saturne dans trois ans.

5. — FRANCE : signature du manifeste de la majorité.

6. — FRANCE : visite du roi Hussein de Jordanie.

7. — ETHIOPIE : rupture des relations diplomatiques avec la Somalie.

7. — FRANCE : approbation en conseil des ministres du projet de budget pour 1978. En décaissement, son déficit sera inférieur à 10 milliards de francs.

10. — FRANCE : élection à Marseille de Hamed Djandoubi condamné à mort le 27 février pour l'assassinat d'une jeune fille après tortures. C'est la troisième exécution capitale depuis l'élection de M. Giscard d'Estaing.

11-12. — NORVÈGE : élections législatives remportées de justesse par les partis « bourgeois ».

12. — ETATS-UNIS : déclaration du département d'État qui affirme pour la première fois la nécessité d'une représentation palestinienne à la conférence de Genève.

12-14. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing au parti ouvrier polonais à échec, provoqué par l'explosion de la fusée porteuse américaine, du lancement d'O.R.S., premier satellite européen de télécommunications.

14. — FRANCE : échec du sommet de la gauche, réuni pour mettre la dernière main à l'actualisation du programme commun. M. Fabre, président du M.R.G. annonce à ses partisans que les conditions d'un accord n'étant pas réunies, il n'y a pas lieu de poursuivre le débat.

14-17. — ETATS-UNIS : voyage de M. Barre. Le président Carter fait l'éloge du programme économique de la France.

15. — AFRIQUE DU SUD : arrestation de mille soldats noirs qui protestent contre la mort en prison du dirigeant nationaliste Steve Biko.

15. — FRANCE : débat télévisé entre MM. Fabre et Marchais. Le président du M.R.G. répond aux propositions du secrétaire général du P.C. de reprendre au plus tôt les négociations au sommet sur l'actualisation du programme commun.

20. — AFRIQUE DU SUD : dissolution de l'Assemblée nationale et des quatre conseils provinciaux.

20. — NATIONS UNIES : ouverture de l'Assemblée générale. Le Vietnam et Djibouti deviennent les 148^e et 149^e membres.

23. — FRANCE : échec d'un second sommet de la gauche sur le problème des nationalisations. Les trois partenaires se séparent sans avoir pu actualiser le programme commun.

23-24. — ETATS-UNIS : troisième rencontre soviéto-américaine : un progrès sur le SALT : accord pour poursuivre les efforts pour la réduction de la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

25. — FRANCE : élections sénatoriales : la querelle P.C. - P.S. n'a guère influé sur le comportement des « grands électeurs » de gauche. Le Sénat s'est réuni. L'élection de M. Fournade, Monory, Fauriol et Taittinger donne lieu le 26 à un remaniement ministériel. M. Fournade est remplacé à l'Équipement et à l'Aménagement du territoire par M. Icard (P.R.). M. Fournade, secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé des relations avec le Parlement, est remplacé par M. André Bord (R.P.R.), remplacé lui-même aux anciens combattants par M. Bouteiller (C.D.S.). M. Deleau (P.R.) remplace M. Taittinger au poste de secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères. M. Monory choisit de rester au gouvernement.

27. — FRANCE : suspension de l'entrée des familles de travailleurs étrangers installés en France. Extension du bénéfice de l'aide au retour.

— Dans les maquis le 23 août 1977. M. Max Simonet se constitue prisonnier à Bastia.

29. — Espagne : établissement de la Généralité en Catalogne.

29-30. — U.R.S.S. : voyage de M. Barre qui se déclare satisfait de ses entretiens.

30. — FRANCE : tentative de détournement d'une Caravelle d'Air Inter, à Ory : un mort, quatre blessés.

DÉCEMBRE

2. — AFRIQUE DU SUD : réaction « scandalisée » de Washington après le non-lieu dans l'enquête sur la mort en prison du leader de la Conscience noire Steve Biko.

2. — FRANCE : assassinat à Paris du gardien de l'Ambassade des Algériens en Europe. Ce meurtre revendiqué par une organisation Delta est en relation avec la détention des otages français par le Polisario.

3. — ESPAGNE : violentes manifestations à Málaga en faveur de l'autonomie de l'Andalousie : un mort, une trentaine de blessés.

4. — CENTRAFRIQUE : couronnement de l'empereur Bokassa 1^{er}.

6. — AFRIQUE DU SUD : indé-

pendance du Bantoustane de Bophuthatwana, pays en sept morceaux encavés par l'apartheid en Afrique du Sud.

8. — PORTUGAL : renouveau du gouvernement socialiste minoritaire de M. Mario Soares.

10. — AUSTRALIE : élections législatives remportées par la coalition libérale australienne (conservatrice) de M. Fraser. M. Williams, chef du parti travailliste, démissionne.

12. — ARGENTINE : enlèvement de deux religieuses françaises. Un rapport américain publié le 23 fait état de 6 000 exécutions depuis mars 1976 et de l'interment de 12 000 à 17 000 prisonniers politiques.

12-13. — GRANDE-BRETAGNE : entretiens entre MM. Giscard d'Estaing et Callaghan.

13. — FRANCE : annonce par M. Marchais, de retour d'Algérie, de la libération avant Noël des huit otages français détenus par le Polisario ; seconde réunion du gouvernement pour la mise au point des « objectifs d'action » pour la prochaine législature.

15. — DJIBOUTI : attentat dans un bar du centre de la capitale : deux morts, trente et un blessés dont trente militaires français.

19. — FRANCE : attentat à Paris qui détruit le magasin de luxe Fauchon. Une quinzaine d'autres auront lieu en France les jours suivants.

19. — GUINÉE : libération de trois Français accusés de complot et emprisonnés depuis sept ans.

19. — PAYS-BAS : nouveau gouvernement de centre-droite dirigé par M. Van Aarts (chrétien-démocrate) après deux cent quatre jours de crise.

23. — ALGERIE : libération des huit otages français détenus par le Polisario. Ils sont ramené à M. Waldheim qui les accompagne à Paris. Ils feront savoir qu'ils étaient détenus en Algérie. M. de Gaulle confirme l'intervention à deux reprises des avions français en Mauritanie.

24. — TUNISIE : remaniement ministériel qui marque un durcissement du régime.

29-30. — POLOGNE : visite de M. Carter, qui est le 31 en Iran.

31. — CAMBODGE : rupture des relations diplomatiques avec le Vietnam, accusé d'agression.

LA RENCONTRE HISTORIQUE DE JÉRUSALEM

NOVEMBRE

9. — Discours du président Sadate qui se déclare prêt à se rendre à Jérusalem pour discuter avec les parlementaires israéliens des problèmes de sécurité.

15. — Invitation officielle faite à M. Sadate par M. Begin de se rendre en Israël.

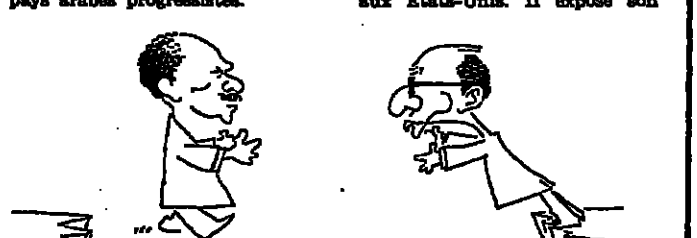
19-21. — Voyage de M. Sadate accompagné avec deux exceptions : M. Begin et M. Begin. Cette visite est condamnée par les pays arabes progressistes.

est en relation avec la détention des otages français par le Polisario.

3. — ESPAGNE : violentes manifestations à Málaga en faveur de l'autonomie de l'Andalousie : un mort, une trentaine de blessés.

4. — CENTRAFRIQUE : couronnement de l'empereur Bokassa 1^{er}.

6. — AFRIQUE DU SUD : indé-



(Dessin de CHENEZ.)

OCTOBRE

1^{er}. — PROCHE-ORIENT : déclaration commune américano-soviétique reconnaissant « les droits légitimes du peuple palestinien » et demandant à Israël de se retirer des territoires occupés depuis 1967.

2. — BANGLADESH : tentative de coup d'État : une centaine de morts.

3. — ALGERIE : libération des derniers otages du D.C.S. japonais détourné le 23 septembre par un commando de l'Armée rouge ; le gouvernement de Tokyo a cédé aux exigences des terroristes.

4. — YUGOSLAVIE : ouverture à

Belgrade de la conférence qui réunit les représentants des Etats ayant signé l'accord d'Helinski.

5-6. — FRANCE : comité central du P.C. M. Marchais accuse le P.S. d'avoir « procédé à un virage à droite ».

9. — U.R.S.S. : adoption par le Soviet suprême de la nouvelle Constitution qui entre immédiatement en vigueur. Election de M. Konstantinov comme premier vice-président du présidium du Soviet suprême.

9-5. — FRANCE : comité directeur du P.S. M. Mitterrand se déclare prêt à rencontrer de nouveau M. Fabre et Marchais. Le P.C. oppose une fin de non-recevoir le 18.

9. — ESPAGNE : accord entre le gouvernement et l'opposition sur un programme de redressement économique.

9. — FRANCE : voyage de M. Giscard d'Estaing à Lyon pour la rencontre nationale du troisième Aps.

9-14. — U.R.S.S. : échec de la mission spatiale Soyuz 25. Les deux cosmonautes n'ont pu s'arrêter à la station Saliout 6 lancée le 29 septembre.

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

مكتبة من الأصل



Monde aujourd'hui

VU DE BRETAGNE

JEU

Mais où sont
les toiles d'antan ?

PONT-AVEN est cette délicieuse petite ville qui a l'orgueil de la peinture et ne sait pas retenir les toiles où les meilleurs peintres ont su retracer son âme. Chaque année, le musée municipal alloue le touriste par des banderoles avantageuses. Le nom de Paul Gauguin s'y inscrit en lettres royales, mais on chercherait en vain, dans ce musée, une seule toile de ce seigneur sauvage dont on vous conte pourtant, complaisamment, les couleurs et les mœurs. Pont-Aven souffre d'une « gauguinisme » chronique qui débouche sur un commerce de cartes postales on ne peut plus fructueux. C'est peu, pour être à la hauteur d'une réputation qui fit naguère le tour du monde. Mais où sont les toiles d'antan ?

Les Gauguin sont à Moscou, Paris, New-York. Il faut être que les bourgeois de la Belle Époque se souciaient assez peu d'acquiescer les œuvres d'un artiste qu'ils considéraient comme un voyou sans importance. C'est-à-dire, ne les fréquentaient guère. Il préférait la compagnie de la belle Angèle qui était cabaretière, et celle des paysans et des marins. Il n'était pas le seul, au surplus, à promener sa palette sur les bords de l'avenue. Il y avait Emile Bernard, Paul Sérusier, Maurice Moret et beaucoup d'autres. Mais où sont les toiles d'antan ?

On peut croire que ces toiles n'étaient pas si loin de la petite ville puisque les hôtels de vente de Brest, Morlaix et Quimper les mettaient régulièrement « sur le marché ». On a vendu tout dernièrement, dans la première de ces villes, quatre toiles splendides de Paul Sérusier, dont « le Bois d'amour à Pont-Aven » et « Jeune Bretonne sur la colline ». Si fait que l'on trouvera un peu partout les œuvres de l'école dite de Pont-Aven, hormis à Pont-Aven même. Quelques-uns enragent qui se demandent sur quel patrimoine la cité pourra s'appuyer plus tard pour retenir les visiteurs.

XAVIER GRALL

Ce Loto qui fait courir la France

C'est n'est pas d'hier que les moralistes gémissent ou s'indignent de voir l'État se faire teneur de jeux pour exploiter un vice, disent les plus sévères, à tout le moins une faiblesse, qu'il ne peut ni ne veut réprimer. Mais « quelle est aujourd'hui la puissance sociale qui peut, pour quarante sous, vous rendre heureux pendant cinq jours et vous faire totalement tous les bonheurs de la civilisation ? Le tabac, l'impôt mille fois plus immoral que le jeu, détruit le corps, attaque l'intelligence, il hébète une nation ; tandis que la Loterie ne cause pas le moindre malheur de ce genre ».

C'est à Balzac que nous devons cette candide bourgeoisie (et posthume) donnée au Loto d'aujourd'hui (1). Ne causait-il pas de regret en 1842. Le gouvernement de Louis-Philippe avait mis fin, en 1836, à la Loterie royale qui, établie en 1776, avait traversé sans encombre soixante ans de tourmente politique.

En dépit de son titre, cette Loterie royale était plus proche du Loto de 1976 que la Loterie telle que nous la connaissons, et plus proche encore d'un « tiercé » sans chevaux. On la tirait de cinq jours en cinq jours, à Bordeaux, à Lyon, à Lille, à Strasbourg et à Paris. La crue de Paris, évidemment la plus importante, revenait le 25 de chaque mois ; les billets en étaient vendus comme le sont aujourd'hui ceux du Loto, du 20 au 24, à minuit. Dès 10 heures, le 25, et un attroupement de vieilles femmes, de cuisinières et de vieillards se pressait, rue Neuve-des-Petits-Champs, à l'entrée de la liste affichée des numéros gagnants.

La mise minimale était de 2 francs-or : le salaire journalier d'un ouvrier très dévoué, environ 80 francs d'aujourd'hui. Le joueur pouvait rechercher (et même poursuivre pendant vingt ans, comme l'un des personnages de Balzac), un « tiers » (c'est-à-dire un numéro), un « quart » (cinq numéros), un « quinte » (dix numéros), gagnants dans l'ordre de sorte

des boules, on « dans le désordre ».

Le tiers sec (nous dirions le tiers dans l'ordre) était bien payé : quinze mille fois la mise. Le quart revenait millionnaire ; mais il ne sortit jamais (du fait du petit nombre de joueurs) que dans l'imagination des romanciers.

Le rapport entre la mise et le gain n'était pas proportionnel au rapport enjeux-gagnants, comme il l'est pour le tiers ou le Loto, mais fixe, comme celui de la Loterie nationale. C'est sans doute cette disposition, plus que des considérations morales, qui fit condamner la Loterie royale par un gouvernement qui s'en accommodait fort bien depuis cinq ans. L'attrait en était émoussé, elle n'avait plus guère de clientèle, et le ministère des finances risquait d'avoir à payer à un seul joueur heureux autant que la masse des enjeux encaissés. La chose arriva, semblable-t-il.

Voici donc le Loto ressuscité par une autorisation ministérielle du 10 juillet 1976. Ce retour

aux sources a été pour nos financiers d'Etat un coup de maître. Les chiffres disent l'irrésistible ascension du Loto de la V^e République : au premier tirage, le 19 mai 1976, un centenaire ouvert (Paris), 73 880 bulletins. Dans la première semaine de juillet, six centes (Paris, Lyon, Nice, Marseille, Montpellier, Tours), pour un total de 223 290 bulletins : le triple de mai.

Paris dépasse le million à la fin de novembre. Lille, Nancy, Toulouse et Bordeaux entrent dans le jeu. En six mois, le nombre des bulletins joués dans la semaine (et, en gros, le nombre des joueurs) a été multiplié par trente : 2 233 071 bulletins le 1^{er} décembre 1976.

Le ras de marée paraît s'écouler dans les premières semaines de 1977 : moins de 1 million 600 000 bulletins le 5 janvier. Mais on a retrouvé dès le 19 les chiffres de décembre (2 300 000), et la progression reprend alors au rythme stupéfiant de 12 % par semaine, c'est-à-dire un douzième toutes les six semaines.

Une réussite spectaculaire

JACQUES CELLARD.

(Lire la suite page 15.)

(1) H. de Balzac, la Rabouilleuse, Ed. Cercle du bibliophile, vol. 18, p. 88.

Au fil de la semaine

Où, oui, on le sait ; on ne cesse de nous le répéter, et nul ne peut l'ignorer : les femmes n'ont pas, dans la vie publique française, la place qu'il leur revient. C'est-à-dire, elles ne sont pas « us que qu'on a aujourd'hui ». C. 1936 à 1974, en près de quarante ans, on n'a remis... neuf femmes dans les gouvernements, trois sous chaque République, et elles ne sont encore que quatre aujourd'hui, parmi trente-quatre hommes. Dans les conseils municipaux, les conseils généraux, c'est pire : alors que les femmes représentent 25 % du corps électoral, elles n'occupent que 1,6 % des sièges, à moins que ce ne soit 2,1 % ou 1,4 %, chacun a sa statistique.

Où, tout cela, nous le savons bien, puisqu'il ne se passe pas de jour, ou presque, sans que ces chiffres, et bien d'autres nous soient assésés, et l'appui de réquisitoires virulents, de démonstrations définitives, qui s'achèvent inévitablement par le vieux cri, et si cher d'une même voix : « Il faut que ça change ! » Et cela change, en effet, mais dans le mauvais sens. En période pré-électorale, comme en ce moment, la litanie devient obsessionnelle.

Madame le...

par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

PREMIER élément du débat, une donnée sûre, dix fois mesurée, cent fois vérifiée : les femmes ne votent pas toutes, et il s'en faut de beaucoup, pour les femmes. Faut-il croire qu'elles n'aiment pas leurs parents, qu'elles n'ont pas confiance, les jugent « a priori » plus changeantes, plus fragiles, moins capables ? On peut c. tes incriminer la tradition, l'éducation, les usages et la société, bref les hommes, et plaider que le pouvoir masculin les a conditionnées au point de leur inspirer une méfiance à l'égard de leur propre sexe, un complexe d'infériorité, si oncrés qu'elles jugent l'homme plus fort, plus intelligent, plus habile. Il reste que le premier changement que les femmes, si promptes à se plaindre de n'avoir pas leur place dans la vie publique, devraient rechercher, c'est dans l'esprit des femmes, dans leur vision d'elles-mêmes, qu'il convient d'abord de le poursuivre. « Je ne fais pas de politique. C'est l'affaire des hommes », entend-on dire bien souvent. Et si l'on a au moins selon les conceptions du curé, qui, d'ailleurs, n'en donne plus, de leurs proches ou de leur mari, elles sont loin encore, d'être dans le secret de l'histoire, de s'affranchir de ces tutelles au point de donner la préférence à des candidates, leurs semblables, leurs sœurs.

Plus étrange : quand on passe en revue les femmes qui sont considérées comme ayant réussi en politique, celles qui ont obtenu un mandat parlementaire en particulier, force est de constater que le plupart ne sont pas féministes. En termes familiers, on entend même dire, et par les femmes autant que par les hommes, que « cette femme-là, c'est un homme ». Ce genre de formule suscite immédiatement, et à bon droit, l'accusation de sexisme, quand elle est lancée par un homme. Sont-ils donc si satisfaits d'eux-mêmes, qu'ils n'imaginent pas de plus grandes bouées envers certaines femmes que d'admettre une flatteuse ressemblance ? Mais ce sont aussi les femmes qui le disent, et dans leur bouche, la remarque peut revêtir plusieurs significations opposées. L'éloge est, en effet, à double tranchant, et, après tout, mieux vaut pour une femme être ce qu'elle est que de se voir ainsi élevée — ou abaissée ? — à l'émulante dignité de mâle.

ES remarques ne valent guère pour les femmes conseillères municipales et même conseillères générales : dans ces assemblées-là, on aime bien montrer précisément qu'on n'est pas sexiste, en faisant place à deux ou trois femmes. Pas trop quand même, mais juste ce qu'il faut, de la même façon qu'il était jadis convenu, dans les pourparlers de la IV^e République, d'avoir un ou deux ministres noirs, pour montrer qu'on n'était pas raciste. D'ailleurs, on est bien tranquille : aux conseillères, on confiera les enfants, les malades, les vieux, c'est-à-dire des tâches d'assistantes sociales — n'est-ce pas leur lot dans la vie ? — et on restera entre hommes pour les affaires sérieuses.

Une femme maire, c'est déjà plus rare et plus difficile à faire admettre. Il y en a cependant, mais pas beaucoup, et jamais dans les grandes villes. Au village, dans la petite cité, exceptionnellement, elles réussissent aussi bien que les hommes, surtout si elles sont, ajoute-t-on aussitôt, bien entourées, bien secondées.

Une femme ministre, c'est autre chose. Là encore, leurs attributions seront, sauf rares exceptions, limitées à la famille, à la santé, au panier de la ménagère, à l'école, voire à la condition féminine. En principe, elles sont nommées et non élues, quitte à chercher par la suite à obtenir un mandat. Elles restent donc marginales dans la classe politique, où leur manque le label que constitue le sacre du suffrage universel. On juge certains choix curieux, d'autres, ma foi, heureux, mais, de toute façon,

tout cela est bien loin, et on s'en moque.

Restent donc les femmes députées ou sénateurs, actuellement au nombre de quatre. Qui sont-elles, et comment sont-elles entrées au Parlement ? Aux élections de 1973, sur 3 023 candidats, on comptait 200 candidates, soit 6,6 %. Huit avaient été élues (1). Toutes avaient pour suppléants des hommes. Deux d'entre elles, entrées au gouvernement dès 1973, ont donc laissé leur siège à un homme (2). Quatre autres femmes sont devenues députées en cours de législature, toutes succédant à des élus dont elles étaient suppléantes (3), et l'une d'elles est devenue à son tour suppléante d'Etat (4). Pour être complet, il faut ajouter qu'une femme a siégé temporairement à l'Assemblée, en 1976 (5). Ce qui fait, à ce jour, neuf femmes au Palais-Bourbon, tandis que cinq sont sénateurs, l'une d'elles — seule dans ce cas — présidant un groupe parlementaire (6). Huit votent avec l'opposition, six avec la majorité. Le parti communiste compte six élus ; les réformateurs et le R.P.R., deux ; les autres partis (P.S., radicaux de gauche, radicaux-socialistes, P.R.), chacun une. Et c'est tout.

Mais, surtout, les « députettes », comme disent leurs collègues masculins — on n'est pas plus galant ! — et les femmes sénateurs ont dû franchir les mêmes obstacles que les hommes, mais autrement élevés, autrement difficiles. Qu'on en juge.

Si la candidate est jeune, elle manque évidemment d'expérience. Si elle est jeune et célibataire, cela devient hautement suspect : on lui prêtera une foule d'aventures qui, chez un homme, feraient sourire d'un air entendu, mais qui, attribuées à une femme, la feront sévèrement juger. A moins qu'elle ne soit laide, vraiment laide : que voulez-vous, elle n'a pas de vie privée, concédée-t-on, alors elle s'enfuit, et, en se présentant, elle cherche à se distraire.

Est-elle mariée ? Si elle n'a pas d'enfant, on se demandera pourquoi, et on ajoutera qu'elle ne peut pas connaître les problèmes des familles. Si elle en a, le verdict sera sans appel : elle ferait mieux de s'occuper de ses enfants et de son mari, voire, si elle est jeune, de ses petits-enfants.

La matière, aussi. Une femme qui ne travaille pas : « Que peut-elle comprendre à nos affaires ? » disent ceux qui travaillent. Elle a un métier. Peut ! Ce n'est pas sérieux, ce n'est pas un vrai travail, c'est pour s'occuper ou pour gagner le superflu. Mais qu'il s'agisse

justement d'un « vrai » métier, alors c'est le déchainement. Les hommes se sentent vaguement humiliés : une femme qui commande, ils n'aiment pas cela. Et les femmes vaguement jalouses : « Elle a eu de la chance, elle a pu faire carrière, elle. Moi, mon mari ne l'aurait pas admise, et puis il y a les enfants... »

Electricité depuis une trentaine d'années tout juste, incapables juridiques rangées par le code entre les fous et les mineurs il y a quelques années à peine, voilà qu'elles prétendent parler en notre nom, voilà qu'elles veulent gouverner ! Le sentiment diffus, mais puissant, d'être sous-représentées, par un élu ou rabais, explique, s'il ne le justifie évidemment pas, le recul de beaucoup d'hommes et de davantage de femmes, électeurs et électrices, devant une candidature féminine. Le premier résultat de cette attitude est que, n'ayant nulle envie de perdre des sièges, les états-majors politiques qui distribuent les investitures et les places répugneront à choisir des femmes qui porteront, du seul fait de leur sexe, un handicap supplémentaire.

Soyons clairs. Il ne sert à rien d'incriminer les hommes, ces tyrans, qui défendent pieds et griffes leur primauté, presque leur exclusivité, contre les femmes, leurs victimes. A rien en plus de s'en prendre aux femmes si, au niveau du grand nombre, elles n'ont pas confiance dans leurs semblables. Il a fallu un siècle et demi pour que le droit de vote, envisagé dès la Révolution, finisse par être arraché par les femmes en 1945. En dépit de l'accélération de l'histoire, croit-on qu'il suffit de trente ans pour qu'elles obtiennent la place qui devrait être la leur dans la vie publique ? C'est dans les esprits, dans les jugements, dans les mœurs d'abord, qu'il faut leur faire cette place, dans l'esprit des hommes comme dans celui des femmes, et ce ne sera pas aisé, ce sera long.

(1) Mmes Chonavel, Constante et Mouras (P.C.), Pichon-Petit (rad. de g.), Fritsch (rad.), de Hautecloque et Fiori (U.D.R.), Diansch (app. U.D.R.).
(2) Mme Suzanne Ploix a été remplacée par M. Jean Giron. Mme Martine Madeleine Diansch par M. André Olon.
(3) Mme Crépion (rad.) et Mme Stéphane (P.S.) ont succédé à MM. Roud et Bonnet, devenus membres du gouvernement : Mme d'Harcourt (R.P.R.) a remplacé M. Fauriol, devenu président du Conseil constitutionnel ; Mme Missotte (R.P.R.) a pris la place de son mari, parlementaire en mission.
(4) Mme Missotte, secrétaire d'Etat depuis le 1^{er} avril 1977 et dont le siège est ainsi sans titulaire.
(5) Mme Tiené suppléante de M. Tiberi, de janvier à novembre 1976.
(6) Mme Goussennat, présidente du groupe parlementaire communiste. Mmes Luc et Perleau (P.C.), Rapozzi (P.S.) et Gros (non-inscrits rad.).

PIERRE MEYER.

(Lire la suite page 15.)

SOUVENIR

Les absents du Struthof

V U d'ici, le monument de la déportation, grande voûte de pierre hissée sur un emplacement minier, paraît tout petit. Depuis ce versant lointain, c'est une simple virgule blanche posée sur le tableau bleu des forêts. Même si elle ne s'était éteinte, voilà plus de trente ans déjà, la plainte du camp de la mort, avec ses gémissements, ses stridences, ne parviendrait pas jusque sous cette falaise. C'est l'automne. Sous les arbres, on croit entendre les feuilles se détacher, et de temps en temps un gland de chêne s'abat avec fracas.

La déportation, « accident de l'histoire », a-t-on dit. Devant l'énormité de l'accident, on est tenté de renverser les termes de la définition. Et si l'histoire elle-même n'était qu'un accident ? Un bouillonnement d'écume à la surface d'un globe en fusion, une agitation d'insectes enfermés dans la loi de leur espèce ? Les fourmillières, cette année, sont de taille. Celle-ci, tout près, fait bien plus d'un mètre, quarante fois moins, quand même, que le monument sur l'autre versant où je serai bientôt. A midi, en ce dimanche tiède de décembre, je serai au pied du monument comme un marin au pied de son mât. La voûte de pierre, impeccablement taillée, se découpe sur un ciel de Provence ; la pierre à la blancheur d'un mas. Autour de la dalle du « déporté inconnu », la base du mémorial fait un arc de cercle où les chuchotements du vent sont amplifiés comme dans une conque. Jadis, sur ce versant nord, des hommes déchaînés grolotaient sous les zébrures de leur uniforme. Non loin du camp se trouve l'ancienne carrière de granit où travaillèrent les détenus.

En ce dimanche-ci, sur le bord de la route qui sépare le camp de la carrière, un amateur de deltaplane, entouré de sa troupe de curieux, prépare méticuleusement son ascension et bientôt s'élève au-dessus des têtes levées et des cous tendus. La brise est bonne. On la sent au soi où elle fait osciller la paille blonde des hautes herbes. Ici ne paraît pas craindre le soleil ; allant et venant régulièrement sur son aile bariolée, il coupe hardiment en tranches inégales. D'un côté donc, un camp d'extermination, de l'autre, un divertissement dominical, et cela sans la moindre irruption, sans la moindre volonté de profanation. L'oubli pousse naturellement, comme les orties.

Un silence minéral

Dans la carrière de granit, c'est le silence minéral de blocs inertes, pachydermes endormis dans la rouille des fougères, petite menhère trépassée accompagnant les épilobes aux vitilles filiformes et les genêts à présent noirs. Dans le cercle des collines, c'est l'indifférence végétale diversement habillée : les sapins que les doigts caressent de loin — on dirait des tapis de billard, — sapins toujours jeunes au milieu des feuillus moribonds, en jaune, ocre, brun, lie-de-vin. Aucune meurtrissure visible sur ce comble des Vosges pourtant riches en champs de bataille ; aucun arbre déchaqueté par les obus, aucune fibre élassée ou incurvée d'éclats. Les sauteurs de la vallée, me confirme un bûcheron, ne rachignent pas à acier du bois provenant de cette montagne. L'horreur de la bataille — car c'est toujours l'homme contre l'homme — n'est ici infiltrée sous terre, ou saignée en surface, sur les anciennes plaines formées des baraquas, sur les piliers des escaliers en granit, sur l'aire propre où se dresse encore aujourd'hui la potence.

La fascination du lieu, mélange d'attrance et de répulsion, est malsaine. On y succombe malgré soi car on ne peut choisir ses émotions. La délectation morbide est d'ailleurs renforcée par un goût piquant d'antithèse : le décor est en contradiction absolue avec le drame qui s'y est joué, soigneusement soustrait au regard du monde. Le site est beau ; la pente, élégante, pourrait être celle d'un grand hôtel, l'agencement des baraquas, celui de jardins d'agrément. Tout autour, on a planté généreusement depuis la fin de la guerre. Pour un peu, les sapins, si on les laissait faire, s'approcheraient du camp et supplanteraient les poteaux de l'encelaste.

La matière noble du bois aura servi à bon nombre d'infamies dans l'histoire des hommes : bois de la potence, cheval, de la rose, bois de la croix. Ici, les entrailles (l'arbre reconstruit) sont bien faites, les planchettes de la guérite se chevauchent proprement, comme des bardeaux.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



De un an à douze mois de prison

Le quotidien de Bruxelles, LA LIBRE BELGIQUE, publie ce conseil à ses lecteurs :

« On croit rêver en apprenant que, dans l'administration pénitentiaire, et en application très stricte des lois, il y a une différence de cinq jours entre un an de prison et douze mois de la même peine.

« L'article 25 du code pénal a précisé très clairement que la durée d'un mois de prison est de trente jours ; par contre, le même code n'a rien précisé concernant la durée d'une année, et on doit en déduire qu'il s'est référé à l'année civile.

« Si vous risquez un an de prison ou davantage, essayez de faire libérer la condamnation en mois : vous y gagnerez cinq jours par an.

« La précaution est particulièrement utile les années bissextiles, où le compte en mois fait gagner six jours. Retenez bien cela pour 1980 et 1984 : ça peut toujours servir. »



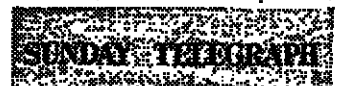
La cuisine qui réchauffe le cœur

Les Américains sont devenus des fanatiques de la bonne cuisine, raconte l'hebdomadaire TIME. Il suffit, pour s'en assurer, de voir les rayons d'alimentation des grands magasins. « Chez Macy's », à New-York, on trouve deux cents variétés de fromages, cent de confitures, cinquante de pain, une douzaine de café et quarante de thé ; à Seattle, sur la côte ouest, Truffles vend des truffes fraîches, 32 espèces de pâtes, 45 de miel, 750 de vins. (...) Les plats « dans le vent » ont été successivement le chichetebab, le steak tartare, la fondue, le boeuf bourguignon, la paëlla, le coq au vin, la sole meunière et les trilles à la mode de Caden. Aujourd'hui, les cuisines indienne, indonésienne, vietnamienne, chinoise et japonaise sont à l'honneur.

« Un dictionnaire anglais, Terence Conran, auteur de livres de cuisine écrit : « Grâce à Dieu, nous sommes enfin revenus à la situation quasi méditerranéenne où la cuisine est à nouveau le cœur de la maison ». (...) Pour un nombre grandissant d'Américains, elle est redevenue la pièce chaude, follement méridionale, où la famille et les amis se retrouvent pour partager les odeurs et le parfum du repas qui mijote et s'en régaler ensemble (...).

« Le mouvement féministe a joué son rôle dans cette affaire en répétant que la cuisine est aussi la place des hommes. D'ailleurs, beaucoup d'Américains ont déjà l'habitude de faire du « bon bouffe » au jardin et étaient tout prêts à transplanter leurs talents dans la maison (...).

« Le docteur Bernard Simon, chef de clinique de chirurgie plastique à New-York, soixante-cinq ans, dit : « A ce stade de ma vie, je préfère donner que prendre. Je trouve que faire la cuisine est une jolie façon de faire un cadeau aux autres. »



Les nouvelles pistes de Heathrow

La station de métro de Heathrow qui, depuis quinze jours, relie l'aéroport à Londres en 40 minutes, fait l'objet d'une surveillance soignée de la police, et pas seulement à cause de terroristes potentiels. Selon THE SUNDAY TELEGRAPH, « des gradés patrouillent discrètement dans les couloirs qui relient la station aux trois terminaux de l'aéroport à la recherche de contrebandiers en planches à roulettes. Parmi les tenants de ce sport, la nouvelle s'est en effet répandue comme une traînée de poudre que les corridors et les rampes d'accès des nouvelles installations sont un paradis pour les « aficionados ». Plusieurs bandes de jeunes ont déjà été prises de renouer à considérer les nouveaux souterrains de Heathrow comme des pistes de skate-boards ».

EL PAIS

Cercueil hors de prix

La grève des fossoyeurs a posé de graves problèmes à Madrid. Les familles des morts se sont rendues au cortège, avec fleurs et couronnes, au centre de la ville où leur manifestation a été dispersée par la police. L'un des grévistes a ainsi résumé la situation au quotidien EL PAIS :

« Nous voulons des salaires équitables à ceux des ouvriers du bâtiment, c'est-à-dire 15 000 pesetas par mois (840 F.). Nous demandons aussi de meilleures conditions de travail. Bientôt, vers la mi-janvier, vont commencer les exhumations : on déterre des corps pour aller les déposer dans de nouvelles sépultures. Nous sommes obligés de prendre les cadavres à bras-coups, et il s'agit souvent de cadavres de plus de cinq ans. Au bout d'un certain temps, nous retrouvons nos manches de chemise et nous faisons le travail sans prendre aucune précaution d'hygiène. Beaucoup d'entre nous cachent à leur famille ce genre d'activité, par peur de les dégoûter. Et tout cela pour une retraite de 6 000 pesetas (337 F.) par mois : à peine de quoi s'acheter un cercueil ! »

The Japan Times

Les Japonais aussi...

Selon le Livre blanc sur la jeunesse, présenté chaque année par le cabinet du premier ministre et dont le JAPAN TIMES se fait l'écho, 62 % des élèves des classes terminales des lycées japonais regardent la télévision de deux à trois heures par jour pendant la semaine alors qu'en 1956 68 % d'entre eux ne la regardaient que rarement.

« Quarante et un pour cent des « terminales » n'avaient pas lu un seul livre depuis un mois quand l'enquête a été faite en 1956, contre 62 % en 1956 il y a vingt ans. Les journaux hebdomadaires et mensuels étaient les instruments de travail les plus répandus chez les jeunes. Aujourd'hui, les « comics » les dépassent largement en popularité.

En 1956, de nombreux jeunes interrogés déclaraient que leur but, dans l'existence, était de mener « une vie saine et honnête » ou de se « dévouer au bien de la société ». Aujourd'hui, ils parlent de « vivre avec facilité » ou « de la manière la mieux adaptée à ses goûts ». La plupart des jeunes interrogés veulent cependant « fonder une famille heureuse ».

« Enfin, si les jeunes sont prêts à profiter de l'expérience de leurs parents, ils ne veulent en aucune manière qu'on les force à suivre les mêmes voies ».

En conclusion, le rapport suggère que « les adultes considèrent les jeunes comme une « force sociale vitale du vingt et unième siècle » et « messagers du siècle à venir ».

Lettre de Louisville (Kentucky)

Une odeur de tabac et de bourbon

Le bras de la statue de Louis XVI semble désigner, en un geste gracieux et nonchalant à la fois, l'hôtel de ville situé de l'autre côté de la rue. Cette effigie en pied, sculptée en marbre blanc de Carrare, en 1827, et qui, malgré l'élégance du drapé, pèse ses 15 tonnes, avait été commandée sous la Restauration par la municipalité de Montpelier (Hérault), en guise d'« exploitation » à l'égard du roi guillotiné. En 1830, elle était remise dans un dépôt pour des raisons politiques évidentes. En 1927, le maire de Montpelier découvrit un moyen élégant de se débarrasser de cette encombrante œuvre d'art... en l'offrant à la municipalité de Louisville (Kentucky), qui l'accepta de bon cœur. On eut quelques peines, cependant, à convaincre les édiles de la cité américaine de ne pas procéder à l'installation solennelle de la statue sur son nouveau socle, à l'occasion du 4 juillet, comme ils en avaient d'abord exprimé l'intention...

L'assemblée législative de Virginie avait, à la fin du dix-huitième siècle, la charge d'administrer les nouveaux territoires qui allaient devenir l'Etat du Kentucky. Par gratitude envers Louis XVI, qui venait d'apporter son aide aux treize colonies révoltées contre l'Angleterre, l'assemblée donna, en 1780, le nom de « Louisville » au petit campement de pionniers établi sur la rive méridionale de l'Ohio, à la hauteur de rapides infranchissables en bateau (les chutes). L'histoire de ce premier établissement mérite d'être contée. Le général George Rogers Clark descend l'Ohio en 1778 sur des radeaux avec cent cinquante soldats pour attaquer un fort anglais situé plus au nord. Quelques familles de pionniers s'étaient jointes à la petite expédition au grand dam du général qui n'avait pas, en tant que militaire, une estime excessive pour les « pékins ».

Clark campe au printemps sur Com-Island, une petite île située en l'amont des chutes, aujourd'hui engloutie par l'Ohio, et qui devait son nom au fait que des Indiens y recrutaient du malin sauvage. Clark et sa troupe partent en juin, mais les « pékins », séduits par le site, intéressés par le malin et peu désireux de voir des soldats anglais de trop près, s'installent. En tout, « onze couples mariés, vingt-six enfants, quatre célibataires et un esclave noir appelé Caton ». De façon très américaine (la goût du contrat écrit), ils rédigent une charte, élisent des « trustees », c'est-à-dire des mandataires, dont on retrouve encore les noms aujourd'hui, singulièrement multipliés, dans l'annuaire téléphonique de Louisville (Harrod, Bullitt, Patton, etc.). Se mettant d'accord sur un plan, partageant le terrain en lots et trent ces derniers au

sort au cours d'une loterie publique. Le premier hiver est très dur. Plusieurs enfants et vieillards meurent de froid. Mais l'établissement se maintient. La ville est née.

Les bateliers qui descendent l'Ohio doivent procéder à une rupture de charge à la hauteur des chutes (jusqu'à ce qu'une écluse régularisant le cours de la rivière soit construite au milieu du dix-neuvième siècle). Il faut des entrepôts pour les marchandises en transit, des auberges pour les voyageurs contraints à une escale forcée. Des industries annexes, notamment une florissante prostitution, suivent le mouvement.

Les immigrants anglais, écossais, irlandais puis allemands (ces derniers formant peut-être le groupe le plus important numériquement) affluent. Quelques français aussi, au moins dans les toutes premières années. L'origine de ces derniers est triple : il y a les huguenots qui ont fui en Hollande ou en Prusse après la révocation de l'édit de Nantes et qui, après d'étonnantes péripéties et quelques générations, aboutissent à Louisville. Il y a les colons chassés du Québec par les « maudits Anglais » et qui au cours du « grand dérangement » se sont fixés ici, au lieu de poursuivre leur route vers la Louisiane et la Nouvelle-Orléans. Il y a enfin les émigrés de la Révolution de 1789, ci-devant gentilshommes craignant pour leur vie, bourgeois ruinés ou compromis, ou simples gens que l'abandonnement général de la société a incités à tenter l'aventure.

A Portland et Shippingport, deux faubourgs peu à peu absorbés par la ville, on parle français au début du dix-neuvième siècle. L'enseignement, de même que les sermons, sont délivrés dans cette langue. Jean et Louis Tarascon, qui ont fui la cité d'origine française, du même nom par peur de la Révolution, ont blanchi une grande maison de commerce et d'armement fluvial à Shippingport. Leur beau-frère, Jacques Berthoud, construit une meunerie actionnée par le courant de l'Ohio et considérée à l'époque comme une des plus importantes et des plus modernes des Etats-Unis.

Une oncle fluviale dévot Shippingport en 1832, et Portland est à son tour ruinée, en tant que centre commercial, par la construction en 1851 du chemin de fer Louisville-Frankfort-Lexington. Les familles françaises, qui avaient gardé leurs traditions et leur langue dans les faubourgs, sont rapidement assimilées par la culture dominante quand elles s'installent en ville. Le processus est déjà presque achevé au moment de la guerre civile. Mis à part quelques noms de famille, d'ailleurs prononcés à l'anglaise, plus rien ne rappelle aujourd'hui ce lointain passé français.

Les favoris des citoyens de Louisville se partagent entre le Nord et le Sud pendant la guerre civile (les deux présidents, celui de l'Union, Abraham Lincoln, et celui de la Confédération, Jefferson Davis, sont nés du Kentucky). Cette ambigüité, qu'explique la géographie, se retrouve aujourd'hui. La ville n'appartient vraiment ni au Sud ni au Middle West. Elle n'a ni la culpabilité du Sud ni les paysages désertiques, générateurs d'émphases, du Middle West, mais mêle les deux traditions, généralement dans ce qu'elles ont de meilleur. Le voyageur yankee (c'est-à-dire originaire du Nord) pourra être abasourdi par le lourd accent du Sud d'un barman local. Les beuveries entre copains, les manifestations sportives, les réunions politiques, en particulier celles du parti démocrate, sont l'occasion d'une débauche d'expressions audacieuses, de grandes tapes dans le dos et d'évocations émus des « Good ol' boys » (« braves gars »). On ne ferait pas mieux à Plains (Georgia), une cannette de bière à la main, en compagnie de Billy Carter, le pittoresque frère du président, qui se définit lui-même comme un « redneck » (un « péquenot du Sud »).

A grande bourgeoisie d'affaires de la ville évite en revanche tout ce qui pourrait ressembler à une intonation trop chantante ou trop nasillard, évocatrice du Sud profond. Les businessmen ont les manières de leurs collègues des grandes cités du Middle West. Louisville est le plus grand centre mondial pour la fabrication de cigaretttes, et l'un des tout premiers pour celle du bourbon et du gin. Il flotte parfois sur les quartiers industriels une odeur de tabac et d'alcool qui monte des distilleries et des manufactures... Les produits de base ne viennent pas de loin. Les champs de tabac et de maïs (pour le bourbon) commencent à la sortie de la ville.

Un décret local, avant la seconde guerre mondiale, interdisait les mariages interraciaux, et punissait d'une sévère amende le directeur d'école qui aurait eu l'idée incroyable de mettre des enfants blancs et noirs dans la même salle de classe. Tout cela semble appartenir à un autre monde. Les règlements racistes ont été abolis, la déségrégation scolaire est strictement et sévèrement appliquée. Mohammed Ali, alias Cassius Clay, qui est né et a grandi dans un des quartiers les plus pauvres de la ville, presque uniquement peuplé de Noirs, ne se verra plus refuser comme jadis l'accès d'un restaurant « chic » du centre. Le préjugé racial prend des formes plus subtiles. On a félicité Mohammed Ali, vainqueur du « match du siècle », mais des citoyens ont obtenu qu'on décapite

la rue à laquelle on avait donné un peu rapidement son nom. Elle traversait un quartier majoritairement blanc...

La cité proprement dite compte 300 000 habitants, et l'agglomération urbaine environ 870 000. Un quart d'entre eux sont noirs. Ils habitent pour la plupart dans le centre ou dans les quartiers ouest (le triste West End). L'Est appartient aux Blancs aisés, qui y tendent leurs vertes pelouses devant leurs confortables maisons particulières. Blancs et Noirs ne se côtoient vraiment qu'aux heures de travail dans le centre de la ville (« Downtown »), que la plupart des résidents aisés ont déserté et où les gratte-ciel des banques et des grands hôtels voisinent avec les taudis et les terrains vagues.

Le jeune patricien ou sourire Kennedy à qui l'on prête, en dépit de son apparente nonchalance, de grandes ambitions politiques, croit possible de refuser la vie dans le cœur de la cité. Il termine son mandat à la fin de l'année (il n'est pas rééligible), et se balance dans son fauteuil, entouré du drapau américain et de celui, trappé de trois fleurs de lys (Louis XVI, toujours...), de la ville. Sa confrontation à la fortune lui permet d'exercer sa profession de médecin dans un dispensaire social. La philanthropie traditionnelle n'est pas morte à Louisville, même si elle prend des aspects moins désuets que les ventes de charité de jadis. « Il faut que l'on ait envie de se promener à pied dans le centre. Il faut cesser de raser des bâtiments » anciens « qui sont aussitôt remplacés par des parkings », explique M. Sloane.

De fait, à Louisville, on rénove tout ce qui a plus de cinquante ans d'âge. Des entrepôts en briques noircies, près de l'Ohio, ont été pieusement transformés l'un en musée, l'autre en théâtre. Les débris ont été un scandale : ils datent de la fin du siècle dernier. La quatrièrue, traditionnellement la plus animée, a été transformée en « Mall », interdite aux voitures, plantée d'arbres, et agrémentée d'un « bistrot » avec terrasses en plein air. C'est une rupture avec la tradition puritaine qui veut que l'on ne s'exhibe pas, pour boire ou manger, aux yeux des passants (surtout dans le Sud, où l'on craignait l'envie, ou les moqueries, des Noirs). Une vieille maison de Louisville commente ces « innovations » avec nostalgie. Elle évoque le temps lointain où, le samedi soir, garçons et filles roulaient lentement en voiture dans cette rue, pratiquant, de façon traditionnelle pour l'Amérique, l'art éternel de la drague et les rites des premières amours.

DOMINIQUE DHOMBRES.

IRLANDE

Après « le Baladin du monde occidental »

EN juillet dernier, revoyant Belfast et les vaines inscriptions de ses murs : « Brits out / Peace in ! » (« A la porte les Britanniques ! Vive la paix ! ») ; « Sectarismism kills workers » (« Le sectarisme tue les travailleurs »), je me demandais : Quel apportera un message de paix à cette malheureuse Irlande du Nord ?

Il y a des artisans de paix à Belfast, connus ou inconnus. Mais l'Irlande porte aussi des œuvres, sorties de ses profondeurs, qui ont parfois été reconnues comme irlandaises dans le monde entier avant de l'être chez elle, et qui l'interpelleront en permanence. Aucune n'y a suscité autant de controverses que le Baladin du monde occidental, aucune n'est restée d'une aussi brûlante actualité.

On sait que, pendant ses séjours à Paris, John Millington Synge rencontra la révolutionnaire à demi-irlandaise Maud Gonne, adhéra à son Association française, fonda à Paris à la fin de 1896, puis lui envoya sa démission au printemps suivant. « Je souhaite, écrit-il, alors, travailler à ma façon pour la cause de l'Irlande, et je ne pourrai jamais le faire si je me mets à un mouvement révolutionnaire et à demi-militaire ».

De 1898 à 1902, Synge passa plusieurs semaines chaque été dans la pauvre chaumière d'une famille des fies Aran, au large de Galway ; mais il séjourna aussi dans le Wicklow et dans le Kerry. Il portait le peuple irlandais en lui comme un problème,

comme un appel auquel il devait répondre.

Sa réponse dans laquelle il mit le plus de lui-même, c'est le Baladin du monde occidental. Plus je l'écoute, plus cette pièce me parle d'aujourd'hui, malgré tout ce qui sépare l'Irlande britannique de 1907 des deux Irlandes de 1977.

Son action se passe dans un misérable cabaret du Mayo, en pleine campagne, ou plutôt en pleine nature. Peggyn, la piquante fille du cabaretier, est plus ou moins fiancée, faute de trouver mieux à Shawn Keogh, un gros jeune homme riche qui possède un troupeau de génisses et un beau taureau bleu, mais qui tremble devant le prêtre de la paroisse. Il n'y a plus de Dánaen Sullivan pour faire sauter l'œil d'un gendarme, représentant de l'autorité britannique, ni de Marcus Quin pour mutiler les brebis de quelque landlord britannique.

La vérité de l'imagination

Mais, ô stupéur ! le père du jeune triomphateur paraît, la tête enveloppée d'un bandage. Il n'a reçu qu'un petit coup de bêche, et s'est lancé presque aussitôt à la poursuite de son fils. Christy, d'abord terrifié, puis exaspéré d'être traité de menteur par Peggyn, se saisit à nouveau d'une bêche, et se lance à la poursuite de ce père inapprouvable, dont un moment après, on annonce qu'il l'a tué. Peggyn va-t-elle revenir vers lui ? Pas du tout : elle vient d'apprendre « l'abîme qu'il y a entre une his-

toire et une pitoyable inconnue, tout apeuré à l'idée que la police le poursuit. On l'entoure avec curiosité : on l'assaille de questions : quel crime a-t-il commis ? Tué un Irlandais ? Un gérant ? Mieux encore : un land-lord ? Car une auréole entoure toujours la tête de qui lutte contre l'autorité britannique. Non, finit-il par dire : il a tué son père au champ, d'un coup de bêche. Quelle histoire ! On l'invite à rester là comme garçon de cabaret, et Peggyn commence à s'embrasser de lui ; les filles du voisinage viennent le voir, lui apportent des cadeaux. Main-tenant, qu'il est libéré de la tutelle de son père, qui le tyrannise, il prend de l'assurance, devient éloquent et amoureux de Peggyn. La joie est entrée au village, à la fête duquel Christy est vainqueur dans tous les jeux. Peggyn ne veut plus de Shawn : c'est le poète, le braccioni — Christy — qu'elle veut épouser.

Arrive un pitoyable inconnu, tout apeuré à l'idée que la police le poursuit. On l'entoure avec curiosité : on l'assaille de questions : quel crime a-t-il commis ? Tué un Irlandais ? Un gérant ? Mieux encore : un land-lord ? Car une auréole entoure toujours la tête de qui lutte contre l'autorité britannique. Non, finit-il par dire : il a tué son père au champ, d'un coup de bêche. Quelle histoire ! On l'invite à rester là comme garçon de cabaret, et Peggyn commence à s'embrasser de lui ; les filles du voisinage viennent le voir, lui apportent des cadeaux. Main-tenant, qu'il est libéré de la tutelle de son père, qui le tyrannise, il prend de l'assurance, devient éloquent et amoureux de Peggyn. La joie est entrée au village, à la fête duquel Christy est vainqueur dans tous les jeux. Peggyn ne veut plus de Shawn : c'est le poète, le braccioni — Christy — qu'elle veut épouser.

Arrive un pitoyable inconnu, tout apeuré à l'idée que la police le poursuit. On l'entoure avec curiosité : on l'assaille de questions : quel crime a-t-il commis ? Tué un Irlandais ? Un gérant ? Mieux encore : un land-lord ? Car une auréole entoure toujours la tête de qui lutte contre l'autorité britannique. Non, finit-il par dire : il a tué son père au champ, d'un coup de bêche. Quelle histoire ! On l'invite à rester là comme garçon de cabaret, et Peggyn commence à s'embrasser de lui ; les filles du voisinage viennent le voir, lui apportent des cadeaux. Main-tenant, qu'il est libéré de la tutelle de son père, qui le tyrannise, il prend de l'assurance, devient éloquent et amoureux de Peggyn. La joie est entrée au village, à la fête duquel Christy est vainqueur dans tous les jeux. Peggyn ne veut plus de Shawn : c'est le poète, le braccioni — Christy — qu'elle veut épouser.

taine. Bon débarras, se dit Shawn ; voilà la paix revenue ; maintenant nous pouvons nous marier. Mais Peggyn lui envoie une taloche : « Fiche le camp ! Et elle lance une lamentation : « O douleur ! J'ai perdu le Baladin du monde occidental. »

Peggyn, c'est l'Irlande qui veut et ne veut pas le Baladin du monde occidental, qui aime l'éloquence et la poésie, mais pas les coups de salaud.

Dans cette pièce, impitoyable en apparence, mais ardente, Synge montre qu'il ne tirera pas Peggyn de sa peine. Ni le pieux Shawn, toujours tremblant, ni le baladin, si romantique soit-il, et symbolique du dâit à l'autorité, ne l'ont vraiment aimée telle qu'elle est ; ni le troupeau de génisses et le beau taureau bleu, ni le braconnage, la révolte et l'ivresse verbale ne lui ont, en fin de compte, rien apporté. Entre Christy et Peggyn, la rencontre ne s'est faite que le temps d'un éclair, une rencontre en paroles et en rêve qui leur laissera un éternel regret. La révolte de Christy n'a produit finalement qu'une imitation du père, en substituant une tyrannie à une autre. Deux baladins, désormais, parcourront l'Irlande sans la voir.

Pour sa part, Synge regarde son pays bien en face : il aperçoit ses faiblesses, ses incertitudes ; il ne le flatte pas. Comme Keats, il n'est « sûr de rien », si ce n'est de la sainteté de l'affection du cœur et de la vérité de l'imagination.

RENÉ FRÉCHET

هكذا من الأصل

RADIO-TELEVISION

LES TROUBADOURS SUR TF 1

L'amour fou contre l'Inquisition

Il faut dépasser les dix premières minutes un peu « servies », un peu « documentaires » (catalogue épais de dates), pour plonger ensuite — et jusqu'à la fin — dans la vie, dans l'effervescence bouillonnante de la poésie médiévale et méditerranéenne. Elle bouillonnait, cette poésie des troubadours. Guillaume IX d'Aquitaine faisait rire son auditoire avec le récit de son expédition désastreuse en tant que Croisé. Amoureux d'une femme appelée Dangereuse, il fut un des grands et des premiers poètes.

Marc Abry, l'enfant trouvé, Beaucard de Ventadour, Ribault d'Orange, Girault de Bornell, les Troubadours — titre donné à l'émission de Jacques Roubaud et Jean-Pierre Frévolet — étaient « des rois, des princes, des comtes et des barons, des petits chevaliers, des aventuriers, des orfèvres, des bourgeois, des vauriens ».

Il y eut même des femmes. Invitées de château en château (ils trouvaient Catalogne, en Italie, au Portugal), ils chantaient l'amour fou comme les surréalistes, l'amour fou, mais parfois chaste. La dame qui invitait son chevalier à passer une nuit avec elle, l'invitait aussi à ne pas dépasser les caresses, épreuve difficile qui devait témoigner de son respect. On dit que l'amour est né au douzième siècle.

Is chantaient la guerre et les croisades. Ils s'en moquaient aussi. La poésie des troubadours, qui a ridé les mœurs de l'époque, pouvait prendre l'apparence d'une satire morale, religieuse, politique. Quand la France royale, prenant prétexte du phénomène cathare, déclenche la croisade contre l'Occitanie, elle pourchasse même les troubadours qui n'étaient pas cathares, mais leur chant d'amour est suspect.

En 1100, Guillaume IX... En

1170, première rencontre internationale des troubadours. Le mouvement, qui atteint son apogée au début du douzième siècle — on en suit les différentes générations et leur évolution, — va disparaître en quelques années, au milieu des massacres sanglants et de l'inquisition. L'occupation engage les troubadours à la véhémence. « Ces curés-là sont des tueurs », dit Guiraut Rigaut, qui a symbolisé la résistance contre l'homme du Nord, l'homme d'Eglise, le clerc. Ces curés-là méritent que je parle d'eux. Ce sont les pires ennemis de Dieu ! Je n'ai jamais vu pareille race d'authentiques salauds ! » La répression aura raison d'eux.

Les Troubadours, histoire d'un mouvement artistique extraordinaire et méconnu, éclaire une autre histoire, celle des mœurs et l'histoire tout court. L'Eglise, les pouvoirs. Discours en blanc, l'érudition n'est jamais apparente. Il a fallu traduire les poèmes occitans, retrouver les documents (beaucoup sont inédits, les miniatures aussi), restituer la musique. « C'est grâce aux Occitans qu'on a pu retrouver la musique des troubadours », dit Jean-Pierre Frévolet, grâce en particulier à l'important travail fait par le Mont Joia ou Marh... L'Association Mont Joia, qui est à Aix, a retrouvé les sonorités arabes, la joyeuseté d'une culture dont les Allemands avaient donné jusqu'à maintenant une lecture austère, proche, du chant grégorien. Leurs chants à variations infinies nous ramènent au présent (au mouvement occitan), les pastourelles « jouées », la dramatisation de certaines scènes font vivre une histoire que l'on voit d'habitude dans le brouillard empoisonné des manuscrits.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Dimanche 1^{er} janvier, TF 1, 21 h. 55.

LES LOIS DU FEUILLETON

A propos d'« Au plaisir de Dieu »

De 1906 aux années 50, un aristocrate français, issu d'une grande famille légitimiste, « qui n'a pas participé au pouvoir depuis 1830 », tente de maintenir, dans son château de province, une idéologie de classe, une manière de vivre traditionnelle et l'unité de son clan. Mais au fil du temps et des changements inéluctables de l'histoire, tout s'effrite, puis s'effondre, chez ces nobles qui avaient pour devise « Au plaisir de Dieu ».

A certains égards, Sosthène de Piessis-Vaudreuil, le patriarche, ressemble au « Guépard » sienfien dont Luciano Visconti peignit magistralement la décadence, au seuil de temps nouveaux pour l'Italie du dix-neuvième siècle. Mais Visconti plaçait sa reconstitution historique dans l'ère d'une épaulement marxiste. « Au plaisir de Dieu », feuilleton en six films d'une heure trente présenté par TF1 pour les fêtes, ne prend pas cette distance. Cela ne gêne pas un public friand de sagas familiales et qui fait à celle-ci le même succès qu'aux « Gens de Magador » (pour ne citer que cet autre feuilleton déjà réalisé par Robert Mazoyer). La critique, par contre, s'est séparée en deux camps. « Pour » à droite et « contre » à gauche.

Un homme de droite

Les aristocrates que fait revivre Mazoyer sont moins en cause que leur mémorialiste, Jean d'Ormesson, auteur du roman adapté. Pour libéral qu'il soit et se dise, l'ancien directeur du Figaro n'en est pas moins un homme de droite. Et les personnages de sa propre famille ont inspiré ceux d'« Au plaisir de Dieu ». Voilà bien de quoi provoquer, à gauche, plus que des réticences. L'œuvre d'un inconnu ou d'un simple écrivain de romans populaires n'aurait pas été accueillie de cette façon.

Et si cette querelle était vaine ! Si les lois du feuilleton étaient plus fortes que les préjugés idéologiques ! On n'a pas assez remarqué que Paul Savatier, l'adaptateur, avait adroitement transformé le roman de Jean d'Ormesson en une série de scènes et d'épisodes où c'est le temps, le rapport au monde extérieur, qui fait prendre la distance entre Sosthène et les valeurs auxquelles il se raccroche malgré tout. On n'a pas assez remarqué — faute peut-être d'avoir suivi le feuilleton comme il devait l'être — que les personnages étaient des types dotés d'une psychologie « narrative » et qu'ils incarnaient, dans

leur ensemble, le destin d'une famille traversant l'histoire de la France, à la fois prise dans les événements et dans les passions des individus. Tout feuilleton « de famille » répond à ces règles et « Banlieue Sud-Est », de Jean Herman et Gilles Grangier (d'après le roman de René Fallet) sur Antenne 2, situé en milieu populaire, obéit grosso modo à la même technique descriptive et narrative.

Chasses à courre, châteaux et salons

Le public ne se trompe pas. Il ne s'attendait pas sur les chasses à courre, les châteaux et les salons. Il y retrouve une manière de vivre qui a existé, comme les bals et les cérémonies à la cour de Versailles. Mais il s'intéresse au choc des caractères et de l'histoire. Qu'en 1906 un duc ait été antidreyfusard et ait défendu l'église de son village contre les « inventaires » sans apparente comme un salaud, ce n'est pas du tout invraisemblable. Mais l'histoire a remis les choses en place : nous le savons quand commence le feuilleton et, dès lors, nous n'avons plus qu'à suivre le déclin et la mort d'une manière d'être et d'une idéologie antérieures à la Troisième République. La lutte des classes aura raison du paternalisme d'un aristocrate qui traitait mieux ses « gens » que les bourgeois exploités, mais qui a dû leur consentir, en 1886, les congés payés voulus par la loi.

C'est cela que transmet la mise en scène de Robert Mazoyer : la chronique de l'ancien et du nouveau, ce qui s'en va et ce qui vient, ce qui veut rester immobile et ce qui se transforme. Et l'œuvre que les images de Jean Badal soient fort belles. « Au plaisir de Dieu » vu par Mazoyer, ce n'est pas seulement de la « belle image ». Un soir d'été, dans le parc tranquille, des ombres heureuses remontent vers le château, mais c'est déjà fini, le passé emporté le bonheur. La bourgeoisie d'aujourd'hui, les guerres, les crises économiques, les divisions politiques ressemblent à des « circuits parallèles » — style ciné-club — ou en ce rétrogradant dans le « ghetto » que constitue pour certains l'institut national de l'audiovisuel. Communs aux réalisateurs de la génération de Paul Seban, Jacques Krier ou Gérard Guillaume, ces thèmes se retrouvent chez un Guy Olivier, arrivé dans le métier au tout début des années 70.

Que cette cause ne nous paraisse pas bonne (n'est-ce pas, historiens, condamnée ?) n'empêche pas qu'on s'en émeut.

JACQUES SICLIER.

AUX « DOSSIERS »

D'une République l'autre

Le gaullisme a fait de la IV^e République l'incarnation du mal. Pour ceux qui n'ont connu que par ouï-dire ces douze années d'histoire de France, l'image dominante est celle de gouvernements éphémères ballottés au gré d'événements qui les dépassent, de guerres perdues par l'aveuglement de dirigeants irresponsables, de combines et de compromissions imposées par de tout-puissants groupes de pression. Pure et dure la V^e République s'est parée, par contraste, de toutes les vertus — l'autorité de l'Etat, la souveraineté de la nation, il va de soi que nul n'a jamais été complètement dupe d'un tel manichéisme. Pourtant, parce que les gaullistes ont eu habilement concentré leurs attaques sur les faiblesses patentées de la défunte République, ce schéma conserve, en dépit de tout, un fort pouvoir de persuasion.

Le principal mérite du film que Georgette Elgey et Daniel Lander ont réalisé pour les « Dossiers de l'écran » est de démentir, par le simple rappel des faits, la légende que la V^e République a forgée avec tant d'insistance. Car les travaux des historiens ont déjà fait justice de cette vision partielle du passé. Mais les documents rassemblés pour la télévision — rendez-vous diplomatiques, déclarations politiques, engagements militaires en Indochine ou en Algérie, conflits sociaux — donnent évidemment plus de relief à leurs conclusions. Ils nous montrent une nation, une société, une vie politique tout à la fois différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui et étrangement semblables, le recul du temps rendant plus sensibles les analogies.

Analogies, ces controverses sur l'Europe qui n'empêchent pas de poser les bases d'un Marché commun dont la V^e se contentait d'arrêter le développement. Analogies, ces manifestations de l'événement mondial qui modifiaient durablement l'équilibre du globe. Analogies, cette interview de M. Pinay et ces rencontres entre chefs d'Etat qui préfigurent les discours de M. Barre et les voyages de M. Giscard d'Estaing.

Même si les hommes — et encore, pas tous — ont changé, ils représentent les mêmes forces, les mêmes tendances profondes. Il n'est pas jusqu'au jeu des parties qui n'obéisse à des règles redevenues familières depuis que communistes et gaullistes, comme il y a trente ans, sont entrés en semi-dissidence. La IV^e République n'était pas si noire qu'on l'a dit, ni la V^e si blanche : l'une, à bien des égards, prolonge l'autre.

Georgette Elgey est de ceux qui entendent contribuer à cette réhabilitation posthume. « Le bilan de la IV^e République est d'autant plus positif, explique-t-elle, que le régime avait hérité, en 1946, d'un pays ruiné, à bout de souffle. Les chiffres cités, les décomptes exposés, parlent d'eux-mêmes.

Le montage proposé aux téléspectateurs, par scrupule d'objectivité peut-être, demeure cependant un peu à la surface des choses. Sans doute les films d'Harris et Sédoux (le Chagrin et la Piété, Français si vous sachiez !) nous ont-ils rendus exigeants. Le travail de Georgette Elgey est d'une parfaite honnêteté, et ne se limite pas aux péripéties politiques. Les conditions économiques et l'environnement international ne sont pas négligés, une esquisse d'analyse de mœurs est même tentée. Néanmoins, le résultat n'est pas tout à fait à la hauteur des ambitions. Les perspectives ne se dégagent pas clairement.

Surtout, il manque à cette chronique les témoignages de ceux qui, à un degré ou à un autre, ont été mêlés aux événements de cette période. Le récit en recevait une plus grande force, des accents plus personnels. Ceux qui ont vécu ces années difficiles ne sauraient en parler, il est vrai, d'une manière détachée. Mais plutôt que de réserver aux débats l'ardeur des empoignades, selon la tradition des « Dossiers de l'écran », on aimerait plus de passion dans le traitement même des images. On ne peut plus écrire aux froides reconstitutions d'époque. L'histoire à la télévision, ce devrait être un autre regard sur le monde d'hier et d'aujourd'hui.

THOMAS FERENCZI.

* Lundi 2 janvier, 21 h. 25 (première partie : 1945-1952), et mardi 3 janvier, 20 h. 35 (deuxième partie : 1953-1958), Antenne 2.

L'INQUIÉTUDE DES RÉALISATEURS

La création octroyée

(Suite de la première page.)

Q'EST-CE qu'un réalisateur ? Dans un pamphlet incendiaire, émettaient les fossoyeurs de l'O.R.T.F., Jacques Frémontier y consacrait, voici juste trois ans, tout un chapitre. « Au sommet de l'Olympe, énigmatique, hiératique, ils règnent sans partage. Ils connaissent les chiffres mystérieux qui tordent le Pouvoir : « Ce plan-là, tu me le tasses en douze-vingt », ils possèdent la suprême privilège de lancer l'ordre sacré : « Silence, on tourne. Prêts ? Moteur... » et de tigrer l'univers entier d'un seul mot sans appel : « Coupez... » Ils ont, ces quelques hommes, inventé depuis vingt-cinq ans « la plus belle télévision du monde ».

Beaucoup moins que des ingénieurs

Le producteur de Vivre aujourd'hui et de la Vie ensemble écrit cela en 1975, dans la grève consécutive à l'éclatement de l'Office, grève à laquelle s'étaient associées les réalisateurs, ceux que l'on nommait alors par dérision les « syndicalistes en Roll ». Milliardaires ? Pour l'exercice 1971-1972, notait encore Jacques Frémontier, cent cinquante réalisateurs ont travaillé moins de cent jours dans l'année, soixante-deux de cent à cent cinquante jours, cinquante-neuf de cent cinquante à deux cents jours, et cent quarante plus de deux cents jours. Toujours pour la même période, cent quarante-quatre réalisateurs ont gagné de 1 000 à 2 000 F par mois ; soixante-dix entre 2 000 et 5 000 F ; vingt-trois entre 5 000 et 7 500 F ; vingt-sept plus de 7 500 F. A l'âge égal et qualification comparable, beaucoup moins que des ingénieurs.

Remis à jour par le syndicat C.G.T. des réalisateurs (majoritaire avec cent trente-six adhérents), ces chiffres donnent aujourd'hui : de 53 000 F à 107 000 F pour six mois de travail (temps nécessaire à l'achèvement d'une « dramatique »). Les barèmes varient en fonction du casement des productions (selon leur genre) et des réalisateurs (selon leur notoriété et leur ancienneté).

Signées en juillet 1977, les conventions collectives relatives à la profession devaient lui fournir toutes les garanties. Mais les sociétés ne devaient pas tarder à trahir de plus en plus souvent avec les organismes de production privés plutôt qu'avec la Société française de production, ce qui leur permet de ne pas appliquer les normes prévues et de traiter à des coûts inférieurs de près d'un tiers à ceux de la S.F.P. Le cachet du réalisateur s'en trouve chaque fois diminué d'autant.

Productrice des Musées Imaginaires, de l'Art sur le Vif, des Inventaires et de Sylviane, la mère s'appelle — (film sur l'adoption de Bernard Bouthier, récemment couronné par la Fondation de France) (1). — Pascale Breugnot reste parmi les seuls à défendre la cause, désormais bien entamée, du documentaire de création. Elle raconte comment son travail consiste, désormais, à « aller mendier du temps de travail pour elle et son équipe de réalisateurs ».

« Un documentaire, dit-elle, dure en principe cinquante-deux minutes. Alors, on vous dit : pour cinquante-deux minutes, vous aurez droit à quatre semaines de préparation, bien qu'il soit parfois impossible de savoir au départ si le sujet pourra être traité dans cette

durée : s'il ne nécessitera pas trois mois de recherches. Les quatre semaines, on les dépasse toujours. Mais, comme on s'est déjà accroché, on prend les dépassements à sa charge. On cède forcément. Pour l'Académie, nous avions besoin d'un heure et demie. Ça a été toute une bagarre pour obtenir une rallonge. Puis il a fallu lutter pour obtenir que l'émission soit diffusée à 20 h. 30 : ça a duré cinq mois, mais on y est arrivé. Après, nous nous sommes dit : « Ça a marché, le public a aimé, le directeur de chaîne a approuvé, il va nous redemander un projet. » Mais pas du tout. A chaque fois, tout est à recommencer. Nous subissons tous les inconvénients du système libéral sans en avoir les avantages. Quand les responsables n'ont pas fait de création, rien ne sert de leur offrir les plats les plus succulents.

Entre les mailles de l'O.R.T.F.

Du temps de l'O.R.T.F., pourtant, tout n'était pas rose. Mais, estime Pierre Seban, le « béton » des faits. Certains postes de décisions étaient confiés à des gens médiocres, comme aujourd'hui. Mais d'autres l'étaient à des hommes de culture. Leur exécution produisait des œuvres aussi contradictoires que « Au théâtre ce soir » et les émissions de recherche ».

Réalisateur régulier des après-midi de TF 1 et d'émissions artistiques pour A 2, Pierre Seban, lui, est de ceux qui gagnent leur vie grâce au direct et à la vidéo. Cet ancien assistant de Jean-Christophe Averty a

appartenu, avec Ventura, Dugowson et Bouter, à l'équipe de « Tous en scène » à la grande époque des « variétés de création » (l'émission devait disparaître pour s'être moquée du Vatican un jour de Pâques). Il se souvient comme on passait, alors, entre les mailles de la censure : « A la direction, dit-il, personne avant Claude Contamine, n'avait vraiment de politique des programmes, personne ne mesurait précisément les pouvoirs du petit écran : on bluffait auprès des responsables de la rubrique, on leur faisait miroiter nos connaissances techniques. Si on osait, on obtenait.

« Aujourd'hui, la bureaucratie est moins tordue : les structures des nouvelles sociétés sont plus rapides et plus souples. Mais on perd son temps à tracter. Et qui travaille ? Les vétérans, ceux qui ont des amis dans les directions ou ceux qui ont, comme moi, une sorte de réputation de scandale. Les jeunes réalisateurs sont en général réduits à faire de la télévision de service débillement. A moins d'obtenir les petits restes d'écriture par l'image, sur FR 3. Les après-midi d'Antenne 2 ne sont même pas tournés par des réalisateurs, mais par les seuls cameramen. Les sujets limités sont si courts ! ».

Dépréciation de la profession : fermeture des « créneaux » autrefois alloués au documentaire ; mise à contribution, par des chefs de rubrique tout-puissants, de « jeunes espoirs » non qualifiés ou de vieux routiers du cinéma pour qui la télévision est un pis-aller, tout juste dignes d'un minimum d'effort et d'imagination ; disparition de la notion d'équipes de réalisateurs réunies autour d'un producteur faisant office

de « directeur de collections » et d'intermédiaires avec les directions ; regret de voir régner les lois de la rentabilité et du profit sur la service public ; volonté de ne pas se couper de l'antenne en recourant à des « circuits parallèles » — style ciné-club — ou en ce rétrogradant dans le « ghetto » que constitue pour certains l'institut national de l'audiovisuel. Communs aux réalisateurs de la génération de Paul Seban, Jacques Krier ou Gérard Guillaume, ces thèmes se retrouvent chez un Guy Olivier, arrivé dans le métier au tout début des années 70.

Le désir en chômage

Rien, pour lui, entre sa contribution à la « Saga des Français » avec Au bout de la vallée longue (c'était il y a deux ans) et l'émission sur Olivier Messiaen, en juillet dernier, avant les vingt-cinq minutes sur le tatouage pour Bande à part (diffusées lundi 9 janvier).

« Après la Saga, dit-il, on a beaucoup parlé de moi. Qu'aimiez-vous faire, me disait-on, bien fort. J'aurais préféré des offres plus discrètes et plus précises. La négation — la dé-négation — du créateur était apparue nettement dès la mise en place de la réforme : on a demandé à Armand Jammot, à Jacques Chancel, à Eliane Victor, de donner un style, une couleur, à plusieurs heures de programme quotidien. Le réalisateur, lui, appartient à un autre système : son rendement n'est guère que de six heures d'émission en deux ans. Alors, on s'est demandé si le véritable auteur n'était pas le producteur.

A quoi ça sert, en effet, un réalisateur ? A donner une expression, à laisser échapper dans ses images un désir, qui éveille le désir du spectateur. Le producteur, lui, ne le peut pas. Il travaille vite, il sélectionne le réel, il dit qu'il travaille à l'insonorité, il produit machinalement, comme dans une usine sans plaisir.

C'est donc dans ces veines que l'on essaie d'enrôler le réalisateur. S'il le veut bien, il peut faire fonctionner la machine, il peut travailler et gagner honorablement sa vie. Il n'est pas au chômage. C'est son désir qui est au chômage.

ANNE REY.

(1) Sylviane, la mère s'appelle est rediffusé sur TF1 le 10 janvier, à 20 h. 35.

Sept années de fiction

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Total des heures d'émission diffusées sur les chaînes 1 et 2.....	5 229	5 422	5 671	5 700	6 000	7 000	7 000	7 800 (environ)
Total des heures de fiction diffusées :								
Dont :								
Heures de fiction réalisées à l'O.R.T.F. ou à la S.F.P.	233	260	218	180	175	128	121 h. 20 (46 %)	
Heures de fiction réalisées dans le privé.....	180	224	188	210	50	121	138 h. 40 (60 %)	

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérante : Jacques Favard, directeur de la publication.
Jacques Savagat.

Imprimerie du « Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-12^e
1976

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5757.

RADIO-TELEVISION

VU

Album de famille

DANS sa baignoire, Jacqueline Huet, singeant une publicité Palmolive, avait chanté les Feuilles mortes en se souvenant des mœurs. — Il était une fois la télévision. — Jacqueline Joubert et Martin Even venaient, en moins d'une heure, de tourner sur Antenne 2 les pages de l'album de famille, album où figuraient de trop courts extraits — pas toujours en très bon état — d'émissions « historiques » exhumées des archives de l'Institut national de l'audio-visuel.

Les images que regardaient les habitants de Fréjus le 2 décembre 1959, au moment même de la rupture du barrage de Malpasset, les grandes inondations de Hollande, le couronnement de la reine Elizabeth, Kelly aux Jeux olympiques de Grenoble, les premiers pas sur la Lune, puis, en « flash-back », le premier journal télévisé : Pierre Sabagh, Claude Dargel, Pierre Tchernaïa rappelaient, sur le plateau, que les télé-spectateurs — trois mille, pas plus, alors, — téléphonaient pour s'ébahir : « On voit et ça bouge ! » Le Moyen Age.

La préhistoire, plutôt. Et presque le déluge quand apparurent les visages de Gilles Marguerite sur sa « Piste aux étoiles », de Daniel Sorano dans Cyrano, de Mireille Mathieu débutant au « Palmarès de la chanson », de Guy Lux juvénile et de Sheila quasiment au borcaeu.

A qui parlent encore ces restes fossilisés d'un art des plus temporaires et mal fait, justement, pour être embaumé ? Oui, dans la génération de l'après-guerre et, parmi eux, dans les familles modestes (un récepteur, à la « grande époque » des années 60, c'était encore un luxe), oui, qui, âgés de la trentaine aujourd'hui, avait servi de parer vendredi soir, sur la deuxième chaîne, la nostalgie de ces « grands ancêtres » ?

Avant de plaider courageusement contre la télévision « pauvre » d'après la réforme, Jacques Siclier était venu nous rappeler que la fin de « Janique Aimée » — la grande feuilleton de l'année 1967 — qui fut adaptée en 1970, c'est-à-dire en dernière heure, sur les vœux formels émis par les télé-spectateurs, c'était revenir aux mœurs du dix-neuvième siècle et à Eugène Sue qui, lui aussi, attendit le courrier de ses lecteurs pour poursuivre ses Mystères de Paris.

Alice Sapritch défendit, elle aussi, le bon vieux temps, celui où les critiques « taillaient et délaissaient » la carrière des comédiens. Il n'existe plus de télévision pour les critiques ni de critiques pour la télévision, a-t-elle conclu, en substance. Et si les critiques — en admettant même que cette forme de journalisme ne soit pas un peu dépassée — avaient désormais, et plus que jamais en période de chômage, quelques scrupules à exercer leur dictature ? — A. R.

Sur France-Culture

Radio-passion

A partir du lundi 2 janvier, France-Culture inaugure, avec « Nuits magnétiques », une nouvelle « tranchée » de programmes. De 22 heures 30 à 23 heures 50, Alain Veinstein mène une expérience de « radio-réité », désignée, selon lui, à un auditoire jeune, qui « cherche à humer l'air du temps ». Un air pur, en dépit de la formule, qui ne veut sacrifier ni aux modes ni à la routine. Tentative ambitieuse, puisqu'elle prend le risque d'une surprise quasi quotidienne : « Les auditeurs de cette « tranchée » nocturne, assure Alain Veinstein, sont plus disponibles que les couche-tôt, accoutumés à des émissions traditionnellement plus lourdes, comme les dramatiques, et plus régulières. Avec eux, nous pouvons tenter de combler une lacune de l'information en parlant de ce que la radio fait généralement pour de multiples raisons. Les programmes de « Nuits magnétiques » sont ouverts à ceux que l'on n'entend guère, et non pas de contrainte de grille.

D'un jour ou d'une semaine sur l'autre, on trouvera donc pile-mêle : des journaux de voyage (« New-York-Moyen Age », de Pascal Dupont, du 2 au 7 janvier ; « Mont-réal », par Jean Montabetti...), des entretiens autour d'un thème (« Les Nouveaux ethniques », « L'Art au féminin », « L'Art

corporel ») ; des « créations radiophoniques » (« Couple », de Nitzlo Falocci et Bruno Sourcil) ; des autobiographies (Român Gary, Marguerite Yourcenar) ; des redécouvertes (Riviera, Galt, Gadenauve, Bova...) ; un magazine sur les livres dont on ne parle pas (« Bruits de page ») ; des biographies (Rimbaud, Verlaine, Lou-Andréas Salomé) ; des lectures intégrales de livres, échantonnées sur la semaine (« Le Lecteur », de P. Oul-gnard) ; des dialogues avec des personnalités (Pierre Tal-Coat, André du Bouchet, Bernard Noël, Jorge-Luis Borges, Salvador Dali...).

La couleur de ces soirées polymorphes est assurée par une animation en direct, et par la recherche d'une tonalité constante, celle de la passion. « Seuls les passionnés ont quelque chose à dire, souligne Alain Veinstein, et la radio est un terrain particulièrement favorable à leur expression. C'est donc à la boussole passionnelle de chacun, et non plus aux petites habitudes horaires, que veut s'adresser l'innovation de ces « Nuits magnétiques ». Gérard-Marie Dupré, qui assurait jusqu'ici ces dernières heures du programme, assiste les néophytes qui, espère Alain Veinstein, se risqueront nombreux sur les ondes.

XAVIER DELCOURT

Sur R.T.L.

Télé-audition

« LA GRANDE PARADE », l'émission de variétés proposée par R.T.L. depuis le mois de septembre, du lundi au vendredi, de 11 heures à 13 heures, prend le relais des jeux traditionnels (« Case tréor » et « Bingo »), tombés en désuétude pendant les grandes vacances. Cette tranchée horaire si convoitée (puisque la concurrence avec les autres postes est la plus cruelle à ce moment-là et que la seconde de publicité est alors la plus chère) a mobilisé les responsables de la station. Ils ont donc cherché une formule « choc » qui relance l'audience, comme le « Non stop » de Philippe Bourard il y a quelques années. Ils ont — dans ce sens — fait appel à Michel Drucker (qui a l'expérience des samedi et des dimanche après-midi sur TF 1) pour donner un ton à l'émission. Et, dans l'ensemble, ils ont réussi à offrir chaque matin « un spectacle qui s'écoute », manière de télé-audition.

Tous les jours, Michel Drucker accueille en effet un chanteur ou une vedette dont

le rôle consiste à provoquer la détente, à faire sourire, à jouer avec les auditeurs (il y a six jeux au cours de l'émission) et à chanter six chansons. C'est une émission qui ressemble à une balade, comme se baladent sur un plateau de télévision l'invité de Danièle Gilbert dans « Midi Magazine », l'invité des Carpentiers dans un « Numéro 1 », l'invité de Michel Drucker sur TF 1. On parle de spectacle, en musique. Peu importe s'il manque l'image, puisque l'écoute avec un écran dans la tête.

Au total, ce spectacle radiophonique est assez gai, net dans sa forme, rigoureux dans son ton. De Sheila à Georges Brassens (qui a accepté de venir au mois de janvier), de Marcel Azzola à Wolinski, les invités ne se font pas prier, des invités qui, pour certains, n'avaient pas l'habitude de fréquenter les stations périphériques. Quand l'expérience du service public sert aux radios privées...

MARIE-FRANÇOISE LEVY.

CORRESPONDANCE

L'audience de Guy Thomas

Nous avons reçu de M. Guy Thomas, conseiller à la rédaction de l'Expansion et ancien présentateur du journal de 20 heures sur Antenne 2, les précisions suivantes :

À la veille de la création d'Antenne 2, en novembre et décembre 1974, à 20 h. 15, c'est-à-dire au moment où le journal est déjà suffisamment entamé pour que ceux auxquels il ne plaît pas aient changé de station, la première chaîne réunissait 33,7 % de télé-spectateurs, et la deuxième chaîne 20,2 %. En mai 1975, soit cinq mois après le démarrage d'Antenne 2, les pourcentages d'écoute, toujours à cette même heure, étaient respectivement de 29,2 % et 19,3 %. En novembre et décembre 1975, le journal de 20 h. 15 réunissait 26,3 % de télé-spectateurs et celui d'Antenne 2 (que je présentais alors depuis trois mois) 22 %, soit 9,5 millions de télé-spectateurs pour Gicquel et 7,5 millions pour Thomas. Plus que n'en a jamais eu la seconde chaîne.

En mars-avril, l'érosion habituelle du printemps, aggravée par l'institution de l'heure d'été, fait régresser l'écoute du journal de 20 heures, mais pour la saison, et s'agissant de la chaîne couleur, c'est encore un record.

Aujourd'hui, après deux révolutions de palais, dont j'ai été la victime avec Georges Leroy et quelques confrères, le journal d'Antenne 2, qui en est à son quatrième directeur en moins de trois ans, a perdu la moitié de son audience de l'automne 1975, soit près de quatre millions de ses fidèles, tandis que le journal de Roger Gicquel s'est consolidé. Peut-on, dans ces conditions, s'agissant de ma collaboration à Antenne 2 en tant que présentateur du journal de 20 heures, parler d'« expérience malheureuse » ? Aux lecteurs de répondre. J'ajouterais que ce qui me paraît malheureux et regrettable, c'est qu'en un an près de cinq millions de télé-spectateurs se sont désintéressés des journaux télévisés de 20 heures.

Écouter-voir

• **ÉVOCATION : JEAN DE LA FONTAINE.** — Mardi 3 janvier, TF 1, 21 h. 30.

L'auteur des Fables a fait venir un confesseur : il veut, avant de mourir, mettre au net sa conscience d'écrivain libéral, de courtisan facile, d'époux déplorables, de cocu pacifique. À ce « gros garçon rêveur », à ce poète « onduoyant et divers », Jean Orléux a dédié une grosse et passionnante biographie qu'il a lui-même adaptée pour la télévision. Jean de La Fontaine, cousin de Racine et fidèle ami de Fouquet, a le visage de Pierre Vernier dans cette évocation pleine de fantaisie et de charme.

• **FEUILLETON : LA FILIÈRE.** — Jeudi 5 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Au cours de la dernière guerre, un avion canadien est abattu au-dessus du territoire belge. Trois rescapés, recueillis par des cultivateurs, empruntent pour gagner l'Espagne une « filière » dans laquelle s'est introduit un espion allemand. Qui est le traître ? Bonne interprétation et réalisation honnête pour une coproduction de TF 1 avec les télévisions suisse et belge.

• **LÉGENDAIRES : LE MORFONDADI.** — Jeudi 5 janvier, A 2, 22 heures.

Un vrai reportage sur une croyance ancestrale toujours vivace dans le Limousin : le Morfondadi, procédé des guérisseurs, garde son pouvoir sur les rhumes et maux de dents. Pour cette première émission d'une nouvelle série, l'équipe de « Questions sans visage », Pierre Dumayet, Philippe Alfonsi, Patrick Pesnot, a confié la réalisation à Marcel Teulade.

• **SÉRIE DOCUMENTAIRE : LA QUALITÉ DE L'AVENIR.** — À partir du vendredi 6 janvier, FR 3, 20 h. 30.

En guise d'introduction à la série des douze émissions, consacrées par FR 3 à ce que l'on peut appeler au sens large l'écologie du futur, Manuel Leguy et Francis Wullaume dressent une sorte de bilan du passé. Des cinq milliards d'espèces animales qui se sont succédées sur la Terre, il n'en existe plus que trois ou quatre millions. Et depuis quelques dizaines d'années la disparition de certaines s'accroît à cause des hommes. Le professeur Jean Dorst, directeur du Muséum d'histoire naturelle, Peter Scott, le vice-président du World Wildlife Fund, et Desmond Morris, auteur du Singe nu et du Zoo humain, disent en spécialistes les conséquences des destructions des équilibres naturels. Ces constats pessimistes sont accompagnés d'images magnifiques réalisées par Daniel Mossman. Ce bestiaire fantastique a pu être constitué grâce aux documents fournis par de nombreux pays étrangers.

• **SAMÉDIS DE L'HISTOIRE : LAZARE CARNOT OU LE GLAIVE DE LA RÉVOLUTION.** — Samedi 7 janvier, FR 3, 20 h. 30.

M. Michel Debré, ancien premier ministre, a choisi pour ce nouveau « Samedi de l'histoire », celui qui est resté pour la postérité le « Grand Carnot ». Lazare Carnot est souvent négligé dans les évocations de la période révolutionnaire. Il n'a pourtant cessé de défendre les principes fondamentaux de la République. Après avoir organisé la

levée en masse et protégé le territoire français de l'invasion en 1793, Lazare Carnot, un an plus tard, sera le président de la Convention. Il fera partie également du Comité de salut public où, contre tous, il tentera de limiter les excès de la Terreur. Entré au Directoire, Lazare Carnot, qui distinguait et protégeait Bonaparte, ne mesura peut-être pas l'ambition des généraux vainqueurs qu'il plaça à la tête des armées françaises.

Après un premier exil, Carnot revient, on le charge à nouveau du ministère de la guerre. L'époque est trouble et les convictions s'émoussent. Carnot sera le seul à voter contre l'Empire. Il se retire alors et ne reparaitra qu'en 1814 pour défendre la France menacée, jusqu'à la fin du règne, jusqu'à Waterloo, quand personne n'y croit plus « Je vous ai mal connu, je vous ai méconnu », lui dira Napoléon. Proscrit en 1816, Lazare Carnot finit ses jours en exil à Magdebourg.

L'émission, réalisée par Jean-François Delassus, reconstitue les troubles et les intrigues de la période post-révolutionnaire, la « comédie du pouvoir » d'abord, des pouvoirs successifs. M. Michel Debré tire ses conclusions. Son admiration pour ce destin inachevé fait l'intérêt de cette biographie d'un des premiers grands serviteurs de l'État, au sens contemporain du terme. Défenseur du progrès, Lazare Carnot fut l'homme des fidélités successives, non par opportunisme, mais par loyauté. Ce stratège avait une « idée » de la France, ce politicien avait une conception de l'État. Sa souplesse à lui, qui n'était pas dictée seulement par le goût du pouvoir, dérangea les ambitieux. La longue carrière de ce modéré est, selon M. Debré, une leçon d'intégrité politique. Le chemin est intéressant et le personnage séduisant. Il est ici interprété par Alain Motte.

Les films de la semaine

• **LE CORNIAUD**, de Gérard Oury. — Samedi 31 décembre, A 2, 21 h. 35.

Le corniaud, c'est Bourvil. Le malin — du moins, le croit-il — c'est Louis de Funès. Réunion explosive de deux acteurs comiques dans un film au scénario pas tellement original, mais qui se distingue par le soin apporté aux gags, aux dialogues, aux images (éclairées par Henri Decae) et à la mise en scène. Gérard Oury avait, en somme, inventé la comédie populaire de luxe.

• **UN DIMANCHE À NEW-YORK**, de Peter Tewksbury. — Samedi 31 décembre, FR 3, 0 h. 10.

Seul intérêt de cette pièce filmée (écrite par Norman Krasna) : l'étrange est une vierge de Boston, qui veut choisir l'Idu de son cœur, tout en préservant sa vertu. Jané Fonda n'avait pas encore abordé aux rivages du féminisme militant. Son interprétation donne du sel à cette manière de vaudeville américain.

• **ALEXANDRE LE BIEN-HEUREUX**, d'Yves Robert. — Dimanche 1^{er} janvier, A 2, 16 h.

On l'éloge de la paresse, qui procure à l'homme sa vraie liberté. Ce n'est pas, chez Yves Robert, un système philosophique, mais l'expression d'une joie de vivre qui ne prend qu'un divertissement. Un monde paysan cocasse — on le dirait sorti d'un conte de Marcel Aymé, s'agitait autour de Philippe Noiret, le bienheureux interprète d'une fable donnant à rêver.

• **LE MASSACRE DE FORT-APACHE**, de John Ford. — Dimanche 1^{er} janvier, TF 1, 17 h. 40.

Premier film d'une trilogie sur la cavalerie américaine, qui comprend aussi *La Charge héroïque* et *Rio Grande*. Ford n'a pas son pareil pour reconstituer la vie de garnison en Arizona, à l'époque des guerres indiennes. Et lui, il prend parti contre la légende de gloire du général Custer, en montrant comment une fante militaire peut être transformée en action d'éclat.

• **DIS-MOI QUE TU M'AIMES**, de Michel Boisrond. — Dimanche 1^{er} janvier, TF 1, 20 h. 30.

Revoilà de telles femmes soumises contre trois maris philocrates. Cela ne dure pas, le cinéma boulevardier s'accommodant mieux de la misogynie souriante que des revendications féministes. Mais Annette Wademant et Michel Boisrond savent figurer des fac-similés de l'éternelle comédie américaine.

• **THE BOY FRIEND**, de Ken Russell. — Dimanche 1^{er} janvier, FR 3, 23 h. 20.

Comment transformer une revue banale en comédie musicale à la manière de Busby Berkeley. Le style ultra sophistiqué de Ken Russell, esthète trop vante des années 60, a fait pâlir les snobs. Il n'y a rien là qu'un film à la mode rétro, qui lance de la poudre aux yeux. Berkeley, c'était tellement plus poétique, plus fon, plus inventif.

• **LES ZOZOS**, de Pascal Thomas. — Lundi 2 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Ils étaient lycéens en 1960 : ils habitaient la province. Tournant le dos au cinéma « parisien », Pascal Thomas — ce fut son premier long métrage — en a fait les personnages de cette chronique au naturel très élaborée, mais qui est d'une bien autre justesse de ton que *A nous les petites Anglaises*.

• **JOHNNY GUITARE**, de Nicholas Ray. — Mardi 3 janvier, FR 3, 20 h. 30.

• **BREVES VACANCES**, de Vittorio de Sica. — Mercredi 4 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Entre le Temps des amants et le Voyage, mélodrames sentimentaux aux images bien figées, Vittorio de Sica réalise ce film — inédit en France — qui raconte sur un scénario de Zavattini, la vie d'une Calabraise, devenue ouvrière à Milan et envoyée dans un sanatorium. Souverains, sans doute du néo-réalisme et des films sociaux d'autrefois.

• **L'HOMME D'HAUTES PLAINES**, de Clint Eastwood. — Mercredi 5 janvier, FR 3, 20 h. 30.

La megalomanie de la star fabriquée par Sergio Leone éclate dans ce western américain, tourné à la manière italienne. Non content de se donner le beau rôle, Clint Eastwood se fait mettre en scène sur toutes les coutures par Clint Eastwood. Soyons justes : il y a un bel incendie à la fin.

• **JE VOUS AI TOUJOURS AIMÉ**, de Franz Borzage. — Vendredi 6 janvier, A 2, 22 h. 50.

La vie passionnée d'une pianiste amoureuse et aimée

d'un maestro jaloux de son talent. Borzage a traité cela tout en délicatesse et en sentiments lyriques. Régul musical aussi. C'est, en réalité, Arthur Rubinstein qui joue du piano.

• **LES DIABLES DE GUALCANAL**, de Nicholas Ray. — Dimanche 8 janvier, TF 1, 17 h. 45.

Le chef militaire intraitable, dur envers ses hommes et lui-même, tyrann pour la bonne cause, a longtemps fait partie de la panoplie hollywoodienne. Ici, on exalte un commandant d'escadron pendant la guerre contre les Japonais. John Wayne porte le mythe à bout de bras. Nicholas Ray, exécutant une commande, n'a pris aucune distance envers le sujet.

• **BONS BAISERS**, A LUNDI, de Michel Audiard. — Dimanche 8 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Truands minables cherchant à dépouiller un richard du « show-business » et ses amis. Audiard fait l'éloge de la mythomanie et Jean Carmet est un très grand acteur comique et poétique. A part cela, le scénario est bâclé et deux ou trois idées de mise en scène se perdent sous l'avalanche des mots d'auteur.

• **HUIT ET DEMI**, de Federico Fellini. — Dimanche 8 janvier, FR 3, 22 h. 40.

Un cinéaste en proie à ses fantasmes. Fellini plonge dans l'univers intérieur et en ramène des images folles, troublantes, hantées, tandis que Marcello Mastroianni assume ses visions. C'est le film, génial, à partir duquel tout bascule, la porte d'un cinéma entièrement subjectif s'ouvrant sur Juliette des esprits, le *Saturnoon*, Roma, Amarcord et Casanova.

• **BARBARELLA**, de Roger Vadim. — Lundi 9 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Les aventures d'une héroïne de bandes dessinées (inventée par Jean-Claude Forest dans les années 60) sur une planète d'un lointain futur. Roger Vadim put sacrifier à son goût du décoratif (il y a, de ce point de vue, des choses étonnantes, jusque dans les artifices de la mise en scène) et mettre en valeur les traits érotiques de Jane Fonda.

• **LA POUDRE D'ESCAMETTE**, de Philippe de Broca. — Lundi 9 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Marlene Jobert, Michel Piccoli et Michel York, ou trois dans une jeep au milieu du désert de Libye en 1942. Joyeuse et spirituelle démythification d'un taxi pour Tobrouk. Film de guerre viril. L'action pétarade. Quelques moments d'émotion et de tendresse portent la comédie beaucoup plus loin.

Petites ondes

Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER (informations toutes les heures) : 7 h. J. Pagan ; 9 h. Magazine de P. Bouletier ; 10 h. Chansons à histoires ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. 15. L'Apocalypse est pour demain : Jean Yvane ; 12 h. 30. Inter-midi (reprise magazine à 13 h.) ; 12 h. 45. Le jeu des mille francs ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'oreille en coin) ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Salimbanques ; 19 h. Journal ; 20 h. Marche ou réve ; 22 h. Le Pop-Club.

Samedi : 9 h. F. de Cloes ; 10 h. J.-F. Kahn ; 11 h. Spectacle inter ; 20 h. Tribune de l'histoire ; 21 h. 15. La musique est à vous ; 22 h. Le théâtre de la nuit ; 23 h. 5. Au rythme du monde.

Dimanche : 9 h. 30. L'oreille en coin ; 12 h. J. Pagan ; 20 h. Le masque et la plume ; 21 h. 15. La musique est à vous ; 22 h. Histoire d'opérettes ; 23 h. Jam parade.

FRANCE - CULTURE, FRANCE - MUSIQUE : Informations : 7 h. (cult. et mus.) ; 7 h. 30 (cult. et mus.) ; 11 h. (cult.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 14 h. 45 (cult.) ; 15 h. 30 (cult.) ; 17 h. 30 (cult.) ; 18 h. (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 0 h. (mus.).

EUROPE 1 (informations toutes les heures) : 5 h. J.-P. Allain ; 6 h. 40. Jeux : Faites vos prix ; 9 h. Journal de C. Collange ; 9 h. 10. Denise Fabre ; 10 h. 30. Pile ou face ; 11 h. 30. Cash ; 13 h. Journal d'André Arnaud ; 15 h. 30. Les Aventuriers ; 14 h. Histoire d'un jour ; 15 h. 30. Vitrine ; 17 h. Basket ; 18 h. 30. Journal ; 19 h. 15. Music Story ; 19 h. Europe-Soir ; 19 h. 30. Disco ; 20 h. 21 h. J.-M. Desjeunes ; 22 h. 30. Europe-Panorama ; 22 h. 45. Drugstore ; 0 h. G. Saint-Bris.

R.T.L. : 5 h. 30. Maurice Faviers (informations) ; 7 h. 8 h. et 8 h. 30. avec J.-M. Cavada ; 9 h. 45. A.M. Peysson ; 11 h. La grande parade ; 13 h. A. Baloud ; 15 h. 15. Les amours célèbres ; 14 h. et 15 h. Marie Grégoire ; 14 h. 30. Duque d'or ; 16 h. 30. Appelez, on est là ; 16 h. 30. Les grosses rires ; 18 h. Journal de J. Paoli ; 18 h. 30. Hit Parade ; 20 h. 30. Les roulers sont sympas.

Radioscopies

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit Jean-Pierre Chevènement (lundi), Zizi Jeanmaire (mardi), le docteur Pierre Roumajon (mercredi), Raymond Bourgeois (jeudi), Emmanuel Robès (jeudi).

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE (le dimanche). 7 h. 15. Horizon ; 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30. Service religieux de la Fédération protestante de France ; 9 h. 10. Ecoule Israël ; 9 h. 40. Le Grand Orient de France (le 1^{er} et 10 h. Météo).

هكذا من الأصل

RADIO-TELEVISION

Samedi 31 décembre

CHAÎNE I : TF 1

19 h. 43. La poésie que j'aime ; 19 h. 45. Les Minichroniques.

La NEUVIÈME et toutes les Symphonies de Beethoven par KARAJAN sur disques et musicassettes DEUTSCHE GRAMMOPHON

20 h. Les vœux du président de la République ; 20 h. 30. Variétés : Show Henry Salvador ; 21 h. 40. En direct du Palais des sports de Paris : Grand Ballet soviétique sur glace de Léningrad ; 22 h. 30. Revue de fin d'année : Spécialement pas sérieux par J. Bertho, J. Amadou ; 23 h. 15. Variétés : Bonne soirée ;

0 h. 15. Variétés, sketches et histoires drôles : Smoking et carré blanc, avec G. Castie, A. Feydeau, M. Dax, etc.

CHAÎNE II : A 2

17 h. 10. Des animaux et des hommes ; 18 h. 30. Concours : La course autour du monde ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Le petit théâtre ; 20 h. Les vœux du président de la République ; 20 h. 30. Série historique : Les Borgias ou Le sang doré, scénario F. Sagan, réalisation A. Benaut, avec J.-C. Bouillon, J. Guimard, M. Kerwin ; 21 h. 50. FILM : LE CORNIAUD, de G. Oury (1964), avec Bourvil, L. de Funès, V. Vénantini, B. Loucar, A. Schall, J. Eyser, H. Virgileux. Un homme d'affaires roublard et quinquagénaire qui se consacre, de Naples à Bordeaux, par un Noël représentant de commerce, une Cadillac bonifiée d'héroïne et de diamants.

23 h. 35. Veillée : On s'est mis sur votre 31, par P. Lafont, G. Kaplan et I. Châtel ; 0 h. M. Marcel Jullian présente ses vœux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Samedi entre nous ; 20 h. Les vœux du président de la République ; 20 h. 10. Les jeux de Noël ; 20 h. 45. Feuilleton : Le loup blanc ; 21 h. 45. Opérette : La princesse Cécilie, de A. Kaiman, avec le Symphonie Orchestre Kurt Graumke dirigé par Bert Grundt et Anna Moffo, René Kollo, Dagmar Koller, Réal Miklos Sainstar ; 23 h. 21. Court métrage : Shaleen ou le faucon noir, de E. Dorschmiz ; 0 h. 10. FILM : UN DIMANCHE A NEW-YORK, de P. Tewksbury (1963), avec J. Ponda, R. Taylor, C. Robertson, R. Culp, J. Morrow, J. Backus.

Une vraie jeune fille de Boston qui a rompu avec son fiancé, arrive chez son père, un dimanche à New-York. Elle rencontre un séducteur par son suite de quinquante.

FRANCE-CULTURE

20 h. Les derniers jours heureux. Feuilleton : « Perdus dans la mer de Weddell », contes, documentaires, et : « Comment habiter la Terre ? ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5. Jour « J » de la musique ; 20 h. 30. Concert : « Les Chauve-Souris » (J. Strauss), avec J. Varsady, L. Popp, H. Frey, L. Schmitt, R. Kollo et l'Orchestre Philharmonique de Vienne, dir. G. Kleiber ; 22 h. 30. France-Musique la nuit : Programme interrompu, avec de nombreuses participations de musiciens et de formations (Orchestre franco-allemand, Giannini Consort, Trio Fontana, Grand Orchestre du Splendid, Ensembles Guillaume de Machaut, Kol Aviv et 2e 3e, les Quatuors Parham et Via Nova, le Trio Pasquier).

Dimanche 1^{er} janvier

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15. Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 15. Eurovision : Concert du nouvel an à Vienne, par l'Orchestre philharmonique et le ballet de l'Opéra national de Vienne, dir. W. Boskovich (Schubert, J. Strauss, etc.) ; 13 h. 45. C'est pas sérieux ; 14 h. 30. Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30. Des musiciens porte-bouleur ; 15 h. 55. Documentaire : Vincent Scotto, prod. A. Tavorian ; 17 h. 13. L'enfance de l'art ; 17 h. 40. FILM (cycle John Wayne) : LE MASSACRE DE FORT-APACHE, de J. Ford (1947), avec J. Wayne, H. Fonda, Sh. Temple, J. Agar, W. Bond, G. O'Brien (N. rediffusion).

20 h. 30. Un officier américain commandant un fort de l'Arizona, entreprend, parce qu'il a besoin de gloire, une désastreuse expédition contre les Apaches.

19 h. 25. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : DIS-MOI QUE TU M'AIMES, de M. Boisrond (1974), avec M. Darc, D. Cecaldi, M.-J. Nat, J.-P. Marielle, G. Fontanel, J.-P. Darras.

Trois femmes quittent leurs maris pour des raisons diverses. Celles-ci cherchent à reprendre leurs épouses.

21 h. 55. Evocation : Les troubadours, de J. Roubaud et J.-P. Prévost.

CHAÎNE II : A 2

11 h. 15. Concert : Symphonie n° 4 de Tchaïkovski, par la Philharmonique de Berlin, dir. Karajan ; 12 h. Le cirque du monde ; 13 h. 30. Spectacle musical avec des enfants : La musique c'est comme la mer, avec I. Ghis ; 14 h. 10. Images des Jeux olympiques de Montréal ; 16 h. FILM : ALEXANDRE LE BIENHEUREUX, d'Y. Robert (1967), avec Ph. Noiret, F. Brion, M. Jobert, P. Le Person, J. Carmet, F. Cheloz ; 17 h. 30. Ballet : Giselle, par la troupe de l'Opéra de Paris ; 19 h. 30. Les Muppets ; 20 h. 30. Gala de l'Union des artistes ; 22 h. 14. Opéra sauvage : La Grèce, par F. Rossif ; 23 h. Hommage au dessinateur Folon ; 0 h. 25. Des compagnons pour vos songes, de F. Rossif.

Après la mort de son femme, qui l'obligeait sans cesse à travailler, un fermier se livre à une course de la vie à la mort, se livrant à sa vie entre le sommeil, la pêche à la ligne, le billard et les courses dans la nature.

17 h. 30. Ballet : Giselle, par la troupe de l'Opéra de Paris ; 19 h. 30. Les Muppets ; 20 h. 30. Gala de l'Union des artistes ; 22 h. 14. Opéra sauvage : La Grèce, par F. Rossif ; 23 h. Hommage au dessinateur Folon ; 0 h. 25. Des compagnons pour vos songes, de F. Rossif.

CHAÎNE III : FR 3

10 h. Emission destinée aux travailleurs immigrés : Spécial mosaïque ; 10 h. 30. Mosaïque ;

que ; 16 h. 30. Reprise de l'émission du 30 décembre : Mexique magique ; 17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. Hexagonal ; 20 h. Les jeux de Noël ;

20 h. 30. Feuilleton : Le loup blanc ; 21 h. 30. Retransmission chorégraphique : Casse-Noisette, par les ballets Roland Petit, musique de Tchaïkovski, réal. D. Sanders ;

23 h. 30. FILM : THE BOY FRIEND, de K. Russell (1971), avec J. Tinsley, Ch. Cable, B. Windsor, M. Fraser, B. Pringle, M. Adrian, C. Wilmer (rediffusion).

Dans une troupe de revues minable, une jeune femme inexpérimentée remplace la vedette démissionnaire. Un metteur en scène hollywoodien assiste au spectacle et imagine ce qu'il pourrait en faire au cinéma.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Christian Guez-Ricard (et à 14 h. et 20 h.) ; 7 h. 7. La fenêtre ouverte ; 7 h. 13. Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; 8 h. 10. Concert baroque et classique : « Symphonie concertante pour violon et alto en ré mineur » (Stamitz), « Symphonie concertante pour violon, violoncelle, hautbois et basse en ré mineur » (Haydn) ; 9 h. 10. Concert : « Les quatre dernières » (Mozart) ; 9 h. 15. France-Musique la nuit ; 10 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h. 5. Des musiciens ; 10 h. 5. Des musiciens ; 11 h. 5. Des musiciens ; 12 h. 5. Des musiciens ; 13 h. 5. Des musiciens ; 14 h. 5. Des musiciens ; 15 h. 5. Des musiciens ; 16 h. 5. Des musiciens ; 17 h. 5. Des musiciens ; 18 h. 5. Des musiciens ; 19 h. 5. Des musiciens ; 20 h. 5. Des musiciens ; 21 h. 5. Des musiciens ; 22 h. 5. Des musiciens ; 23 h. 5. Des musiciens ; 0 h. 5. Des musiciens ; 1 h. 5. Des musiciens ; 2 h. 5. Des musiciens ; 3 h. 5. Des musiciens ; 4 h. 5. Des musiciens ; 5 h. 5. Des musiciens ; 6 h. 5. Des musiciens ; 7 h. 5. Des musiciens ; 8 h. 5. Des musiciens ; 9 h

RADIO-TELEVISION

Jeudi 5 janvier

CHAÎNE I : TF 1

12 h. L'Évangile en papier ; 12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Émissions régionales ; 13 h. 50. Objectif santé ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Animaux ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. Feuilleton : La filière, de G. Perrault et J. Cosmo, réal. G.-A. Franc, avec Cl. Brosset, J. Balutin, A. Laurence, D. Briand. Livre nos « Écouter-voir » ; 21 h. 22. Magazine d'actualité (le Forum de l'expansion) ; 21 h. 40. Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

10 h. Visite en France du président Carter ; 13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Des lauriers pour Lila ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 15 h. 5. Série : Manix ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Présence socialiste ; 20 h. Les Jeux.

leton : Des lauriers pour Lila ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 15 h. 5. Série : Manix ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Présence socialiste ; 20 h. Les Jeux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Présence socialiste ; 20 h. Les Jeux.

Vendredi 6 janvier

CHAÎNE I : TF 1

12 h. L'Évangile en papier ; 12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Émission régionale ; 13 h. 50. Objectif santé ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Animaux ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. Au théâtre ce soir : Nuit folle, de P. Gerbert, avec A. Alane, M. Dudicourt, J.-P. Lucet, J. Ardouin. Livre nos « Écouter-voir » ; 21 h. 22. Magazine d'actualité (le Forum de l'expansion) ; 21 h. 40. Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

11 h. 55. Ski, en direct de Pfronten ; 12 h. 15. Descente dames ; 13 h. 50. Feuilleton : Des lauriers pour Lila ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 15 h. 5. Série : Les brigades du Tigre ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 18 h. 25. Dorothea et ses amis ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 10. Jeu.

20 h. 30. Série : Les folles Offenbach (la Grande Duchesse), réal. M. Boiron ; 21 h. 35. Littéraire : Apostrophes, de B. Pivrot.

Vivre en Chine avec MM. E. Manach (M. Manach d'extrême-droite) ; A. Boua (la Restauration ou les nouveaux dirigeants chinois) ; le docteur J. Veldman (le Vietnam, vie sociale, Chine communiste) ; M. et Mme Ol et J. Brogelle (deuxième retour de Chine) ; Mme M. Les pour le Hère Flampe et libellés.

22 h. 50. FILM (Cine-club) : JE VOUS AI TOUJOURS AIMÉ, de F. Borzage (1948), avec Ph. Dorn, C. McLeod, W. Carter, M. Ouspenskaya, F. Bressart (vo. sous-titrée N.).

Un grand pianiste tombe amoureux de son élève, mais doit quitter le monde de la musique. Elle le quitte pour épouser un ami d'enfance.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : La FEN (Fédération de l'éducation nationale) ; 20 h. Les Jeux.

Samedi 7 janvier

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Émission régionale ; 12 h. 30. Cuisine légère ; 12 h. 45. Jeune pratique ; 13 h. 35. Le monde de l'accordéon ; 13 h. 50. La France défigurée ; 14 h. 10. Restez donc avec nous ; 18 h. 5. Trente millions d'amis ; 18 h. 40. Magazine auto-moto ; 19 h. 13. Le ski de fond ; 19 h. 15. Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Claudia Cardinale) ; 21 h. 30. Feuilleton karaté : La légende des chevaliers aux 108 étoiles ; 22 h. 22. Magazine téléfoot.

CHAÎNE II : A 2

11 h. 45. Journal des sourds et des malentendants ; 12 h. 30. Magazine : Samedi et dimanche ; 13 h. 30. Actualité du disque ; 14 h. 15. Les jeux du stade ; 17 h. 10. Des animaux et des hommes ; 18 h. La course autour du monde ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu.

mes ; 18 h. La course autour du monde ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu.

20 h. 35. Série historique : Les Borgias ou le sang des papes ; 20 h. 40. La France défigurée ; 21 h. 42. Polémique : Le dessus du panier, de Ph. Bouvard ; 22 h. 37. Jazz : Grand parade du jazz 1977, de J.-Ch. Averty.

22 h. 50. FILM (Cine-club) : JE VOUS AI TOUJOURS AIMÉ, de F. Borzage (1948), avec Ph. Dorn, C. McLeod, W. Carter, M. Ouspenskaya, F. Bressart (vo. sous-titrée N.).

Un grand pianiste tombe amoureux de son élève, mais doit quitter le monde de la musique. Elle le quitte pour épouser un ami d'enfance.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : La FEN (Fédération de l'éducation nationale) ; 20 h. Les Jeux.

Dimanche 8 janvier

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 12. Judaïca ; 9 h. 15. Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 15. La séquence du spectacle ; 12 h. 30. Bon appétit ; 13 h. 20. C'est pas sérieux ; 14 h. 10. Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30. Série : Gotti le diable ; 16 h. 10. Tiroir ; 16 h. 5. Vive le cirque ; 16 h. 15. FILM (Cine-club) : LES DIABLES DE GUADALCANAL, de N. Ray (1951), avec J. Wayne, R. Ryan, D. Taylor, W. Harrigan, J. Carter. (Rediffusion).

17 h. 45. FILM (Cine-club) : LES DIABLES DE GUADALCANAL, de N. Ray (1951), avec J. Wayne, R. Ryan, D. Taylor, W. Harrigan, J. Carter. (Rediffusion).

19 h. 25. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : BONS BAISERS, A. LUNDI, de M. Audard (1974), avec J. Carmet, B. Blier, M. Bouquet, J. Canselier, M. Pacôme, E. Buyle, B. Mars.

Trois gangsters minables s'introduisent, un vendredi soir, chez un imprésario parisien pour un rendez-vous. Rien ne se passe comme de l'habitude.

22 h. Dramatique : Les Fenêtres, de J. Labrousse.

Le quartier de Saint-Louis, à Amiens. Sorte de bidonville filmé par Jeanne Labrousse qui

réalisait, avec Gérard Guillaume, la Guerre des Démolisseurs. Cette émission, déprogrammée le 7 décembre 1977, fut l'objet d'une émission sur le terrain. Voir le Monde daté 4-5 décembre.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 15. Bon dimanche ; 12 h. 30. Blues jeans ; 12 h. 45. Le grand album ; 14 h. 30. Ces messieurs nous disent ; 15 h. 35. Dessin animé ; 15 h. 50. Série : Drôle de drame ; 16 h. 45. Pom pom pom... ; 18 h. 50. École des fans ; 17 h. 30. Muppets show ; 18 h. 12. Premier acte ; 18 h. 53. Au revoir ; 19 h. 10. Stade 2 ; 20 h. 30. Musique and music ; 21 h. 40. L'opéra sauvage : L'Inde, de Fr. Rossif.

CHAÎNE III : FR 3

10 h. Émission destinée aux travailleurs immigrés ; 10 h. 30. Mosaïque ; 18 h. 25. Les grandes fleuves, reflets de l'histoire : la Vistule (reprise de l'émission du 6 janvier) ; 17 h. 20. Plein Air (le ski de fond : une classe de mer) ; 17 h. 30. Cheval, mon ami ; 18 h. 20. Espaces musicaux de J.-M. Damian ; 18 h. 20. Spécial DOM-TOM ; 19 h. 35. Feuilleton : L'odyssée de Scott Hunter.

Lundi 9 janvier

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Émissions régionales ; 13 h. 50. Restez donc avec nous ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Animaux ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. FILM (L'avenir du futur) : BARBARILLA, de R. Vadim (1967), avec J. Fonda, J.-Ph. Luv, M. Marceau, A. Pallenberg, U. Tognazzi, D. Hemmings.

En 1967, une astronaute venue de la Terre échoue sur une planète où elle connaît de multiples aventures à la recherche d'un amoureux secret.

Vers 22 h. Pour le cinéma.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton régional : Pas de lauriers pour Lila ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 15 h. 10. Série : Mannix ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Mouvement démocrate socialiste de France ; 20 h. Les Jeux.

20 h. 30. FILM (Cine-club) : LA POUDRE D'ESCAMPELLE, de Ph. de Broca (1971), avec M. Jobert, M. Piccoli, M. York, L. Vella, D. Pérégo, Amidou, H. Verrier.

En 1942, les Jeux du hasard s'ouvrent dans une ferveur fièvre et travers le défilé de Lila.

22 h. 45. Bande à part : Le cri des corps et l'homme illustré, de C. Olivier.

A propos de tatouages.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Mouvement démocrate socialiste de France ; 20 h. Les Jeux.

20 h. 30. FILM (Cine-club) : LA POUDRE D'ESCAMPELLE, de Ph. de Broca (1971), avec M. Jobert, M. Piccoli, M. York, L. Vella, D. Pérégo, Amidou, H. Verrier.

En 1942, les Jeux du hasard s'ouvrent dans une ferveur fièvre et travers le défilé de Lila.

22 h. 45. Bande à part : Le cri des corps et l'homme illustré, de C. Olivier.

A propos de tatouages.

22 h. 45. Bande à part : Le cri des corps et l'homme illustré, de C. Olivier.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

A propos de tatouages.

de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois tueurs qui sont sortis de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer : portrait d'une ville : Avignon).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 35 et 23 h. 50) ; 8 h. Les chemins de la connaissance : Carl Gustav Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32, L'espace et le temps à la mesure animale ; 8 h. 50. Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7. La matinée de la littérature ; 11 h. 2. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des œuvres de France ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Le Spectre du gris », de Nicole Ward-Journe ; 14 h. 15. Les après-midi de France-Culture : Le vit du sujet : Berlin par F. Malet ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Mystérieux Docteur Corneille », de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; « Sous le soleil de Satan » et

« Histoire de Mouchette », adapt. M. Manoll, avec H. Folmer, G. Franc, V. Billietoux, réal. G. Godebert ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. Chansons : Grèce ; 13 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. Divertimento ; Suppé ; Bonneau ; Goischaik ; 14 h. 30. Prélude ; 15 h. 32. Musique française : « Ballets » ; L. Aubert, P. Baquenez, M. Constant ; 17 h. 15. Postlude ; 18 h. 2. Musiques magiques ; 19 h. 45. Un petit train de plaisir ; 20 h. 30. Musique de chambre : L'Ensemble Pupitre 14, dir. E. Rosenfeld ; « Quintette en mi bémol majeur pour vents et piano » (Mozart) ; « Variations pour contrebasse » (Botticelli) ; « Intérior pour percussions et guitare » (X. Benguerel) ; « Sonata pour flûte, alto et harpe » (Debussy) ; « Pièces pour violoncelle et piano » (Webern) ; « Sextuor pour cordes, piano et clarinette » (Webern) ; « Tansuani » ; 22 h. 30. France-Musique la nuit ; 23 h. Actualité de la musique traditionnelle.

20 h. 30. La qualité de l'avenir, d'E. Leguy et F. Williams ; 21 h. 30. Présentation d'une série d'émissions dont les thèmes seront la protection de la nature ; la conquête sociale et cadre de vie ; la recherche des sources naturelles pour le XXI^e siècle ; la croissance économique et l'écologie ; 22 h. 30. Les grands fleuves, reflets de l'histoire : la Vistule.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 35 et 23 h. 50) ; 8 h. Les chemins de la connaissance : Carl Gustav Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32, L'espace et le temps à la mesure animale ; 8 h. 50. Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Musique extra-européenne ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Mariages », de Charles Filsinger ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : Les Français s'interrogent ; 16 h. 15. Les pouvoirs de la musique ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Mystérieux Docteur Corneille », de G. Lerouge ; 19 h. 25. Les grandes avenues de la science moderne ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; « Sous le soleil de Satan » et

20 h. 30. La qualité de l'avenir, d'E. Leguy et F. Williams ; 21 h. 30. Présentation d'une série d'émissions dont les thèmes seront la protection de la nature ; la conquête sociale et cadre de vie ; la recherche des sources naturelles pour le XXI^e siècle ; la croissance économique et l'écologie ; 22 h. 30. Les grands fleuves, reflets de l'histoire : la Vistule.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. Sortilège du flamenco ; 13 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. Divertimento ; Brahms ; Strauss ; 14 h. 30. Prélude ; 15 h. 32. Musiques d'ailleurs : « Polka » ; Anonyme du seizième siècle et du dix-septième siècle, J. Golabek, M.A. Szymonovska, K. Szymonovska, E. Sekocki ; 17 h. 15. Postlude ; 18 h. 2. Musiques magiques ; 19 h. 45. Un petit train de plaisir ; 20 h. 30. Cycle d'échanges franco-allemands aux Châteaux d'Orange 1977 : Orchestre national de France et Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, Nouveau Chœur philharmonique de Londres, Chœurs des Städtischen et Ensemble de Düsseldorf, avec M. Napier, N. Denbe, M. Forrester, dir. V. Weimann ; « Huitième Symphonie » (Mahler) ; 22 h. 15. France-Musique la nuit ; 23 h. Extractions ; 0 h. 5. France-Musique la nuit.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 35 et 23 h. 50) ; 8 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : Regards sur la science, par M. Roux ; à 8 h. 32, « 17. 2000, comprenez aujourd'hui pour vivre demain », par J. Yanowski ; « Quelle Europe ? » ; 9 h. 7. Le monde contemporain ; 10 h. 45. Drame, par G.-J. Salvat ; 11 h. 2. Fête de Noël orthodoxe ; 12 h. 5. Le pont des arts ; 13 h. 45. Les après-midi de France-Culture : Vois au-dessus de l'océan, fête musicale organisée par le Centre culturel de la Région de la Côte d'Azur ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Les chemins de la connaissance », de G. Lerouge ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : Les Français s'interrogent ; 16 h. 15. Les pouvoirs de la musique ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Mystérieux Docteur Corneille », de G. Lerouge ; 19 h. 25. Les grandes avenues de la science moderne ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; « Sous le soleil de Satan » et

21 h. 30. Musique enregistrée ; 21 h. 55. Ad lib. avec M. de Breuille.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Musiques pittoresques ; 8 h. 30. Équivalences ; 8 h. 5. Studio 107 ; 9 h. 2. Ensemble d'anciens ; 9 h. 30. Vocaless ; 11 h. 2. Jour de la musique ; 11 h. 15. Les jeunes Français sont musiciens ; 12 h. 40. Jazz s'il vous plaît ; 13 h. 30. Chansons de son stéréo ; 14 h. 15. Discographie 1978 ; 15 h. En direct du studio 111, le réalisateur de jeunes solistes ; 16 h. 32. Catalogue électroacoustique illustré par le C.R.M. de l'INA ; 17 h. 15. Après-midi lyrique : « Moïse et Aaron » (Schoenberg) ; 20 h. 30. Musiques oubliées ; 20 h. 30. Récital de chant avec G. Gauthier, G. Gauthier, G. Gauthier ; « Deux chants de la flûte » opus 25 ; « Le Pauvre Pierre », opus 53 ; « L'Amour et la vie d'une femme » opus 42 (Schumann) ; « Quatre lieder » (Schubert) ; « L'invitation au voyage », de M. de Maistre de Rosamonde ; « Soupir », de la Vie antérieure (Dupré) ; 22 h. 15. France-Musique la nuit ; 23 h. Jazz forum ; le compositeur Georges Russel ; 0 h. 5. Concert de minuit.

20 h. 5. Magazine inter-régional : Hexagonal.

Première émission d'une série proposée par Arthur Conte dans les régions : Histoire de France, Bordeaux, suite du premier épisode ; 20 h. 30. Peux-tu l'appeler : Trois minutes pour voir (Lille).

21 h. 35. L'homme en question : Salvador Dali.

22 h. 40. FILM (Cinéma de minuit, cycle Aspects du cinéma italien) : HUI ET DEMAIN, de F. Fellini (1963), avec M. Mastroianni, A. Aimee, S. Milo, C. Cardinale, R. Falk, B. Silele M. Pisu (vo. sous-titrée N.) (Rediffusion).

Dans une station thermique où il se remet d'une dépression nerveuse, un metteur en scène de cinéma cherche à préparer un nouveau film. Pris d'inspiration il est assailli par des souvenirs et des visions.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie, avec P. Boyer (à 14 h. 19 h. 35 et 23 h. 50) ; 8 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : Carl Gustav Jung et la psychologie analytique ; 8 h. 30. Écher au hasard ; 9 h. 7. Les lendis de l'histoire ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. Événement-musique ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 45. Parti pris à la musique ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « L'homme en question », d'Odile Marcel ; 14 h. 47. Les après-midi de France-Culture : l'invité du lundi ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 32. Feuilleton : « Le Mystérieux Docteur Corneille », de G. Lerouge, réalisation A. Barroux ; 19 h. 25. Présence des arts ; 20 h. 30. « La Fange », de V. P. Ferguson, traduction de B. Deleuque ; 20 h. 30. Fête et grille ; 21 h. 15. Réalisation B. Sautel (rediffusion) ; 20 h. 35. Orchestre symphonique de la Radiodiffusion, direction R. Vasata ; 21 h. 30. J. E. V. Vortick, Martin, J. Ja-

14 h. 5. Théâtre : « Lorsque cinq ans seront passés », de Federico Garcia-Lorca, version française de Marcelle Aulic, avec R. Farabet, P. Trabaud, N. Borgeaud, réalisation C. Roland-Manuel ; 15 h. 28. « Les Gollins » par l'Ensemble Praetorius, mise en scène Bernard Mounier ; suivi de libre parcours jazz ; 17 h. 30. Rencontre avec l'opéra : programme non communautaire ; 18 h. 30. Ma non troppo ; 19 h. 10. Le cinéma des cinéastes ; 20 h. 30. Poésie interrompue : P. Boyer ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique ; 22 h. Black and Blue.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Le kiosque à musique : Offenbach, St-Saëns, Chabrier ; 8 h. Canate pour l'Épiphanie ; 9 h. 2. Musical graffiti ; 11 h. 15. Concert du dimanche ; 12 h. Des notes sur la guitare ; 13 h. 40. Opéra-bouffon : « La Lettre anonyme » (Donizetti), avec C. Virgilli, R. Laghezza, P. Botazzi ; 14 h. 15. La tribune des critiques de disques : Pré-lude de Chopin ; 17 h. 15. Le concert égoïste de J. F. F. ; 19 h. Musique chorale ; 19 h. 45. Jazz élargi ; 20 h. 30. Orchestre national de France, direction J.-B. Pommier : « Concerto pour quatre violons et six mœurs » (Vivaldi) ; « Concerto pour deux violons et six mœurs » (Bach) ; « Concerto pour piano et six mœurs » (Mendelssohn) ; « Divertissement pour piano et guitare » (A. Roussel) ; 22 h. 30. France-Musique la nuit ; à 23 h. Les chambres de la musique.

un horticulteur français, un jeune officier anglais et la femme d'un consul suisse.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie, avec Alain Duault (à 14 h. 19 h. 35 et 23 h. 50) ; 8 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : Carl Gustav Jung et la psychologie analytique ; 8 h. 30. Écher au hasard ; 9 h. 7. Les lendis de l'histoire ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. Événement-musique ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 45. Parti pris à la musique ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « L'homme en question », d'Odile Marcel ; 14 h. 47. Les après-midi de France-Culture : l'invité du lundi ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 32. Feuilleton : « Le Mystérieux Docteur Corneille », de G. Lerouge, réalisation A. Barroux ; 19 h. 25. Présence des arts ; 20 h. 30. « La Fange », de V. P. Ferguson, traduction de B. Deleuque ; 20 h. 30. Fête et grille ; 21 h. 15. Réalisation B. Sautel (rediffusion) ; 20 h. 35. Orchestre symphonique de la Radiodiffusion, direction R. Vasata ; 21 h. 30. J. E. V. Vortick, Martin, J. Ja-

roch ; 22 h. 30. Nuits magnétiques ; à 23 h. 10. Le Lector.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; à 10 h. 30. Musique en vie ; 12 h. Chansons radieuses ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. Radio scolaire ; 14 h. 15. Divertimento ; Gräner, Corbin, E. Corbin, Mozart, Last, Berlin ; 15 h. 32. Portrait d'un musicien français : Emmanuel Bondy-elle ; 17 h. 15. Postlude ; Mendelssohn, Schubert, Liszt ; 18 h. 2. Musiques magiques ; 19 h. 45. Concours international de guitare ; 20 h. 30. Les grandes voix : Hommage à Georges Thill ; 20 h.

JEU

CE LOTO QUI FAIT COURIR LA FRANCE

(Suite de la page 9.)
Le joueur à la Loterie et le joueur au tiré sont également impuissants face au destin, si le mot n'est pas trop ambitieux pour la chose.
Le premier, de façon évidente, parce que son choix est extrêmement restreint par rapport au nombre de billets mis en jeu. Dans l'hypothèse d'école où un rêve prémonitoire particulièrement insistant lui apprendrait que le numéro 77 552 gagnera à coup sûr, le mercredi suivant, 1 million de francs nouveaux, ses chances de se procurer le billet fatidique sont pratiquement nulles, même s'il y consacre sa semaine à travers toute la France.
Le joueur du tiré, lui (et c'est ce qui fait le succès de la formule), établit son jeu à

partir d'informations apparemment techniques, de sa connaissance (plus ou moins imaginaire) des conditions de la course : terrain, chevaux, handicaps, jockeys, etc. En quelque sorte, il fait son destin.
Mais le rapport du tiré n'est pas fixe. Il n'est élevé ou très élevé que si un hasard de la course (ne parlons ici que de « hasards » par pudeur) a trompé le pronostic général. Paradoxalement, c'est au joueur le plus indifférent aux montures et aux cavaliers (celui qui « tire » la date de naissance de sa fille), que vont les chances du plus gros gain. Le « scientifique », lui, peut espérer au mieux nourrir sa chimère en échange d'une perte acceptable ; et faire vivre de cette chimère les seuls vrais gagnants du tiré : l'Etat, les points de jeu et la presse spécialisée.

La France se trouvait d'ailleurs, aussi surprenant qu'il paraît, en « retard de jeu ». La clientèle de la Loterie nationale a constamment décliné en nombre depuis les années fastes 1933-1950, où elle était le seul jeu vraiment national et populaire. Les mises, et par conséquent les lots, ont eux aussi constamment diminué en valeur réelle depuis 1933.
C'est la double baisse préoccupante des deux grands bénéficiaires de la Loterie : l'Etat, bien sûr, mais aussi les associations d'anciens combattants, au bénéfice desquelles elle avait été rétablie en 1933, après un siècle de quarantaine, et qui voyaient se tarir les ressources de leurs œuvres sociales.
Le Loto, qui n'est officiellement qu'un tirage supplémentaire de la Loterie nationale, est né de ce souci financier. Si spectaculaire qu'il était la place prise par le tiré dans le jeu national, l'Etat n'en tire en effet qu'un bénéfice médiocre, et les œuvres sociales des A.C. rien.

Il restait donc un marché à prendre, un « créneau » à occuper. L'expérience a prouvé que le calcul était juste. Au demeurant, la ponction du Loto sur les ressources des ménages est plus faible en France que dans bien des pays qui ne sont pas particulièrement réputés pour « flamber » : l'Allemagne, par exemple, jouent plus gros que la France.
Et puis, en restaurant le Loto, nos gouvernants n'ont fait que suivre un mouvement très gé-

néral. Sous des formes voisines, il existe dans une dizaine d'Etats européens, dont la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, au Etats-Unis, au Canada, etc.
Ce sont là de mauvaises raisons pour excuser ce qui reste, venant d'un Etat responsable, une mauvaise action. En fait, il n'y a rien de plus simple que de faire beaucoup moins de mal qu'il n'y a de bien. L'homme qui a des chevaux gris, dit-il, cherche « des gens ». Mais le nom qu'il avance est inconnu. Moment embarrassant. « Je crois, dit-elle, que nous allons redescendre ensemble. » L'individu passe devant, se retourne et essène un direct dans la mâchoire de la jeune femme. Pour le coup, voilà l'affaire qui s'éclaircit brusquement.
L'homme dévale l'escalier. Elle dévale à sa suite, en criant sans vergogne et sans interruption. Au rez-de-chaussée, l'homme est intercepté par un habitant de l'immeuble. Pour s'en débarrasser, il lui jette au passage : « Là-haut, il y a des gens qui se battent ! ». L'intercepteur, laisse filer l'homme, mais la poursuite continue dans la rue, déserte en ce milieu d'après-midi. La tête de la dame, qui se trouve dans une boutique voisine, voit la galopade et entend les cris. « Tiens, se dit-elle, cela ressemble à maman, mais maman court moins vite ! ». L'homme fait encore quelques pas et abandonne. La dame lui prend le bras. Le commissariat est tout près. Elle fait son entrée, la bouche en sang et en tablier.
Elle raconte les faits. En un éclair, un inspecteur en civil se rue sur l'homme et le malmène. « Tas pas honte à ton âge d'être pris en flag ? On va le fouetter au trou ! Et puis, tu as frappé la dame ? On va pouvoir le coller un défilé sur le dos ! ». Sous son imperméable, l'homme cache une longue barre de fer bleue. « Ta montre ! Ta cravate ! Videz ses poches ! Fouillez-le-moi ! fonce !
— Est-ce que je pourrais avoir mes cigarettes ?
FLORENCE BRETON.

Un « créneau » à occuper
Ni la Loterie ni le tiré ne sont donc pleinement satisfaites en termes de psychologie du joueur. Que veut celui-ci ? Vivre ce « bonheur de cinq jours » dont parle déjà Balzac ; mais, plus encore, se trouver riche d'un coup de baguette magique, c'est-à-dire en violant brutalement les lois de la réussite sociale.
Encore lui faut-il, pour répondre au reproche confus de sa conscience, se donner le sentiment qu'il a, et lui seul, approprié les nombres ; que ce n'est pas le destin qui a choisi pour faire de lui un millionnaire, mais lui qui a forcé le destin. En établissant son bulletin, le joueur de Loto se sent

FAITS DIVERS

L'AGRESSEUR DU SOIR DE NOËL

Un tablier bleu autour de la taille, le ménagère prépare son réveillon. « Faites une neige », recommandent fort opportunément les frères Troisgots dans une recette de coquilles saint-jacques. La ménagère est donc en train de couper ses carottes en bâtonnets — présentation oblige — quand un grand bruit retentit à l'étage supérieur. Un bruit qui a des allures de fracas. « Allons voir », se dit la cuisinière.
Au fond du couloir, un homme est debout devant une porte ouverte. De l'appartement s'échappe de la musique : le vol du « sans doute oublié d'arrêter sa radio. L'homme, qui a des cheveux gris, dit qu'il cherche « des gens ». Mais le nom qu'il avance est inconnu. Moment embarrassant. « Je crois, dit-elle, que nous allons redescendre ensemble. » L'individu passe devant, se retourne et essène un direct dans la mâchoire de la jeune femme. Pour le coup, voilà l'affaire qui s'éclaircit brusquement.
L'homme dévale l'escalier. Elle dévale à sa suite, en criant sans vergogne et sans interruption. Au rez-de-chaussée, l'homme est intercepté par un habitant de l'immeuble. Pour s'en débarrasser, il lui jette au passage : « Là-haut, il y a des gens qui se battent ! ». L'intercepteur, laisse filer l'homme, mais la poursuite continue dans la rue, déserte en ce milieu d'après-midi. La tête de la dame, qui se trouve dans une boutique voisine, voit la galopade et entend les cris. « Tiens, se dit-elle, cela ressemble à maman, mais maman court moins vite ! ». L'homme fait encore quelques pas et abandonne. La dame lui prend le bras. Le commissariat est tout près. Elle fait son entrée, la bouche en sang et en tablier.
Elle raconte les faits. En un éclair, un inspecteur en civil se rue sur l'homme et le malmène. « Tas pas honte à ton âge d'être pris en flag ? On va le fouetter au trou ! Et puis, tu as frappé la dame ? On va pouvoir le coller un défilé sur le dos ! ». Sous son imperméable, l'homme cache une longue barre de fer bleue. « Ta montre ! Ta cravate ! Videz ses poches ! Fouillez-le-moi ! fonce !
— Est-ce que je pourrais avoir mes cigarettes ?
FLORENCE BRETON.

Non ! hurle l'inspecteur.
— Vous ne croyez pas que vous pourriez lui parler sur un autre ton ? dit la dame. Ce n'est pas parce qu'il a cambriolé qu'il faut le traiter dans la boue ! Vous ne voyez donc pas la tête qu'il a ?
— Et si demain vos enfants se trouvaient égorgés, qu'est-ce que vous diriez ?
Les papiers de l'homme sont très propres. Sur son permis, la photo montre un homme jeune. Cheveux clairs et costume sombre. Né en 1915. Domicile à l'hôtel d'Orléans, 115. Dans sa poche, deux lettres. « Des lettres de vous à des parents, pense la dame, le pourrais-je leur montrer ? »
Nouvelle convocation à la brigade territoriale. Murs sales. Armoires de fer. Chaises devant des machines à écrire. Par la fenêtre grillagée, on aperçoit la rue décorée : un ange suspendu joue de la trompette. « Vous avez vu l'état de nos locaux ? bougonne l'inspecteur. « Oui », dit la dame.
Tout à fait impropres à donner de la police une image « digne ». Sur le bureau, la barre de fer et les lettres que la jeune femme voulait poster. On les a ouvertes. Elles étaient vides. L'adresse est celle de l'immeuble, mais le nom du destinataire est faux. Des lettres prétextes, donc ? « Il a tout avoué », dit l'inspecteur. C'est un pauvre type. Dans sa vie, il a eu une période rose, et puis il s'est mis à faire des bébêtes. Maintenant il est malade et sans travail. Vous ne portez pas plainte ?
— Non, dit la jeune femme, son coup de poing, il n'y croyait pas...
Lundi 28 décembre. Correctionnelle, audience des flagrants délits. La box est comble, il est là, les cheveux gris, la mine chagrine, serré entre des jeunes à moustache. Défendu d'office par une petite avocate. Il était ouvrier, et même « extra ». Peut-être réussissait-il à mervilliser les coquilles saint-jacques. Le précédent l'a condamné à quinze mois, dont neuf avec sursis. C'est tout, mais, pendant ce temps, il mangera. Un magistrat s'occupera de lui. La jeune femme lui a fait parvenir une enveloppe libérée. Le nom et l'adresse sont exacts.

La théorie et la pratique

GRILLE. — Elle est constituée par la série des 49 premiers nombres groupés en un rectangle de 5 X 10 cm : la case « supérieure gauche » est occupée par le numéro d'ordre de la grille.
MISE. — La grille est vendue 1 F. Huit grilles sont groupées sur un bulletin de mises vendu 8 F. Une grille multiple permet de choisir jusqu'à 10 nombres correspondant à 210 grilles simples.
EXTRACTION. — Six nombres sont extraits à chaque tirage, plus un nombre complémentaire. L'ordre de sortie des nombres n'est pas pris en considération.
ENJEUX. — La masse des enjeux donne lieu à un prélèvement global de 45 %, dont 22 % au titre des frais de gestion et 23 % au bénéfice direct de l'Etat. Le solde (53 %) sera réparti entre les gagnants.
RANGS. — Trois nombres gagnants sur 6 assurant un gain du 5^e rang ; 4, le 4^e rang ; 5, le 3^e rang ; 6, le 2^e rang ; 7, le 1^{er} rang.
RAPPORTS. — Statistiquement, et très grossièrement, une sortie au 5^e rang (3 nombres bons) rapporte 10 F pour 1 F ; au 4^e rang, 100 F pour 1 F ; au 3^e rang, 10 000 F pour 1 F ; au 2^e rang, 1 000 000 F pour 1 F ; au 1^{er} rang, 100 000 000 F pour 1 F.
COMPLEMENTAIRE. — Entre les gagnants du 5^e rang (10 000 F pour 1 F) et celui ou ceux du premier rang (1 million pour 1 F), la différence est occupée par un 2^e rang.
Le gain du 2^e rang est assuré par 5 nombres bons sur 6, plus un « complémentaire » (7^e nombre extrait). Le rapport du 2^e rang est statistiquement de 100 000 F pour 1 F.
REPARTITION. — La masse des enjeux répartie entre les gagnants est affectée aux différents rangs en pourcentages prédéterminés. S'il n'y a pas de gagnant d'un rang, le gain affecté à ce rang s'ajoute à celui du rang inférieur.
CAGNOTTE. — S'il n'y a aucun gagnant du premier rang (6 nombres secs), le report ne se fait que pour moitié de la somme affectée au premier rang. L'autre moitié constitue une cagnotte, dont le montant est ajouté au gain du ou des ga-

SOUVENIR

Les absents du Struthof

(Suite de la page 9.)
A l'intérieur de la baraque-musée, reconstruite en dur après l'incendie criminel de mai 1976, c'est un défilé de documents photographiques sans doute plus effrayants que certains volontiers d'oubli ou d'effacement que tout ce qui est imprimé (soixante-deux ouvrages cités dans la seule brochure que l'on peut acheter au Struthof). On voit, entre autres, la photo de l'enfant que l'on fait sortir de son ghetto, les mains levées. La grande casquette est posée à la hâte, la visière pointant de travers. Dans le regard du garçon se lit, comme à rebours, son destin. Au milieu d'une punition dilatée par la peur, on croit voir deux paillottes minuscules : le berceau et l'urne. Neuf ou dix ans à peine séparent l'un de l'autre. La fumée que fera le garçon restera anonyme, ses cendres ne seront pas réclamées. Et ce péché contre l'enfance constitue bien le suprême délit.
Une page indéchiffrable
On a beau la lire et la relire, la page de la déportation reste indéchiffrable. L'explication patriotique, pour noble qu'elle soit, est insuffisante. « Mort pour la France... Mort pour la patrie... » Dans le cimetière national de la déportation, les croix sont les mêmes sur les tombes des rapatriés de Flossenbourg, de Neuengamme, que sur les tombes militaires. Mais les croix honorent les seuls déportés politiques et résistants. Les défilés, les indésirables, les impurs, resteront à jamais inconnus. Sur un panneau qui accueille le visiteur du musée, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants nous invite à réfléchir sur « la précarité des civilisations ». Vieux rêve des philosophes du dix-huitième siècle qui voyaient l'homme perfectible à l'infini. Mais la torture, l'aviement de l'homme par l'homme, en résurgences sournoises reparaitissent partout dans le monde.
Dans le livre d'or, les réactions peuvent se résumer en ce cri unique arraché aux consciences blessées : « Jamais plus cela ! ». C'est écrit en allemand, très souvent, et l'écriture ferme est celle d'adultes. Mais il n'est pas jusqu'à certain anti-fascisme claironnant, tracé en caractères hésitants d'écoliers bien appliqués, qui ne sonne faux. Au demeurant, sur de nombreuses pages, l'égoïsme l'emporte sur l'humanisme. On veut se préserver pour l'avenir, et l'honneur rétrospectif tient lieu de pitié.
Dehors, le soir tombe. Le monument garde sa blancheur rédemptrice, mais la pointe a rosé. L'allée qui mène au camp est déserte. Elle porte le nom d'un général mort en déportation, le général Frère, et le seul nom devrait faire réfléchir la postérité. A l'entrée de l'allée, l'effigie du déporté, mort la bouche ouverte, repose sur un lit de gazon rasé, dans la brève. Sous la lumière tréante, les croix dans le ciel sont des gratiers et la vert-de-gris qui s'est déposée sur le bord de l'un d'eux est ce vert qui s'est été terrible. Pour le chrétien, pour l'Occidental, le parallèle s'établit aussitôt entre cet homme décapité et l'Homme-Dieu enseveli dans son tombeau.
« Il garde tous ses os, aucun d'eux ne sera brisé... » et ils sont tous là, dans leur nudité de bronze. C'est notre squelette, modèle unique pour tous les hommes de la terre. C'est notre carcasse transparente où pourrait brûler, inextinguible, la flamme de l'esprit. Et voici une autre pensée qui vient toujours lorsqu'on est au cœur du silence : les absents, surtout ceux qu'on aime, sont comme morts. Seul un effort d'imagination peut leur donner la vie. Les morts ne sont qu'absents. Or, la tentation est grande de s'attribuer les biens laissés par les absents et de les mettre en communauté.
Que nous ont légué, par leur sacrifice, les morts du Struthof ? Dans la communion des vivants et des morts, dans l'économie du salut dont personne ne connaît les besoins et les urgences, la réversion est-elle possible et quelles sont les permutations ? Ou ont racheté les morts ? Qu'ont-ils payé d'avance, pour eux-mêmes et nous-mêmes ? Notre droit à la beauté, le droit par exemple d'écouter le « Messie » pendant la saison musicale en bas, dans une des églises d'Alsace ? La progression de la lutte contre le cancer, à l'échelle nationale ? La paix fragile de l'Europe ? L'écriture ne pénètre pas plus qu'elle n'entend le mystère. Même formulé, il reste mystère.
Il fait nuit. Voilà un bout de temps déjà que notre icône strasbourgeoise, son aile repliée, a regagné sa ville. Par contre, le Cygne est monté dans le ciel. Les constellations paraissent avec leurs étoiles cousues à la bonne place. Novembre n'est pas encore l'heure d'Orion, mais le Cygne précisément, à 6 heures du soir est au zénith, à la verticale du camp. Il dépose ses ailes au-dessus des baraquements, au-dessus de cette cheminée lugubre qui aujourd'hui ne baragouille plus. La souffleur qu'a laissée l'humanité sur ce coin de la planète au milieu des arbres, est absorbée par l'espace sidéral. Souffrance et mort, remontant le cours des années-lumière, trouvent une raison, quelque part à la source du temps.
Quand à vous-mêmes, absents du Struthof, vous reviendrez dans la gloire et, la tenue de bagnard échangée contre la robe éblouissante, vous siégerez en haut de la table. Vous aurez part au festin et votre part ne vous sera plus enlevée.
PIERRE MEYER.

A VOIX HAUTE

La fraternité de Frédéric Pottecher

TEMOIN des autres, le journaliste peut-être un bon témoin de lui-même ? Du reste, pour montrer sa vie au peuple, il faut, pourrait-on dire, paraphraser Danton, qu'elle en vaille la peine. Qui va en décider ? Et comment bien décider ? L'infatigable existe aussi en ce domaine. Parvenu à l'âge des mémoires, tout écrivain comme tel, Frédéric Pottecher a bien compris qu'il n'y avait qu'une façon de s'en sortir : rester journaliste, c'est-à-dire parler encore une fois des autres, s'effacer devant eux, le reste étant donné par surcroît.
C'aurait pu être seulement les souvenirs d'un chroniqueur judiciaire, connu, écouté, fort de trente-cinq ans de pratique, d'expérience, d'émotion, d'indignation et de générosité. A cette différence essentielle qu'il tient, lui, le coccinelle pour du folklore. Pottecher, c'est un peu au préalable ce qu'est Couderc au terrain de rugby. Alors pourquoi pas raconter ses campagnes ?
Ce n'est pas cela. Mais si l'on aime le chroniqueur, on ne sera pas fâché de le mieux connaître, d'apprendre d'où lui viennent à la fois son ardeur, jamais éteinte, et cette voix, ce « feu » qui en sont les instruments.
Avant Frédéric Pottecher, avant le journaliste tout terrain qu'il fut, il y a les Pottecher, leur Est et Bussang « de ce côté-ci des Vosges », comme on dit là-bas. Leur histoire apparaît dans son évidence avec le grand-père qui courait l'Europe déjà curieux de tout. Elle se poursuit avec Maurice, l'oncle, fondateur à Bussang de ce Théâtre du peuple, né tout à la fois d'un rêve d'humanisme, d'une lecture de Michelet, d'une ambition sociale et de quelques fortes croyances qui font que l'on est dreyfusard d'instinct.
Comment Frédéric Pottecher ne serait-il pas ému et amusé par ce temps qui n'est plus ? On est aussi dans la familiarité de l'œuvre de Lugné-Poe, des Pitoëff, de Jean-Louis Barrault à ses débuts, de Pierre-Richard Wilm, jeune et fidèle d'œuvre de Bussang avant d'en devenir le patriarche discret.
Frédéric garde, pour ces chers « cabots », un goût, un attentionnement aussi vifs que pour

UN GRAND ARMAGNAC
Marquis de Caussade
U.C.V.A. B.P. 16 33800 EAUZE

* A voix haute, de Frédéric Pottecher, Ed. J.-G. Lattes, 332 p., 40 F.

Le Monde

Société

Des prêtres mariés rappellent à leurs évêques qu'ils appartiennent « pleinement » à l'Eglise

Les équipes de « prêtres en foyer » viennent de rendre public un cahier sur leurs recherches et réflexions pour l'année 1977, qu'elles avaient envoyé le 21 décembre à tous les évêques de France et au responsable de l'entraide sacerdotale de chaque diocèse. Fruit d'un travail collectif des équipes d'Anjou, de Marseille, de la région parisienne et de Saône-et-Loire, ce cahier reprend et développe le texte envoyé aux évêques par deux cents prêtres mariés, en février dernier (« le Monde » du 2 février), en réponse au document épiscopal publié en novembre 1976 : « Fidélité, célibat et ministère » (« le Monde » du 1^{er} décembre 1976).

Dans la lettre aux évêques qui accompagnait le cahier, les prêtres mariés écrivent : « Nous espérons que vous accueillerez favorablement ce cahier qui se veut un témoignage de notre fidélité à Christ et à la mission confiée. » Et ils ajoutent : « Nous voulons que les chrétiens soient, le plus possible, participants à nos recherches. »

Après une série de témoignages et de prises de position des différentes équipes régionales, les prêtres mariés déclarent dans leur conclusion générale : « Nous sommes très conscients d'être gênés. (...) Les textes des prêtres officiels de l'Eglise ont dénoncé définitivement ce qu'ils appellent notre tricherie. Il semblerait que la cause soit entendue. Nous nous sommes désolidarisés d'entrée de jeu, de quel droit pourrions-nous demander d'être écoutés ? »

Ils rappellent, enfin qu'ils sont toujours « pleinement d'Eglise » et pensent qu'il faut leur trouver dans cette Eglise une place originale où ils puissent vivre, s'exprimer et participer activement à la mission. Leur témoignage y a sa place et la formation qu'ils ont reçue pourrait être ainsi utilisée à plein pour le bien de tous.

Une autre fidélité ?

Il y a actuellement environ six mille prêtres mariés en France et le problème de ceux d'entre eux — on a parlé de la moitié — qui souhaitent continuer de servir l'Eglise sous une forme « ministérielle » est encore à définir et se pose aux évêques avec une acuité grandissante.

Dans leur document *Fidélité, Célibat et Ministère*, publié en 1976 à l'issue de leur assemblée de Lourdes, les évêques avaient écrit, au sujet des prêtres mariés : « Si, vu qu'il soit le désir chez certains d'entre eux, il ne nous est pas possible de leur confier la ministère propre au prêtre sous quelque forme que ce soit (eucharistique, réconciliation, charge pastorale). La tradition de l'Eglise exige le respect du lien entre le ministère presbytéral et l'état de vie choisi ou accepté au moment de l'ordination. »

Cela dit, quelles que soient les

blessures occasionnées par leur départ, nous n'oublions pas le travail apostolique qu'ils ont accompli. Nous ne voulons pas les traiter en exclus ni porter un soupçon sur leur foyer. Nous souhaitons que les communautés chrétiennes adoptent la même attitude. »

Si le ton est nouveau, les évêques demeurent intransigeants sur le fond. Les seuls « services d'Eglise » accordés aux prêtres mariés sont ceux qui sont « couramment assumés par des laïcs » et, encore, « si le prélat, en dehors des communautés dans lesquelles ils exercent précédemment leur ministère ».

Dans leur nouvel appel, les prêtres « en foyer » demandent qu'on leur reconnaisse : « une autre fidélité au Seigneur et à l'Eglise » — une place originale. Seront-ils entendus ? A. W.

Les féministes contre le viol

Après l'avortement, les féministes ont porté sur la place publique le phénomène du viol, plus répandu qu'on ne le croit généralement. La campagne — partie des Etats-Unis — n'est pas sans effets apparents. Il est impossible de dire si la pratique du viol diminue, mais il apparaît déjà qu'en France, la sévérité de la justice à l'égard des « violeurs » s'est aggravée. Nous avons publié, dans « le Monde » des 18, 19 et 20 octobre, une enquête de Michèle Solat sur les féministes et le viol. Plusieurs lectrices

Instinct et culture

M. Pierre Leroy écrit notamment

Considérons l'instinct des animaux. Il y a bien peu de violence chez les animaux. Il y a une lutte pour gagner la confiance des femelles : les pigeons ne gonflent-ils pas leur gorge et beaucoup d'oiseaux ne se parent-ils pas de plumes multicolores pour être plus séduisants ?

Dans combien d'espèces c'est la femelle, maîtresse de la destinée de l'espèce, qui choisit le mâle !

L'homme, avec sa tête et son histoire, a changé tout cela : pourquoi ? Certains trouveront une explication facile dans le mécanisme original, fatalité ! D'autres penseront à la culture. Peut-être faut-il remonter aux temps terribles et glacés de la préhistoire, quand, pour sauver son espèce menacée, l'homme dut protéger

et lecteurs nous ont écrit pour apporter leurs témoignages ou leurs opinions. Nous publions ci-dessous certains de ces textes. Signalons que des passages de cette enquête — dans le premier article — s'inspirent d'une étude juridique de M. Claudine Hermann parue dans « les Temps modernes » du mois d'octobre. D'autre part, un passage de ce même article reprend les idées d'un livre de Marie-Odile Fargier, qui s'en inspire pour l'enquête publiée par « le Matin », en septembre.

les femmes en les reléguant au fond des cavernes, l'instinct de survie s'ajoutant à celui de reproduction. Peut-être faut-il y voir la volonté raciste de protéger, de ne pas « dévorer » le capital génétique de la tribu que la femme représente : on la cache, on l'enferme jusqu'au mariage, on l'achète ou on la vole. Peut-être tout simplement faut-il chercher des raisons dans l'incompréhension des hommes pour ce qui est femme : votre bouche d'ombre, votre sang, de bien sûr pas le fier sang répandu dans les guerres, baptême de la virilité, à nous qui en avons si souvent peur, mais un sang secret et répété chaque mois de lune et puis l'incompréhension angossée de notre rôle dans la fécondation, notre inutilité dans la mise au monde. (...)

A côté de quelques désastres dangereux, je crois que nous sommes tous, nous autres hommes, des violeurs en puissance ou en puissance comme on veut ! Nous voulons conquérir ce qui nous échappe, voler ce qui ne nous appartient pas et nous dérange par sa différence, nous donner l'illusion de connaître l'inconnu en le dérobant, éternel don Juan, nous prouver à nous-mêmes que nous exalons en nous dérobant (c'est ce pas là bien souvent la raison des guerres, les relations entre sexe et guerre ont été bien souvent remarquées).

Grandissez, compagnes de nos vies ou plutôt soyez vous-mêmes. Il vous faudra encore beaucoup de patience pour nous apprivoiser, nous sortir de nos phantasmes, de notre orgueil mal placé. Notre force n'est pas redoutable. Quand vous saurez la vraie force, celle de l'amour partagé, du plaisir renouvelé dans le plaisir de l'autre, de l'oubli de soi dans l'existence de l'autre, de l'existence

Rompre le mur du silence

Nous avons reçu plusieurs témoignages de femmes. Celui de Mme Yolande A. montre que les frontières du viol sont imprécises :

La tâche primordiale est de rompre le mur du silence sur le viol.

Depuis neuf ans que j'habite Paris, j'ai dû subir bien des choses : un viol, oh pardon ! ce n'est pas si grave car je n'ai été que sodomisée ! Deux fois frappée dans la rue, une fois à 2 heures de l'après-midi, l'autre à 9 heures du soir sans que personne fasse un geste pour m'aider. J'ai risqué une autre fois d'être frappée, mais la présence d'autres personnes a fait que mon agresseur s'est retenu : il est parti en m'appelant « sale chienne ! ». Dans deux cas sur trois, cela m'est arrivé parce que je ne voulais pas m'amuser avec eux, dans le troisième cas, c'est parce qu'à une certaine heure j'avais répondu par une autre.

Je ne me rappelle plus combien de fois j'ai été suivie, sifflée, parlois pelotée, dans le métro et sans que je ne sois jamais habillée d'une façon « provocante ». Depuis bien longtemps, il est rare que je sorte seule après 9 heures du soir. Pourquoi ?

Pour moi, qu'un type veuille m'embrasser sur la joue (comme il m'est arrivé une fois dans le métro) ou qu'on me dise « ma folle », ou qu'on me frappe, relève du viol ! Et il faut combattre, surtout par l'éducation et en finissant une fois pour toutes avec l'image de l'homme qui, s'il n'est pas agressif dans tous les aspects de sa vie, ne réussira jamais dans la société.

Humiliations et sévices

Mlle Michèle T., qui nous écrit de province, attire l'attention sur des traditions étudiantes d'un autre âge :

Pourquoi passer sous silence ce qu'on nomme également le « bizutage » dans nombre d'universités françaises ? Cet « accueil » des nouveaux par les anciens élèves (de quatrième ou de cinquième année) s'est passé, à la faculté de médecine où je suis étudiante, de la façon suivante : dans un amphithéâtre, avec l'accord du professeur (qui a tout de même eu la pudeur de se retirer), des étudiants et étudiantes terrorisés (certains se sont évanouis) furent obligés de se débarrasser entièrement devant neuf cents personnes. Puis s'ensuivirent divers « jeux » avec les orbes émérites des « patients », allongés sur un bureau ou une table d'opération.

Ces humiliations et sévices, auxquels les autorités universitaires ferment coupablement les yeux chaque année, vont parfois jusqu'au viol au sens légal du terme. C'est à dire que des sadiques, des obsédés sexuels, dans une ou deux années, de respectables docteurs ordonnent à leurs clients, avant même de les avoir soignés, « de débarrasser-vous entièrement ! ».

Pour la répression

Trouvera-t-on, dans la répression la plus brutale, la solution ? C'est l'avis de M. Jean Leroy-Beaulieu.

Les peuples à qui depuis mille ans fleurit la France ont prêté toujours la femme pour objet de leurs « galloiseries » mais n'en furent pas moins ceux qui glorifiaient le plus « Notre Dame ». L'analyse de Mme Mémie Giregore, que vous citez, est bien l'expression de la réalité « biologique » — la chienne « en chaleur » — comme la chatte, de guerre l'asse, s'abandonne, et il faut évidemment beaucoup de courage et peut-être aussi une certaine « froideur », une probable « frigide », pour s'opposer à la brutalité du mâle. Voltaire disait : « qu'un viol est aussi difficile à faire qu'à prouver ».

Les sentiments religieux, la peur de l'enfant, pouvaient encore, naguère, faire se débattre une femme violente. Mais l'avortement libre, la jurisprudence « permissive », ne pourront que pousser les mâles à assouvir coûte que coûte leurs désirs de phallosophes !

En ce cas, comme dans la lutte contre le proxénétisme (du fait de l'homme), il n'y aurait qu'un remède sérieux : la réforme du code pénal, c'est-à-dire la création d'une nouvelle peine, non pas carcérale, mais physique. Tout violeur, tout proxénète, devrait être châtré, à jamais réformé !

Cela viderait les prisons et déchargerait les contribuables vertueux de l'entretien des criminels, violeurs et proxénètes.

JUSTICE

Malgré son licenciement

LE POSTIER VOULAIT TRAVAILLER : LE TRIBUNAL LE LUI INTERDIT

Une action en référé assez inédite a été menée, vendredi 30 décembre, devant M. Gilles Regnaud, vice-président du tribunal de Paris : au nom de l'administration des P.T.T., M. Bernard Dobry a demandé au magistrat de faire défense à M. François Llamas, vingt et un ans, de pénétrer dorénavant dans les locaux du centre de tri de Crétail, où il s'obstine à venir régulièrement travailler, bien que ses chefs le considèrent comme licencié depuis le 27 octobre.

Embauché le 4 octobre, en qualité de vacataire, dans le cadre des mesures recommandées par M. Raymond Barre pour lutter contre le chômage des jeunes travailleurs, et affecté au centre de tri de Crétail, M. François Llamas a présenté des revendications au sujet des conditions de travail. Le directeur du service décida alors de le licencier. Une lettre recommandée lui fut adressée en ce sens le 8 novembre.

Les motifs du congédiement n'ayant pas été, semble-t-il, nettement précisés dans ce document, M. Llamas a continué sa tâche depuis lors, sans toutefois être payé, si ce n'est grâce à des collectes faites parmi ses collègues.

A l'audience, M. René Boyer, son conseil, a demandé à M. Regnaud — qui a reçu de nombreuses pétitions en faveur du jeune vacataire — de se déclarer incompétent à l'occasion de ce différend relevant, à son avis, du tribunal administratif. Mais le magistrat a écarté son argumentation en déclarant : « Il apparaît que M. Llamas n'a exercé aucun recours contre la décision prise à son égard. Il ne justifie d'aucun droit déclinant de l'exécution de son engagement de vacataire, qui a pris fin le 27 octobre 1977, pour pénétrer dans les locaux de l'administration des P.T.T. non ouverts au public. La demande de l'administration des P.T.T. n'est pas valable à des fins de réclamation de la gestion d'un service public. Il y a donc lieu de nous déclarer compétent. »

En conséquence, a été défendu à M. Llamas de « pénétrer dans les locaux de l'administration des P.T.T. qui ne sont pas ouverts au public, et notamment dans ceux du centre de tri de Crétail ». — J. L.

Le troisième anniversaire de la catastrophe de Liévin

Une information judiciaire qui n'aboutit pas

De notre correspondant

Liévin. — Trois ans après la catastrophe minière qui provoqua, le 27 décembre 1974, la mort de quarante-deux personnes dans la fosse 3 de Liévin, aucune information n'a été donnée à l'information judiciaire ouverte après la tragédie. Les syndicats C.F.D.T., C.G.T. et F.O. s'étaient portés partie civile. Le rapport des mines leur a été remis ainsi qu'un dossier, en octobre 1975. Mais l'information a connu maints avatars. M. Augustin Coudré, directeur de la fosse de Lens, avait été inculpé par M. Henri Pascal, premier juge d'instruction à Béthune, mais le 25 juillet 1975, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai décida d'« évanouir » cette affaire, ce qui revenait à déclasser M. Pascal. Néanmoins, l'inculpation de M. Coudré était confirmée par la chambre d'accusation en février 1976.

Le syndicat régional des mineurs C.F.D.T. vient d'adresser, conjointement au premier président de la cour d'appel et au président de la chambre d'accusation, une lettre dans laquelle il

déclare : « Lors des funérailles des quarante-deux victimes, le premier ministre, au nom du gouvernement de la République, avait solennellement affirmé que toutes les lumières seraient faites sur les conditions dans lesquelles la catastrophe de la fosse 3 s'est produite, et que toutes les conséquences en seraient tirées. Or, trois ans après, l'information judiciaire n'a pas rendu dans cette affaire. Depuis des mois, les choses ne semblent guère avoir avancé, et le dossier semble bloqué au ne sait où. Nous ne pouvons admettre, comme certains essaient de le faire croire, que c'est la surcharge de travail du ou des magistrats concernés par ce dossier qui soit la cause réelle de cet important retard. Si toutefois il en était ainsi, quarante-deux morts, n'est-ce pas suffisant pour que l'on prenne la mesure, en priorité, sur la justice quotidienne, pour rendre enfin la justice ? Qui peut croire que d'autres sources soient prioritaires sur celle de Liévin, trois ans après la drame ? » — G. S.

Faits et jugements

● Nomination d'un magistrat. — Par décret publié au *Journal officiel* du 30 décembre, M. Jean Valère est nommé procureur de la République à Pointe-à-Pitre.

● Un concert de la Défense tué par un voleur. — M. Stéphane Vautier, vingt-six ans, concierge de l'immeuble Les Dames, dans le quartier de la Défense, a été mortellement blessé à coups de couteau, vendredi 30 décembre en début d'après-midi, par un malfaiteur à la poursuite duquel il s'était lancé. Le malfaiteur a réussi à prendre la fuite.

● ERRATUM. — Dans l'article intitulé « L'établissement national de bienfaisance d'Esquiroi », un patient doux et calme, une erreur de transcription nous a fait déformer un propos du préfet de police. Nous aurions dû imprimer : « Le préfet a rendu la décision de lever le placement d'office de Moutoud Bouchaud en date du 18 novembre » (et non : « La décision de placement d'office »).

Un centenaire

Edmond Locard

fondateur de la police scientifique

Il y a cent ans naissait à Lyon Edmond Locard, qui fut en France le fondateur de la police scientifique. Après des études de médecine poursuivies, entre autres, à Paris, sous la direction du professeur Lacazez, pionnier, lui aussi de la criminologie, et l'obtention d'une licence de droit, il proposa en 1910, la création d'un laboratoire au sein de la police d'Etat de Lyon. La chose était si nouvelle que pour faire de lui le directeur de cet établissement il fallut le nommer inspecteur de la police d'Etat.

Des débuts, comme il est hélas classique dans les milieux scientifiques français furent particulièrement difficiles. Faute de crédits, il dut longtemps fabriquer lui-même ses appareils et pour répondre à sa propre expression « travailler comme les malfaiteurs », avec des bouts de ficelle et « ceci dans un local installé sous les combles du palais de justice de Lyon ».

A partir de 1903, il collabora aux Archives d'anthropologie criminelle et publia un premier travail sur l'identification des récidivistes par les empreintes digitales. Si, à Paris, le non moins célèbre Bertillon va porter au premier plan de ses travaux l'étude des empreintes digitales et de l'anthropométrie, Locard va étendre ses recherches à tous les éléments qui sont aujourd'hui le fondement de la police scientifique : traces de pas, empreintes diverses, fils de vêtements, cheveux, graines transportées, taches, poussières, modes d'action des malfaiteurs, tatouages, analyse de documents, graphologie, etc. Sa science de la cryptographie lui valut ainsi d'être officier du chiffre pendant la première guerre mondiale.

Son œuvre, dans tous ces domaines, fut immense et devait être couronnée par un traité de criminalistique en sept volumes qui contiennent plus de trois mille pages de texte.

Sans doute, les progrès de la technique, ont-ils un peu assombri l'éclat d'un tel travail, mais la plupart des principes établis par Locard demeurent encore à la base de toute recherche policière scientifique.

Son esprit était encyclopédique et Locard, outre la police scientifique, s'intéressait à l'herboristerie, à la littérature et surtout à la musique : pendant dix ans, il a tenu la critique musicale d'un grand journal de Lyon et il a écrit une *Histoire du théâtre lyrique*.

Parmi d'innombrables autres publications il faut citer pour leur intérêt historique, scientifique et littéraire ses travaux sur : l'affaire Lalarge, l'affaire Fualdès, l'affaire Angèle Laval, célèbre anonymographie, Malahat, l'affaire Orain, etc.

Son activité a couvert plus d'un demi-siècle puisque ses écrits datent, pour les premiers de 1902, pour les derniers de 1969.

Sept ans plus tard, le 4 mai 1968 l'éminent et grand savant, né le 19 février 1877, ce grand humaniste, ce chercheur et ce conseiller intangible.

YVES ROUMAJON, président de l'Association française de criminalistique.

تذكرنا من الأصل

LE JOUR
DES MUSIQUES

Les « protest songs »
de Tom Robinson.

On parle beaucoup en Grande-Bretagne d'un tout nouveau groupe, le Tom Robinson Band. Il a suffi d'un seul 45 tours pour que Tom Robinson, le leader du groupe, s'impose comme le très digne héritier des grands compositeurs des années 60 : les Kinks, Bob Dylan. Il retrouve cette aisance pour composer des titres forts qui tiennent des mélodies évidentes à 2468 Motown, une chanson brillante, un thème simple et efficace. Plumeur et engagé, les mots sonnent avec précision sur des rythmes vivaces. Tom Robinson montre une inspiration fertile, mais surtout populaire, et en cela réside l'intérêt. Il sait construire des morceaux qui se retiennent aisément. Sur l'autre face du 45 tours, il interprète une remarquable version du I shall be released de Dylan. Tom Robinson revendique la libération homosexuelle sans jargon pudique et prononce outre-Manche toutes sortes de discours anti-fascistes. Défenseur des minorités, il semble prendre le chemin d'une conscience politique aguerrie. Le temps des protest songs est de retour. — A. W.

* 2468 Motown, 45 tours Pathé-Marcel 04370.

Misère et splendeur
des Sex Pistols.

Le département d'Etat vient d'autoriser le groupe britannique Sex Pistols à effectuer une tournée de deux semaines aux Etats-Unis. Dans un premier temps, l'ambassade américaine à Londres avait refusé d'accorder des visas d'entrée aux membres du groupe. Les Sex Pistols et leur leader Johnny Rotten (Johnny « le pourri »), sont les principaux initiateurs du mouvement punk. Spécialistes de la provocation et de l'obscénité, ils sont interdits d'entrée à la B.B.C. et dans plusieurs stations de radio. Ils ont reçu de la presse d'outre-Manche le surnom de « bande cruchante et jurante ».

Au même moment, les Sex Pistols sont plébiscités par les lecteurs d'un des deux grands hebdomadaires spécialisés de Grande-Bretagne, New Musical Express, qui les sacrèrent meilleur groupe de l'année et leur accordèrent la première ou la deuxième place dans les divers catégories : meilleur album, meilleur 45 tours, meilleur batteur (Paul Cook), deuxième meilleur chanteur (Johnny Rotten, considéré également comme « le plus bel homme du monde »), deuxième meilleur guitariste (Steve Jones).

Nouveaux albums.

● **HOMMAGE A GILLES.** — Auteur-compositeur de « Dollar » (1972), de « A l'enseigne de la fille sans cœur » (1974), des « Trois cloches » (1977), Gilles mena, dans les années 30, avec Julien, une carrière de duo-tiste avec des chansons qui évoquaient le quotidien, contenant des préoccupations sociales exposées parfois sous forme de pamphlet. Gilles s'associa ensuite avec Edith, puis avec Urie, enfin après la deuxième guerre mondiale un cabaret (« Chez Gilles ») qui accueillait, pendant dix ans, tout ce qui comptait alors dans la chanson française. Le double album publié aujourd'hui évoque ces quarante ans de chansons. C'est un document (ESC 353 - Dist. C.B.S.).

● **A FEAST OF IRISH FOLK.** — Une sélection de musique irlandaise interprétée par Planitzky, Spud, De Danann, Tommy Makem, Wolfe Tones, Dublin City Ramblers (33 t., Polydor, 2480 422).

● **MELUSINE** (Lève-toi et danse !). — Diverses danses traditionnelles (rondeau, bourrée, d'Auvergne, polka, mazurka) par un des meilleurs groupes folk français (33 t., Polydor, 247 3074).

Le calendrier du rock.

● **Status Quo** le 6 janvier à Rouen (Palais des sports), le 7 à Lille (Parc des expositions), le 9 à Metz (Parc des expositions), le 10 à Colmar (Parc des expositions), le 11 à Besançon (Palais des sports) ; **Mama Bea Tékéleki**, le 4 janvier au 4 février, à la Mairie de bananes, à Paris, 15, rue des Halles.

Formes

Confrontations de fin d'année

Les traditionnels accrochages de fin d'année ont l'habitude de regrouper les artistes autour d'une galerie, et pour asseoir le public au bal des idées et pour lui proposer des idées de cadeaux à faire aux autres ou à soi-même. J'y reviens ceux à qui j'ai reconnu des vertus, notamment à la galerie Bellechasse internationale (« Au-delà de l'image »), à la galerie Le Dessin (soixante-dix-sept petits formats signés de trente et un noms), à la Galerie suisse où figure toujours entre ses pairs De Moor, docteur et n'a pu parler à temps, etc. Si je me suis arrêté à la galerie Simone Badier (1), c'est que, sous l'enseigne « Confrontations », à côté des poulains de la maison (Celle, Constant, Levan, Rosen, Zandervan...), sont venus de tous les horizons des talents de tendances assez diverses pour donner une synthèse de l'art de notre époque (tel que je le vois). Eglise, Nino, Jules, Luc, Peire, Peirey, Messager, Hugu, Weiss, font d'ailleurs partie d'autres expositions collectives. Mais je ne puis énumérer toute la troupe. L'ensemble est, je le déclare tout net, d'une égale qualité, sans faille. Que les amis me pardonnent, si je fais deux exceptions : Maurice Rocher, surnom de deux visages uniques, et Gérard Koch, parce qu'il fournit la preuve d'une totale métamorphose de sa manière, avec une

colonne, sous plexiglas, formée de boîtes superposées abritant des collages sculptés qui donnent une furieuse envie d'en voir d'autre.

A ces mini-bilans de fin d'exercice, il faudrait ajouter les nouveaux venus qui promettent d'aller loin. En tout premier lieu Laurent Wolf (2).

Des danses, des monuments, églises, cloîtres, coupes, minarets, mosaïques arabes, des formes, des formes qui bougent, des formes ouvertes ou fermées : leur architecture, stricte, en dépit de leur effacement progressif, se dissout dans une lumière froide, comme si le mystère naissait de la rigueur mathématique. On plonge, à perte de vue, dans les perspectives de ces entrées, de ces parois, ou plus généralement dans ces espaces modulés, rose saumon, quelques fois bleues, qui se dégradent en infimes subtilités. Alliage sans faille du précis et du flou, sublimé par des glacis dont la perfection est obtenue sans verbiage. Et là il convient d'insister sur le côté matériel, disons artisanal, de la peinture de Wolf qui ne fait pas de distinction entre l'inspiration et la fabrication. Il prépare lui-même, avec une minutie extrême, ses panneaux de bois marouflés de toile, avec un rendu si plat, et si les peintures saines. La confection de ses couleurs (souvent en tout, qu'il mélange bien entendu) est

à base de pigments naturels. Autant dire qu'il a retrouvé les recettes, les secrets des vieux maîtres, au prix d'un labeur obstiné qui est toute sa raison d'être. Il s'achemine ainsi vers un dépouillement grandissant, et les vibrations lumineuses qu'il réussit à fixer, à lier sans négliger de saisir au vol la moindre de leurs variations, finissent par abolir les accidents du monde sensible.

Et il lui reste encore d'aller prendre contact avec Daniel Lacomme (3), très jeune peintre, qui a pour la première fois affronté Paris ? Il semblerait dommage que son nom soit passé sous silence, bien qu'il existe peu d'artistes à qui convienne mieux l'expression de « grand silence blanc ». Reste à savoir si le peintre, et devant l'extrême parcimonie des moyens employés, les soi-disant amateurs de tableaux surembraient, hochant la tête. Tout pis pour eux. Lacomme ne nomme rien et suggère tout. L'univers se réduit à de légères notions, à peine colorées ou pas colorées du tout. Comme par miracle, tout est résiné. Encore un peintre de ma famille.

JEAN-MARIE DUNOYER.
(1) 18, rue Guénégaud.
(2) L'ESB Sérénité, 1, rue de Sévigné.
(3) Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob.

Théâtre

Bonne année pour les jeunes compagnies

Au début du mois de janvier se réunit la commission d'aide aux compagnies, qui a pour tâche de proposer au ministère de la culture et de l'environnement des chiffres et des données. Chiffres de subventions, noms de troupes souvent réduites à deux ou trois permanents. Comment assurer davantage de salaires — même amicaux — quand on reçoit 50 000 F pour l'année, avec les-

quels il faut monter un spectacle, donc engager des comédiens, louer une salle de répétitions, trouver et louer un théâtre, dont la direction néglige la publicité ? Bien entendu, il ne reste plus un franc pour l'assurance soi-même et les recettes deviennent un rêve, le public mal informé néglige la salle. Résultat : des dettes, un capital d'énergie inutilement gaspillé.

« Adieu Supremac »
de Christopher Frank

Un théâtre rue du Château, mais des personnages et des dialogues de cinéma.

L'une des infirmités chroniques du cinéma, c'est la violence des dialogues, à la fois anonymes, pseudo-naturalistes et faux. Il y a des exceptions, comme ceux de Prévert, qui seraient plutôt trop écrits pour se fonder sur l'intermittence de l'usage, ou ceux de « l'Amant » de Vico, qui restent le modèle du genre, les dialogues de Marguerite Duras et ceux de Godard, qui ne ressemblent à rien et qui sont, eux, jouables au théâtre : les frères du Conservatoire l'ont prouvé plus d'une fois en passant des scènes de Godard aux épreuves de fin d'année.

Avec « Adieu Supremac », nous revenons aux dialogues-extracts des films commentés. Il s'agit d'un scénario policier, avec prise d'otages, mais l'auteur a voulu surtout diffuser son message sur la lutte des sexes, la libération des femmes.

François Perrot interprète Supremac, un nostalgique du sexisme romantique. C'est un bon acteur, comme Henry Curnier, policier brutal grand enfant. L'autre, Christopher Frank, et son épouse, Yvette Delaune, complètent avec un savoir-faire sobre, la distribution de cette pièce qui n'en est pas une.

MICHEL COURNOT.
* Plaisance, 20 h. 45.

« Ombres » en Picardie

Il existe en Picardie une seule troupe de comédiens professionnels, la Compagnie Jean-Marc Bonillo, née en 1975 et installée à Longueville, en Picardie, importante troupe itinérante, à un maître communiste et une population de cheminots.

L'ambition de Jean-Marc Bonillo et de ses amis est de tirer de ces quelques permanents avec la Picardie laborieuse les sujets de leurs pièces. Le tout dernier spectacle, « Ombres », s'inspire de la Résistance en Picardie. Sur scène, une scène érotique pendant deux heures l'époque qui va de la débâcle au retour des camps. Christine Berthier est plusieurs personnages et leur contraire, le collaborateur, l'attaché, le résistant. Elle joue de tous les registres de sa voix et de toute la souplesse de son corps. C'est trop symbolique ont pu dire ceux qui attendaient qu'on leur raconte une histoire, peut-être la leur. C'est trop simple, disent les autres, le sujet n'est qu'effleuré.

Par leur démarche — réflexion commune, texte d'Yves Borel, mise en scène de J.-M. Bonillo — les comédiens se proposent de traiter des rapports entre l'individu et l'histoire : « Les uns entre dans l'histoire, les autres la subissent ». La Picardie et la période de la guerre leur ont servi de support pour tenter de faire basculer le spectateur du particulier au général, de la Résistance avec un grand B à toutes les résistances de tous les temps. Mais il aurait fallu un peu plus de souffle. Le métier et le talent ne suffisent pas toujours, le souci didactique peut nuire à l'envoie.

MICHEL CURIE.

« Ombres », s'inspire de la Résistance en Picardie. Sur scène, une scène érotique pendant deux heures l'époque qui va de la débâcle au retour des camps. Christine Berthier est plusieurs personnages et leur contraire, le collaborateur, l'attaché, le résistant. Elle joue de tous les registres de sa voix et de toute la souplesse de son corps. C'est trop symbolique ont pu dire ceux qui attendaient qu'on leur raconte une histoire, peut-être la leur. C'est trop simple, disent les autres, le sujet n'est qu'effleuré.

Par leur démarche — réflexion commune, texte d'Yves Borel, mise en scène de J.-M. Bonillo — les comédiens se proposent de traiter des rapports entre l'individu et l'histoire : « Les uns entre dans l'histoire, les autres la subissent ». La Picardie et la période de la guerre leur ont servi de support pour tenter de faire basculer le spectateur du particulier au général, de la Résistance avec un grand B à toutes les résistances de tous les temps. Mais il aurait fallu un peu plus de souffle. Le métier et le talent ne suffisent pas toujours, le souci didactique peut nuire à l'envoie.

■ Le compositeur Pierre Boulez, directeur de l'IRCAM, et le violoncelliste Marc Lavoie, Rostropovitch, seront reçus à dîner, dimanche 1^{er} janvier, par M. Jacques Chirac, qui remettra à l'un, la médaille de vermeil de la Ville de Paris, et à l'autre, la plaque du bicentenaire de la capitale.

■ Le MANOS (Sound America) animera le réveillon au Tiquetonne, 19, rue Tiquetonne, Paris (2^e). Tél. : 261-25-94 (à partir de 23 heures, le 31 décembre).

Rock

PASTICHES LONDONIENS

Régulièrement, chaque année, on assiste à la création d'un groupe, qui parodie avec plus ou moins de bonheur les années folles du rock, du jazz ou du blues. *Ska-ma-ska* est l'exemple le plus brillant de ce genre d'expérience, avec une imitation succulente du rock, mais surtout une qualité instrumentale qui a longtemps permis au groupe de résister au fil des années. Manhattan Transfer, dans un style plus éclectique, évoque ces groupes doo-wop qui fleurissaient dans les années 50 et dont le principal attrait était la beauté des harmonies vocales ; ou encore Au bonheur des dames, ce groupe français plein d'humour qui manie tour à tour de bons musiciens.

Celui qui semble obtenir un succès florissant cette année se produit actuellement au Rainbow de Londres sous le nom de Darts. Les neuf membres qui le composent passent tout à tour le rock, le doo-wop et le rhythm and blues. Leurs attitudes scéniques manquent d'originalité, sauf rares exceptions. Leur humour est emprunté à la musique d'autrefois : à la manière d'un comédien à la recherche de sa propre voix (trois hommes et une femme) qui ébauchent une ligne d'humour supérieure. Leur démonstration à capella, huss, burryon, écho et soprano, révèle un travail d'une rare précision. Les chœurs font coup-d'oeil et les refrains s'envolent agréablement. L'ennui est qu'il est difficile d'imaginer l'avenir d'un tel groupe au-delà d'un ou deux disques sans qu'il ne vienne à se parodier lui-même.

ALAIN WAIS.
* Discographie : DARTS.
Sonopresse MAG 39 805.

THEATRE D'ORSAY

GERNAUD BARRAULT

L'EDEN-CINEMA

HAROLD ET MAUDE

RHINOCEROS

PIETRO

ALBERT NOBBS

7, quai Anatole France
Tél. 548.38.53 et agences

Danse

Deux soirées pour les Deux-Portes

Expulsés de leurs locaux en août dernier, privés de subventions municipales, menacés de saisie, les responsables de la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes continuent à se battre avec la détermination que donne le sentiment d'un bon droit bafoué. Repliés provisoirement dans une ancienne cartonnerie, ils ont décidé de maintenir leur présence et leur activité dans le quartier, de continuer un travail d'animation d'écoles, de rues, de marchés, avec le soutien d'associations locales.

Cette opération de survie est ponctuée d'actions éclatées dans tout le vingtième arrondissement, là où des locaux peuvent les accueillir. Une « action-théâtre » de solidarité s'est déroulée en octobre à la Cartoucherie de Vincennes (« le Monde » du 1^{er} novembre). Une action-danse devait prendre le relais les 28 et 29 décembre au Théâtre de l'Est parisien. Elle a failli sombrer avec l'incendie du TEP. Mais c'est méconnaître le ténacité d'Alain Crabot, directeur de la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes.

« Il fallait absolument que cette action-danse ait lieu, dit-il, ne serait-ce que par correction envers les chorégraphes participants. Le TEP devenu indisponible, nous n'avons pas trouvé une seule salle de secours dans tout le vingtième arrondissement pour la bonne raison qu'il n'y a rien. Ce quartier très populaire, très vivant, est particulièrement sous-équipé. Nous avons finalement loué cette salle de patronage où nous pouvons assurer les spectacles et les débats. Mais toute la partie animation qui concernait plus particulièrement les habitants du quartier n'a pu avoir lieu et c'est dommage. »

L'action-danse, étalée sur deux soirées — une dizaine d'heures, — n'en constitue pas moins une réussite. La salle n'a pas permis, comme prévu, de monter au Théâtre des Deux-Portes, un brassage total

des danseurs et des spectateurs ; mais un public nombreux, jeune, s'est pressé à ces rencontres ; public remuant, directement concerné, prêt à applaudir ou à manifester dans une odeur de café chaud et de tarte aux pommes.

Vingt-cinq compagnies ont participé à l'événement. C'était pour chacune prétexte à montrer son travail, mais aussi à découvrir celui des autres. Toute la jeune danse française y était présente dans sa diversité depuis les groupes comme Moebius, le Four-solaire, l'atelier de Serge Keuten, ou des chorégraphes solitaires : Caroline Dudan, Yano, Charles-Henri Spirat, Jean-Claude Ramseyer, Christiane de Rougemont, tous doués et d'un bon niveau professionnel.

Danse jeune, danse pauvre. Ces troupes qui vivent difficilement sont venues jouer sans cachet par solidarité, par omélie. Leur geste est symbolique, car rien que pour la location de la salle et les frais engagés, la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes en est de sa poche. Mais Alain Crabot estime avec raison que cette action-danse, par sa spontanéité et sa qualité, devrait attirer l'attention des pouvoirs publics sur le bien-fondé et le sérieux de son entreprise. La direction départementale de la jeunesse et des sports et le ministère de la culture ne peuvent rester indifférents devant ce problème. C'est surtout la responsabilité de la municipalité de Paris qui est engagée ici. Elle ne peut laisser indéfiniment cette équipe dans la quasi-clandestinité et devrait lui donner des moyens d'action et un lieu. La M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes avait entrepris sur le plan local une intéressante ouverture à la danse. M. Landowski, qui fut toujours intéressé par l'art chorégraphique, semble l'interlocuteur de choix pour régler honorablement cette affaire.

MARCELLE MICHEL.

De Diaghilev à Béjart

Quoi de plus naturel lorsqu'on possède une librairie-galerie entièrement consacrée à la danse que de désirer faire connaître des trésors d'iconographie enfouis dans ses cartons et des écrits inconnus ou oubliés ? Gilbert Courmand les a mêlés dans un ouvrage bien composé, *Beauté de la danse*, d'une typographie élégante, qui dégage une impression de luxe et de bon goût.

Beauté de la danse n'est pas un traité historique ou un essai esthétique, mais plutôt une succession d'éclatements sur des moments importants de l'évolution de cet art. Une incursion vers les danses extra-européennes est prétexte à glisser une ravissante lithographie de Vallou. Une anecdote sur les espiègleries des « petits rats » de l'Opéra apporte une note de franchise hilarante.

En exergue, une citation : « La seule liberté du danseur c'est la discipline qu'il s'impose à lui-même. » Elle est de Martha Graham. Mais elle peut s'appliquer à tous ceux qui pratiquent un art élaboré depuis des siècles.

Passez aux théoriciens d'abord : Pierre Rameau, dont le « maître à danser » aurait pu inspirer Molière pour le *Bourgeois gentilhomme*, et Noverre, soudeux de la conformation du danseur, ou encore Despreux enseignant les « tricotets » à Napoléon. Les chroniqueurs de l'époque ont vu le ballet romantique par le petit bout de la lorgnette. Heureusement, les dessinateurs

étaient là pour saisir les grâces de Fanny Essler ou de Marie Taglioni. Elle Faure et Valéry, au contraire, ont sublimé le geste d'Isadora Duncan ou de Serge Lifar.

D'intéressants textes biographiques sur notre temps rappellent que Martha Graham dansa l'« Elie du Sacre du printemps » avec Masine et qu'elle reçut une invitation pour les Jeux olympiques de Berlin, en 1936. Ce n'est guère qu'en 1945 qu'elle commença à être célébrée aux Etats-Unis. Vers cette époque, Jean Cocteau avait l'idée d'employer le synchronisme entre la musique et la danse dans le *Jeune Homme et la Mort*. C'était la grande époque des Champs-Élysées. Et dans le ballet de Roland Petit les *Démolisseurs de la nuit*, il y avait un danseur encore inconnu, malingre, qui jouait un chat de gouttière : Maurice Béjart.

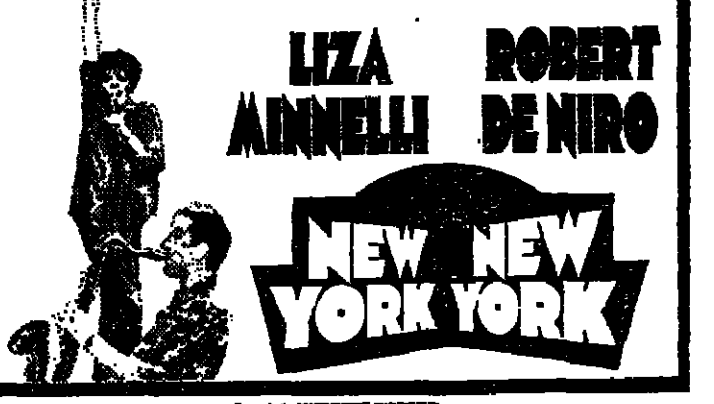
On ne conçoit pas un livre sur la danse sans la référence à Diaghilev. Il est présent tel que l'immortalisé Cocteau, avec sa tête trop grosse pour son chapeau, sa pelisse, sa figure de dogue et son sourire de jeune crocodile. Mais lorsque l'on reforme *Beauté de la danse*, deux visages émouvants viennent encore longtemps s'imposer à nous : deux artistes saisis au début de grâce : Pavlova, absorbée par son art, s'épuisant dans des tournées de petits théâtres, et Nijinski, exprimant par des gestes de médium la folie qui lentement l'envahit. — M. M.

* *Beauté de la danse*, éditions Gauthier-Langereau, 46 F.

PUBLICIS ELYSÉES v.o. - PUBLICIS MATTIGNON v.o. - PUBLICIS SAINT-GERMAIN v.o. - PARAMOUNT ODON v.o. - PARAMOUNT OPÉRA v.i. - PARAMOUNT MONTFARNASSE v.i. - PARAMOUNT Gobelins v.i. - PARAMOUNT MAILLOT v.i.

— Courez voir « New York, New York ». De Niro et Liza Minnelli forment un couple inoubliable.

LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO



La vie singulière d'ALBERT NOBBS adaptation et mise en scène Simone Benmussa

Le Monde économie-régions

M. Geneen quitte la direction d'I.T.T. Le profit avant tout

M. Harold Geneen abandonne, samedi 31 décembre, ses fonctions de directeur général d'International Telephone and Telegraph (I.T.T.). La direction effective du quinquizème groupe mondial (11,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires, 488 millions de dollars de bénéfices, 375 000 employés) sera désormais assurée par M. Lyndon Hamilton. M. Geneen demeure président du conseil d'administration.

Un règne s'achève. Sidney Harold Geneen, qui aura soixante-huit ans le 20 janvier, présidait sans partage, depuis dix-huit ans, aux destinées d'I.T.T. Raresment un « manager » aura autant marqué de son empreinte un groupe industriel. Le nom de Geneen et le sigle d'I.T.T. ont été des années durant indissolublement liés. Pour le meilleur, comme pour le pire.

Détesté par les uns, respecté par d'autres, craint par tous, Harold Geneen n'est pas un « patron » comme les autres. Ni héritier d'une dynastie, ni fondateur de son entreprise, ni diplômé d'une grande école, il s'élève pourtant à la légende américaine. Des origines modestes : son père, imprimeur de concertos, émigre aux Etats-Unis en 1911, alors que le petit Harold n'a qu'un an. Très vite, ses parents se séparent. Il vit seul avec sa mère. De courtes études : enfant solitaire, et de mauvais élèves. Il s'inscrit au collège. Des débuts au bas de l'échelle : à seize ans il entre comme « saute-risette » à la Bourse de New-York. Et là, suite, il s'inscrit au cours du soir de l'université. Un physique d'apparence anodine : petit, le front dégarni, de fines lunettes rondes, costume et cravate sombres. Tout dans le personnage évoque l'image traditionnelle du comptable. A une nuance près : Harold Geneen est un comptable général. Travailleur infatigable, il est animé d'une volonté de fer. Il gravit patiemment les échelons, quittant ses employeurs lorsqu'il estime que ses mérites ne sont pas reconnus, ou que la voie vers le pouvoir suprême est bouchée.

Après une succession de postes dans diverses entreprises, il entre en 1936 chez Raytheon, l'un des grands de l'électronique aux Etats-Unis. Vice-président directeur général, il réussit en peu de temps à réorganiser l'entreprise, à doubler le bénéfice. Pour lui, une seule devise : le « nombre de dollars par titre que les actionnaires reçoivent comme dividendes ». Sa renommée commence à s'établir. Or I.T.T. cherche précisément à la même époque un homme providentiel. La mort de son fondateur, le colonel Sosthène Behn, laisse un vide qu'il faut combler. Le conseil s'adresse à des « chasseurs de têtes ». Harold Geneen est présenté en 1959. Il fait une très forte impression, exige les pleins pouvoirs... et le conseil le nomme.

Le groupe qu'il prend en main réalise alors un chiffre d'affaires de 765 millions de dollars pour un bénéfice de 28 millions. Ses activités sont concentrées pour l'essentiel dans les télécommunications hors des Etats-Unis : la fabrication des matériels, mais aussi l'exploitation de réseaux nationaux entiers. Or Geneen n'a pas « confiance » dans les gouvernements étrangers (Fidel Castro le renforce dans son opinion en nationalisant ses avoirs d'I.T.T.). Il décide donc de rétablir l'équilibre dans les investissements du groupe au profit des Etats-Unis. Le secteur du téléphone, outre-Atlantique, étant bouché au moins jusqu'en 1975-1976 en raison de l'accord tacite de non-concurrence pendant cinquante ans entre A.T.T. et I.T.T., il faut trouver autre chose pour accroître les profits. Harold Geneen, avec l'appui d'André Mayer, de la banque Lazard de New-York, se lance dans une politique d'acquisition tous azimuts aux Etats-Unis. Si la mode de l'époque est à la fusion, Harold Geneen sera le premier

à appliquer sur une grande échelle la stratégie du conglomérat, ce qui lui vaudra un certain mépris de la part des « purs industriels », notamment européens.

Deux grands critères président au choix des sociétés à acquérir : leur appartenance à un secteur en forte croissance (pharmacie, alimentation, service) ; la présence dans leurs bilans d'actifs sous-évalués. Tour à tour Avis (location de voitures), les maisons Lewitt, Continental Backing, premier fabricant de pain industriel, les hôtels Sheraton, passent sous le contrôle d'I.T.T. Si quelques affaires échouent — la reprise de la chaîne de radio-T.V., A.B.C., est rachetée à un prix exorbitant — l'actualité, chassera le nom d'I.T.T. de la « une » des journaux. Sa tâche consiste à préparer l'avenir en élaborant une nouvelle stratégie pour le groupe et en assurant sa succession.

L'époque des acquisitions tous azimuts est révolue. Il s'agit maintenant pour I.T.T. de consolider sa diversification en se concentrant sur quelques secteurs d'activité fortement intégrés. Cinq grands groupes de produits ont été ainsi définis : les télécommunications, les produits de consommation, les assurances, les ressources naturelles, les produits industriels. Le groupe va désinvestir dans certaines branches et investir dans d'autres pour améliorer l'intégration de ses filiales (composants électroniques, pétroliers, informatiques, matériels téléphoniques) ou s'ouvrir de nouveaux marchés (photographie). Le mariage d'Harold Geneen pour l'étranger ne se dément pas et I.T.T. cache plus son ambition de pénétrer en force sur le marché américain des télécommunications, jugé plus large et moins soumis aux aléas politiques que ceux des autres pays, notamment européens.

Une nouvelle stratégie

Tout ce système vise à neutraliser l'influence des facteurs humains et du hasard. Si cette politique a incontestablement permis au groupe de connaître une croissance importante de profits, elle déplaît à la veuve de Sosthène Behn. Celle-ci écrit au magazine Time, en 1967, que I.T.T. est devenu « un pigiste à la consigne » où le « note personnelle et les valeurs humaines sont noyées parmi les chiffres d'un bilan et distancées loin à l'arrière-plan de ce qu'est le dollar tout-puissant (1) ».

Les attaques contre I.T.T. vont prendre de l'ampleur au début de la présente décennie. Des actions antitrust sont engagées pour imposer à de nouvelles acquisitions. On accuse I.T.T. d'avoir versé des fonds au parti républicain de Richard Nixon pour obtenir une suspension de certains droits. L'affaire du Chili aura un retentissement mondial. En 1973, le président Allende affirme que le groupe a participé, en 1970, à un complot, en liaison avec la C.I.A.,

BIBLIOGRAPHIE

DES POLYTECHNICIENS ET L'AVENIR DU TIERS-MONDE

Heureuse initiative de la Revue du tiers-monde : elle consacre un numéro spécial à la réflexion d'une quinzaine de polytechniciens sur le développement. Comme l'explique l'un des leurs, Pierre Garrigues — qui travaille depuis longtemps sur terrain du tiers-monde et préside à l'Institut national de recherches sur la coopération avec les pays pauvres — « la mise en valeur de la planète » est plus urgente que jamais. Comment s'organiser que de nombreux polytechniciens aient trouvé là une tâche à leur mesure ? Ils sont de tous bords, voire de toutes couleurs : puis-je citer M. Andriamanantsoa ou M. Taki Rifal obéissent M. Gruson, M. Gibrat ou M. Cheysson.

Impossible de citer le sommaire, très riche, mais les idées qui se dégagent de ces pages convergent pour éclairer d'un jour nouveau la stratégie du développement : éviter toute rupture avec l'état initial de l'activité économique, créer des liens fonctionnels entre les pays voisins, multiplier les opérations ponctuelles, orienter l'expansion de l'agriculture, base de la croissance vers les besoins propres des masses, donner une dimension écologique au développement, former des cadres du tiers-monde pour la gestion des entreprises et mobiliser l'opinion publique occidentale. Vaste programme. — P. D.

(*) Presses universitaires de France, Revue publiée par l'Institut du développement économique et social, 38, boulevard Arago, 75013 Paris.

● Les automobilistes de Roanne pour le tiers-monde. — A Roanne, le produit des parcmètres du 31 décembre sera versé aux œuvres locales s'occupant des pays sous-développés. Ainsi en a décidé la municipalité de gauche copenguise, à décider le maire, socialiste, M. Jean Auroux, « en cette période de fêtes, il n'était pas possible de rester insensible à la détresse et aux souffrances du tiers-monde où la faim, la maladie et le désespoir ne connaissent pas de trêve ». — (Cor.)

pour empêcher le gouvernement de l'Unité populaire de parvenir au pouvoir.

Les démentis — souvent maladroits — n'empêchent pas le scandale. D'autant que les interférences entre I.T.T. et la politique sont évidentes. N'est-ce pas Harold Geneen lui-même qui écrivait : « C'est aux grandes compagnies qu'incombe, chaque jour davantage, le soin de veiller au bon fonctionnement de notre système » ?

Face aux attaques, I.T.T. fait le gros dos. Mayennant une plus-value substantielle. Avis et quelques autres sociétés sont revendus. Harold Geneen sait par expérience que les attaques s'appliqueront d'elles-mêmes. D'autres scandales, l'actualité, chassera le nom d'I.T.T. de la « une » des journaux. Sa tâche consiste à préparer l'avenir en élaborant une nouvelle stratégie pour le groupe et en assurant sa succession.

L'époque des acquisitions tous azimuts est révolue. Il s'agit maintenant pour I.T.T. de consolider sa diversification en se concentrant sur quelques secteurs d'activité fortement intégrés. Cinq grands groupes de produits ont été ainsi définis : les télécommunications, les produits de consommation, les assurances, les ressources naturelles, les produits industriels. Le groupe va désinvestir dans certaines branches et investir dans d'autres pour améliorer l'intégration de ses filiales (composants électroniques, pétroliers, informatiques, matériels téléphoniques) ou s'ouvrir de nouveaux marchés (photographie). Le mariage d'Harold Geneen pour l'étranger ne se dément pas et I.T.T. cache plus son ambition de pénétrer en force sur le marché américain des télécommunications, jugé plus large et moins soumis aux aléas politiques que ceux des autres pays, notamment européens.

COMMERCE EXTÉRIEUR

LE LIBAN COMMANDE DEUX CENT VINGT AUTOBUS BERLIET

L'Office des transports de Beyrouth vient de commander deux cent vingt autobus Berliet FR-100 à turbo-compresseur à la firme Renault-Véhicules Industriels. Ce marché représente 75 millions de francs et intervient après ceux obtenus au Soudan, au Yémen, en Arabie Saoudite et au Pakistan au cours de l'année.

En dépit de cette commande, les mesures de change techniquement prévues pour 1978 (le Monde du 10 décembre) ne seront pas rapportées en raison de la faiblesse du plan de charge de l'entreprise.

● La Société des automobiles Peugeot a annoncé le 30 décembre la signature d'un marché de 1 000 taxis 505 avec l'Egypte et un autre de 1 500 avec le Soudan, dont 1 000 taxis destinés à la ville de Khartoum.

Conflits et revendications

● Le conflit Michelin. — A Clermont-Ferrand, les organisations C.G.T. de Michelin ont annoncé le 30 décembre les propositions d'action qu'elles vont soumettre aux cadres le 2 janvier : soit, dès le jour même, demander au préfet de la région Auvergne de recevoir les syndicats. Puis, le 3 janvier, envoyer des délégations à la direction de Michelin et aux services du travail ; le 4 janvier, faire grève deux heures au minimum, avec meeting devant la préfecture ; le 5 janvier, réunir le comité de coordination C.G.T. des usines Michelin de France pour se prononcer sur un rassemblement national des ouvriers de Michelin, entre le 9 et le 11 janvier, à Clermont-Ferrand ; enfin, le 7 janvier, premier samedi devant être travaillé, organiser une grande journée d'action.

Vendredi 30 décembre, diverses actions (débrayages de revêtement, délégations auprès de la maîtrise, etc.) avaient eu lieu dans les ateliers des cinq usines clermontoises de Michelin. — (Cor.)

Matières premières

● L'accord international sur le sucre a été ratifié par l'Union soviétique le 30 décembre 1977. Le nombre des ratifications étant désormais suffisant, l'accord de

C'est cette nouvelle stratégie que le successeur d'Harold Geneen devra appliquer. Il y a trois ans, un nom circula, celui de Mike Bergerac, directeur général d'I.T.T.-groupe, intrigues de couloirs ? Désaccord entre Harold Geneen et son dauphin ? Impatience de ce dernier ? On ne sait. Toujours est-il que, en 1974, Mike Bergerac quitta I.T.T. pour la présidence de Revlon. Il est vrai que ce poste lui donne le sixième salaire mondial, alors que celui d'Harold Geneen n'est plus, avec 875 000 dollars par an, que le seizième.

Mike Bergerac parti, il faut trouver quelqu'un d'autre. Finalement, le choix s'arrêta sur Lyndon Hamilton, le financier de la maison qui est trésorier d'I.T.T. depuis dix ans. A cinquante ans, M. Hamilton est un « jeune ». Aussi grand que Harold Geneen, est petit, des cheveux blancs, orateur brillant, poli. Là s'arrêtent les similitudes. Lyndon Hamilton, dit formé à l'école Geneen, à son système de management et, comme il le déclarait récemment, « je serais fou de vouloir changer cela ».

Harold Geneen passe aujourd'hui la main à celui qu'il a choisi avec le sentiment du devoir accompli. Engagé pour réaliser des profits, il a réussi dans sa tâche en faisant d'I.T.T. une formidable machine à engranger des bénéfices. Et ce n'est pas sans fierté qu'il déclarait récemment au New York Times : « Lorsque je suis arrivé, j'avais dit que nos bénéfices représenteraient 20 % par an. A l'exception de deux exercices, nous l'avons fait. C'est vraiment nous avons fait un très bon travail ».

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Cité dans I.T.T. « Etat souverain », par A. Sampson, Edit. Alain Moreau, 1973.

LA RECONSTRUCTION DU 14^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

M. d'Ornano demande à M. Chirac de « réhabiliter » le quartier Guilleminot

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a écrit le 20 décembre à M. Jacques Chirac, maire de Paris, pour lui demander de « faire étudier les possibilités de réhabiliter » le quartier Guilleminot dans le quatorzième arrondissement, le long de la voie Verclétoise. Il ne pas préciser si l'Etat participerait au financement de cette remise en cause de l'opération de rénovation de la ZAC Guilleminot, approuvée par le Conseil de Paris.

M. d'Ornano fonde son intervention sur le fait que l'église Notre-Dame-du-Travail, rue Verclétoise, est un monument inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et que, dans un rayon de 500 mètres autour de ce site, toute demande de permis de construire doit faire l'objet d'un avis du ministre de la culture.

D'autre part, deux autres immeubles vont être proposés à l'inscription, lors d'une prochaine commission des monuments historiques. Il s'agit d'un immeuble construit en 1913 dans un style d'avant-garde, au 7 de la rue Leclercq, et d'un autre, au 4 de la rue Raymond-Lessard, est connu sous le nom de Moulin des trois cornes, et était une dépendance du château du Maine.

Enfin, une liste d'une quarantaine de bâtiments, dont le ministre de la culture souhaite qu'ils ne soient pas démolis, est en cours de négociation avec la mairie, qui a déjà accepté d'en conserver plusieurs, notamment celui qui, au 4 de la rue Raymond-Lessard, est connu sous le nom de Moulin des trois cornes, et était une dépendance du château du Maine.

Il est peu vraisemblable que le maire de Paris accepte de remettre en cause le principe de la rénovation

du quartier Guilleminot, largement entamée. L'intervention de M. d'Ornano — il s'est déjà opposé à la démolition de la cité des artistes située au 30-32 de la rue Verclétoise (« le Monde » du 11-12 décembre) — paraît plutôt faire parti de ces batailles de frontières que livrent les deux anciens candidats à la mairie de Paris.

8,74 MILLIARDS DE FRANCS POUR LES EXPROPRIATIONS EN 1976

La crise économique s'est traduite, à sa manière, dans les statistiques de consommation de terrains expropriés ou acquis par la puissance publique. On constate en effet une diminution de cette consommation : indique le premier ministre dans une réponse à M. Emmanuel Brame, député du Rhône (P.R.), publiée au « Journal officiel » du 31 décembre.

En 1973, 18 100 hectares ont été acquis par les différents services publics pour des grands aménagements routiers, l'équipement de zones industrielles, la construction d'immeubles collectifs ou de maisons individuelles dans les banlieues des agglomérations de plus de dix mille habitants. Mais, en 1975, ce chiffre tombait à 15 100.

Le coût total des acquisitions réalisées par l'Etat (à l'exception des acquisitions par le juge) n'a pas sensiblement évolué puisqu'il est passé de 1,21 milliard en 1970 à 1,28 en 1974 et à 1,6 en 1976.

En revanche, les organismes autres que l'Etat (collectivités locales, sociétés nationales, organismes divers) ont exproprié davantage que l'Etat puisque les sommes versées sont passées de 3,24 milliards en 1970 à 5,67 en 1974 et 7,14 en 1976.

Au total, c'est donc une somme de 8,74 milliards de francs qui, en 1976, aura été consacrée à indemniser les expropriés.

ÉTRANGER

M. WILLIAM MILLER SUCCESSEUR DE M. BURNS A LA FED EST BIEN « NOTÉ » PAR LA PRESSE AMÉRICAINE

Le Wall Street Journal exprime l'optimisme, dans ses éditions du vendredi 30 décembre, que le nouveau président du conseil de la Réserve fédérale, M. William Miller, défendra l'indépendance de la FED et l'intégrité du dollar. Il est encore trop tôt pour savoir quel rôle politique monétaire jouera le successeur de Arthur Burns, écrit le journal dans un éditorial. Mais, ajoute-t-il, s'il doit se battre « pour protéger l'indépendance de la FED et la stabilité du dollar contre les puissances étrangères qui demandent plus », il peut compter sur notre soutien. Le New York Times se félicite pour sa part de l'affirmation faite par M. Miller de sa volonté de combattre à la fois l'inflation et le chômage. « Nous accueillons favorablement un président de la FED ayant des objectifs si sages », écrit le quotidien new-yorkais, qui critique par ailleurs la nomination de M. James McIntryre au poste de directeur du bureau de la gestion et du budget.

Quant au Washington Post, il reproche à M. Burns d'avoir « rendu à donner la priorité à la stabilisation des taux de change du dollar ». Il estime que son successeur, « qui a eu une plus grande expérience internationale que la plupart des hommes d'affaires américains » saura trouver un meilleur équilibre entre la défense du dollar et le maintien de l'expansion économique. — (A.F.P.)

L'indice des principaux indicateurs de l'économie américaine a diminué, en novembre, pour la première fois depuis juin dernier. La baisse a été faible : 0,2 %. Elle est due notamment à la baisse des entreprises. L'indice des principaux indicateurs est supposé anticiper l'évolution de l'économie américaine. Il avait progressé de 3,3 % de juin à octobre. — (A.F.P.)

PAYS-BAS

● Le nombre des chômeurs aux Pays-Bas est descendu, en décembre, pour la première fois depuis avril 1975 au-dessous des 200 000. Le chiffre corrigé des variations saisonnières s'est élevé à 196 800 chômeurs contre 212 000 en octobre (-15 200). En un an, la baisse est de 10 200. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CESSATION DE GARANTIE

La Discount Bank (France) S.A., 1, rond-point des Champs-Élysées, 75008, Paris, par application des règles prévues par les articles 2 et 48 de la loi du 2 janvier 1970, dénonce, dans le délai de trois jours francs, la Banque de la présente publication, la garantie financière délivrée le 31 mai 1977 à la Société anonyme de réalisations immobilières et foncières « S.A.R.I.F. », 38, avenue Rodière, 75008, Paris, au titre de l'opération immobilière immobilière.

Tous les détenteurs créanciers au sens de l'article 33 de la loi précitée ont un délai de trois mois pour produire entre les mains du garant.

La présente publication obligeant revêtu de la moralité de la Société anonyme de réalisations immobilières et foncières « S.A.R.I.F. ».

مكتبة من الأصل

ons

سكنا من الاموال

LA REVUE DES VALEURS

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Nouvelle baisse du dollar

Paris et Francfort fermés lundi. Londres fermé mardi : on pouvait penser que les marchés des changes respecteraient la trêve des confiseurs. En fait, il n'en a rien été. L'annonce du remplacement de M. Burns par M. Miller, à la tête de la Banque fédérale des États-Unis, a provoqué une forte baisse du DOLLAR jeudi, baisse qui n'a été corrigée qu'en partie à la veille du week-end.

La semaine avait pourtant commencé calmement pour le DOLLAR, qui mardi, s'était très légèrement dans des marchés peu animés et creux. Mercredi, toutefois, le tassement de la devise américaine s'accroissait. Pourquoi ? Fuites ? Quel qu'il soit, il s'avère rapidement que les opérateurs qui avaient vendu ce jour-là avaient été bien avisés. Jeudi, en effet, l'on apprenait que le président Carter avait décidé

était clair que des divergences étaient apparues entre la Maison Blanche et le président de la Banque fédérale. Dès lors, il était probable que le mandat de ce dernier ne serait pas renouvelé. Foutant la règle « sacro-sainte » du fait accompli n'a pas joué. Cela dit, quelle signification doit-on accorder à la baisse brutale du DOLLAR survenue jeudi ? Deux points méritent d'être signalés. En premier lieu, cette baisse, aux dires des spécialistes, s'est effectuée dans le vide, les transactions restant relativement peu importantes. En second lieu, une correction est intervenue presque immédiatement. Dans ces conditions on ne saurait attacher aux fluctuations constatées cette semaine une très grande signification.

Reste que ce brutal mouvement de baisse a démontré — si besoin

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	—	1,8100	8,9778	3,8285	4,8285	62,3525	4,3452	1663,04
	—	1,8020	8,9698	3,8264	4,8051	62,3770	4,3198	1652,37
New-York	1,8100	—	21,2765	49,8753	47,5059	3,0534	43,8560	0,1147
	1,8020	—	20,8985	48,6618	46,4390	2,9850	43,1024	0,1140
Paris	8,9778	4,7000	—	234,41	222,27	14,3511	206,59	5,3914
	8,9698	4,7000	—	232,84	222,27	14,2835	206,25	5,3581
Zurich	3,8285	2,0650	42,5595	—	95,2494	6,1221	88,1318	2,2999
	3,8264	2,0559	42,3467	—	95,5389	6,1242	88,5775	2,3132
Francfort	4,8285	2,1000	44,7672	104,9675	—	6,4274	92,5274	2,4146
	4,8051	2,1510	44,5529	104,6715	—	6,4208	92,7153	2,4526
Bruxelles	62,3525	32,7500	6,9689	16,3341	15,5581	—	14,3856	3,7568
	62,3770	32,5600	7,0010	16,3017	15,5741	—	14,4396	3,8128
Amsterdam	4,3452	227,50	48,4042	113,6663	108,0760	6,9463	—	2,6096
	4,3198	222,80	48,4042	112,8955	107,8858	6,9251	—	2,6453
Milan	1663,04	871,75	135,47	434,78	414,13	26,6183	383,18	—
	1652,37	877,00	135,28	432,76	407,71	26,1791	378,01	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 liras.

de ne pas renouveler le mandat de M. Burns, et que M. Miller le remplacerait à la présidence de la Banque fédérale des États-Unis fin janvier.

M. Burns étant généralement considéré comme le garant d'une certaine orthodoxie financière, cette nouvelle ne pouvait laisser indifférents le fait, des investisseurs, au sein duquel, on a effec-tué une vente de DOLLAR, dont le cours tombait à près de 4,65 FRANCS FRANÇAIS à Paris et à 2,075 DEUTSCHMAREN à Francfort.

Une reprise s'amorçait alors, qui, cependant, n'effaçait qu'en partie les pertes initiales. À la veille du week-end, les marchés retrouvaient un semblant de calme, la devise américaine s'échangeant, près des niveaux atteints la veille en clôture.

Le départ de M. Burns ne saurait être considéré comme une surprise. Depuis plusieurs mois, il

était — que la méfiance à l'égard du DOLLAR restait vive en dépit des déclarations rassurantes qu'ont multipliées ces dernières semaines les officiels américains, le dernier en date étant M. Wallach, l'un des sept gouverneurs de la Banque fédérale, qui n'a pas craint d'affirmer qu'il était « erroné de penser que les États-Unis sont toujours à la tenue du dollar », que les autorités américaines étaient « intervenues de façon adéquate sur les marchés des changes et en conformité avec l'importance du désordre monétaire », avant d'ajouter que « de toutes évidences les importations de pétrole allaient être réduites et qu'une fois promulguée, une législation forte sur l'énergie donnerait l'assurance aux marchés des changes, que la force du dollar ne sera pas sapée par la spirale des importations pétrolières ».

M. Wallach pose là le vrai problème. Il est clair, en effet, que la politique énergétique américaine sera déterminante pour la tenue future du DOLLAR. Cela posé, beaucoup d'opérateurs voudraient partager la conviction de M. Wallach.

MARCHÉ MONÉTAIRE Calme

Conforté par les nouvelles favorables de ces derniers jours (déclé-ration des prix de détail en novembre, bonne tenue du franc français, notamment contre le dollar), le marché monétaire a passé la fin d'année dans le calme, d'autant que la Banque de France l'avait abondamment pourvu en liquidités : 2,8 milliards de francs valeur 26 décembre, 2,9 milliards de francs valeur 30 décembre, le tout au taux inchangé de 8,7/8 %.

Le taux de l'argent au jour le jour est, lui aussi, resté inchangé à 9,1/8 %.

En revanche, les taux de l'argent à terme se sont détendus de 1/8 % à 1/4 % sur des périodes s'échelonnant de un à douze mois. Décote provisoire et optimisme passager ? À moins que les trésoriers de banque ne considèrent que les dernières nouvelles économiques militent en faveur d'une baisse durable des taux. L'on ne sait trop.

En tout cas, la réponse dans ce domaine dépendra, comme tous les jours pour une grande part, de la tenue du franc sur le marché des changes. Mais, là aussi, l'année 1978 peut nous apporter bien des surprises et pourquoi pas des bonnes ?

(Interim.)

Le FRANC FRANÇAIS s'est honorablement comporté. Soutenu par l'annonce du net ralentissement de la hausse des prix de détail en novembre, il a fortement progressé à l'égard du DOLLAR et n'a réchqué que modérément par rapport au DEUTSCHENMARK.

Au sein du serpent européen, enfin, une certaine détente était perceptible, en liaison avec une nette reprise du FLORIN néerlandais.

Sur le marché de l'or de Londres, les cours se sont tendus, le prix de l'once de métal progressant jusqu'à 166 dollars, avant de revenir à 164,95 dollars à la veille du week-end (contre 162,05 dollars le vendredi précédent).

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS À TERME

4 1/2 % 1973 : 36 100 10 825 920
C.N.E. 3 % : 3 575 8 886 257
Ferrier : 44 798 3 961 210 (1)
Mitsui : 3 458 4 744 980
Gutierrez : 21 400 2 634 225 (2)

(1) Trois séances seulement.
(2) Séance de vendredi seulement.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Termes	26 déc.	27 déc.	28 déc.	29 déc.	30 déc.
Compt.	—	39 043 489	41 022 509	33 580 885	33 949 892
R. et obl.	—	93 620 961	85 680 905	120 148 704	67 398 977
Actions	—	144 806 797	32 525 771	44 572 169	33 626 189
Total	—	277 471 247	178 229 185	198 301 758	134 975 058

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1975)	Valeurs
France	88,5
Etrang.	98,9

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1976)	Tendance
	95,9

Ind. gén.	59,8	59,9	59,6	59,9
-----------	------	------	------	------

Bourse de Paris

SEMAINE DU 27 AU 30 DÉCEMBRE

Le 7 % 1973 au plus haut

« E X nihilo nihil. » Rien ne vient de rien, affirme l'aphorisme. Il eût été vain d'attendre quoi que ce soit de la semaine écoulée, une des plus creuses de l'année et de surcroît réduite à quatre séances par les fêtes de Noël. La Bourse a en effet chômé le lundi 26 décembre.

De fait, il ne s'est rien passé ou bien peu de chose... Privée d'une bonne partie de sa clientèle, traditionnellement absente en cette période de l'année, le marché, complètement désœuvré, a piétiné après avoir encore un peu progressé sur sa lancée des jours précédents. Les professionnels, faute de mieux, se sont bornés à expédier les affaires courantes. La forte décelération des prix de détail en novembre ? C'est à peine si les cours ont « frémi ». En d'autres temps, ils auraient bouilli... La recrudescence du dollar ? Passée inaperçue ou presque. Bref, quatre séances de pure forme qui ont vu d'un vendredi à l'autre les valeurs françaises monter de 0,7 % en moyenne, sans que l'on puisse attacher une grande signification aux variations de cours observées dans les deux sens. Vendredi, l'on a même craint au moment que la tradition ne fût pas respectée. Ni confetti ni pétards, aucun cotillon, la Bourse avait un air sinistre quand, au dernier moment, un orchestre Nouvelle-Orléans, sorti de nulle part, fit soudain réentendre ses cuivres sur le groupe « C. Les commis consentiront alors à jouer du serpent après avoir revêtu la tenue adéquate. Mais, visiblement, le cœur n'y était plus. Quatre semaines de conflit social sans grand résultat laissent, en effet, l'arrière-goût d'amertume. Mercredi, en effet, lors de la consultation organisée par les syndicats, une petite majorité de votants (mille deux cent cinquante-cinq) s'étaient déclarés partisans d'accepter les dernières propositions patronales, tandis que huit cent cinquante-sept se prononçaient contre. Par lassitude ? C'est bien possible. En attendant, sur les huit cent cinquante-sept opposants, le C.F.D.T. a refusé de signer l'accord et affirmé son intention de reprendre le combat le moment venu.

Simple formule employée pour masquer un échec ou volonté réelle de reprendre l'action ? Beaucoup penchent pour la première explication. En attendant, même si la menace de nouvelles grèves n'est pas entièrement écartée, elle ne pèse plus sur le marché, et la reprise normale du travail a constitué l'un des deux événements de la semaine.

L'autre fut l'envoie de la rente 7 % 1973. Poussée par la hausse de l'or, elle-même attisée par la recrudescence du dollar, les cours de cet emprunt puis du napoleon ont monté pour atteindre, le vendredi, son plus haut niveau historique (122,30 Fl, et l'autre son plus haut niveau de l'année).

On verra là le signe de l'indéfectible attachement des Français pour les choses de l'or. Au moment où les investisseurs désenchantés ou simplement inquiets de l'avenir manifestent un certain désintérêt pour la Bourse, cet attachement prend valeur de symbole.

ANDRÉ DESSOT.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Repli du cuivre et de l'étain

MÉTALX. — Repli des cours du cuivre et de l'étain. Plusieurs facteurs expliquent ce retournement de marché : accroissement des stocks de métal raffiné aux États-Unis en novembre, vent de médiocrité temporaire en Grande-Bretagne. Enfin, opposition du Chili aux mesures de réduction de production (— 15 %) proposées par le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre, ce pays devant maintenir un niveau d'activité élevé dans ses mines pour pouvoir rembourser son importante dette extérieure. Ainsi, l'exportation de cuivre de 15 000 tonnes du stock régulateur japonais durant la prochaine année fiscale

n'a-t-elle exercé qu'une influence limitée sur le marché.

Nouvelle chute des cours de l'étain, tant à Londres qu'à Penang. Le marché reste toujours déprimé dans l'attente de la décision que prendra le Congrès américain relative à la mise en vente de métal stratégique prélevé sur les stocks stratégiques.

TEXTILES. — La perspective d'un sensible gonflement du report mondial en fin de saison, déjà anticipé par le marché, a exercé qu'un faible impact sur l'évolution des cours du coton à New-York. Selon les prévisions formulées par le Comité consultatif international, le coton américain atteindra 24 millions de balles en août 1978, chiffre en augmentation de 4,5 millions de balles par rapport à celui d'il y a un an. La production mondiale est estimée à 85,2 millions de balles pour une consommation de 80,5 millions de balles, inférieure de 1 million de balles à celle de 1976-1977. Pour la saison 1978-1979, on se prévient une diminution de l'exportation de 230 cents à 240 cents. La baisse des prix est même appelée à se poursuivre au cours des prochains mois, estime la commission néo-éclatante de la laine.

CÉRÉALES. — Nouvelle avance des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. La récolte américaine de blé d'hiver sera inférieure de 13 % à la précédente. Enfin, entre-temps pour l'évaluation des prix, la récolte de la Chine serait aussi mauvaise qu'en 1949, d'où l'exportation plus importante de la part de ce pays au cours des prochains mois.

DÉTERGENTS. — La baisse s'est poursuivie, mais à un rythme plus ralenti sur le cacao. Les bruyères de l'été du quatrième trimestre surgratifièrent, selon les prévisions des négociants, une diminution sensible.

Les cours du café consolident faiblement leur reprise récente. Le marché a été dominé par la réduction de 1 million de sacs de la récolte du Salvador. En outre, le Brésil exportera moins de café qu'on ne le prévoyait.

NEW-YORK (en cents par livre) : cuivre (premier terme) : 38,60 (38,50) ; aluminium (ingot) : 80,00 (79,50) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) : 66,17 (66,03) ; mercure (par bouteille de 7 lb) : 125,00 (125,00).

NEW-YORK (en cents des Détroits par pied de 22 lbs) : 1,698 (1,700).

NEW-YORK (en cents par livre) : coton, mars : 53,90 (53,10) ; mai : 54,85 (53,90).

Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (pignée à sec) : mars, 240 (240) ; jute (en dollars par tonne) : Pakistan, White grade C (inch. 445).

Roubaix (en francs par kilo) : laine : jany, 23,70 (23,80).

Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute : inch. (540).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant : 47,50-48 (48-49).

Penang (en cents des Détroits par kilo) : 198,50-199 (194,75-195,50).

NEW-YORK (en cents par lb) : cacao mars : 141,50 (141,70) ; mai : 132,30 (132,70) ; sucre mars : 9,40 (9,39) ; mai : 9,90 (9,40) ; café mars 192,25 (191,11) ; mai 174,50 (167).

Londres (en livres par tonne) : sucre mars 121,10 (121,11) ; café janv. 1,905 (1,920) ; mars 1,757 (1,715) ; cacao mars 1,749 (1,815) ; mai 1,634 (1,700).

Paris (en francs par quintal) : cacao mars 1,630 (1,665) ; mai 1,625 (1,625) ; café mars 1,548 (1,500) ; mai 1,468 (1,410) ; sucre (en francs par tonne) : mars 1,040 (1,026) ; mai 1,050 (1,050).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par bushel) : blé mars 1,72 (1,71) ; mai 2,24 3/4 (2,26 3/4) ; mai 2,27 3/4 (2,28 3/4).

NEW-YORK (en cents par lb) : blé (premier terme) : 25,50 (25,50) ; blé (second terme) : 25,50 (25,50) ; blé (troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (onzième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (douzième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (treizième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (quatorzième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (quinzième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (seizième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (vingtième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (vingt-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (vingt-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (vingt-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (vingt-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (vingt-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (vingt-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (vingt-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (vingt-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (vingt-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (centième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-et-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-et-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-et-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-et-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-et-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-et-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-et-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-et-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingtième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-onzième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-douzième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-treizième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-quatorzième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-quinzième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-seizième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-sixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-septième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-huitième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-neuvième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-dixième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-et-unième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-deuxième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-troisième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-quatrième terme) : 25,50 (25,50) ; blé (cent-vingt-dix-cinquième terme) : 25,5

UN JOUR DANS LE MONDE

2. RÈGLES
— CONTROVERSES : Préface aux idées de la semaine, par Tanguy Kenechou ; L'impact de la vidéo, par Léo Humeau ; Gagner pour quoi faire ? par Pierre Lefranc ; La politique sans le choix, par Bertrand Fessard de Foucault.
- 3-4. DIPLOMATIE
— La tournée du président des États-Unis.
4. ASIE
5. EUROPE
6. POLITIQUE
— La politique sur le vote des Français de l'étranger.
- 7-8. LES ÉVÉNEMENTS DE 1977

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 9 A 15

- Au fil de la semaine : Madame la... par Pierre Vianon-Fouté.
- Lettres de Loulou (Kennechou), par Dominique Dhombe.
- Jeu : Ce loto qui fait courir la France, par Jacques Gellard.
- RADIO-TELEVISION : Les lois du football, par Jacques Gellard ; Les tribunes du TPI, par Catherine Humbert ; La IVe République aux « Dossiers », par Thomas Farnet.
- 16. SOCIÉTÉ
— Des prêtres mariés rappellent à leurs églises qu'ils appartiennent à l'Eglise.
- 17-18. CULTURE
- 19. SPORTS
- 20. ÉCONOMIE-REGIONS
- AFFAIRES : M. Geneen quitte la direction d'I.T.T.
- 21. LA REVUE DES VALEURS

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 14) Informations pratiques (15) ; Cinéma (16) ; Journal officiel (17) ; Météorologie (18) ; Mots croisés (19).

La France consacrera 2 millions de francs en 1978 à des études préliminaires sur un missile de croisière

La France consacrera en 1978 une somme de 2 millions de francs à des études préliminaires sur la définition d'un missile de croisière. Les dépenses d'études correspondantes ont été de 1 million de francs en 1977. C'est ce qui ressort de la mission de la commission de la défense et de celle des finances de l'Assemblée nationale — non démentis à ce jour par le ministère de la défense. Il y a quelques mois (« Le Monde » du 11 juin), le chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, s'était contenté d'indiquer que « des formules nouvelles de systèmes d'armes, comme les missiles de croisière, sont des maintenant à la portée de la France ».

En réalité, les sommes dépensées en 1977 et 1978 couvrent seulement des études préliminaires à caractère exploratoire et élargies sur le concept même des études de « faisabilité », disent les spécialistes — d'un missile de croisière. Le coût de développement d'un tel programme est en effet bien plus considérable, sans doute de l'ordre de 3 milliards de francs.

En vue de ces précisions, les services des armées ont demandé à l'Institut de la Défense (I.D.) de Washington, que la France pourrait être en mesure de fabriquer son propre missile de croisière dans cinq à dix ans. Selon ces mêmes sources, les chercheurs français auraient déjà réalisé d'importantes progrès, tant pour la mise au point du propulseur, mis à l'essai en 1976, que pour la définition de la charge

nucleaire embarquée à bord d'un missile de croisière.

Les informations divulguées à Washington le sont à un moment particulièrement opportun. Américains et Soviétiques sont engagés dans des discussions sur une nouvelle limitation des armements stratégiques, et les gouvernements européens ont demandé au président Carter de ne fermer aucune option dans les négociations avec Moscou, y compris celle qui consisterait à limiter le rayon d'action du missile de croisière ou celle qui permettrait aux Américains de transférer la technologie nécessaire à leurs alliés. La révélation que la France se met en mesure de concevoir son propre système d'armes peut donc servir à influencer le cours de ces négociations.

Durant ces dernières semaines, à deux reprises, le conseil de défense, présidé par M. Valéry Giscard d'Estaing, a examiné les grandes lignes d'un programme nucléaire des années 1980-1990. La difficulté de ses choix, pour la France, ne tient pas seulement à des considérations financières ou techniques, mais bien davantage à l'évolution des grandes négociations internationales entre Moscou et Washington. On estime en effet, à Paris, que la crédibilité d'une garantie nucléaire des États-Unis sur l'Europe dépendra largement des résultats des nouvelles discussions SALT et que, dans ces conditions, les pays européens s'estimeront encouragés ou non à développer leurs propres dissuasions.

Pour l'heure, le gouvernement français a décidé de continuer son effort pour miser sur une gamme de missiles à tête multiple (principalement le missile M-4 des sous-marins stratégiques) et du missile ASMP (air-sol à moyenne portée) de l'avion de combat Mirage-2000. La conception d'un satellite d'observation à également été retenue et un état de veille technologique sera maintenu sur le missile de croisière, c'est-à-dire que les recherches exploratoires continueront en faveur d'un tel engin.

UN « COMMANDO DELTA » REVENDIQUE UN ATTENTAT A CAMBRAI

Un engin de fabrication artisanale a explosé ce samedi 31 décembre, peu après 1 heure, devant la mairie de Maroilles (Nord) — localité dont le conseil municipal est communiste — occasionnant de légers dégâts. L'attentat n'a pas été revendiqué.

En revanche, une personne affirmant être le commandant en chef des commandos Delta pour le Nord-Pas-de-Calais a téléphoné dans la soirée du 30 décembre au quotidien communiste régional *Liberté* pour revendiquer l'attentat commis dans la nuit du 30 au 31 décembre contre la Mairie des syndicats de Cambrai (le *Monde* du 27 décembre) et annoncer d'autres attaques contre les locaux de la C.G.T. de la C.F.D.T. et du P.C.

Le numéro du *Monde* daté 31 décembre 1977 a été tiré à 509 992 exemplaires.

A B C D E F G H

UNE ÉTUDE DU « POINT »

Comment ont travaillé les députés de la majorité

Dans son numéro daté du 3 janvier 1978, l'*hebdomadaire* le *Point* publie une étude menée en France par l'IMAP (Institut de mesures de l'activité parlementaire) sur le travail accompli par l'Assemblée nationale par chaque député pendant les cinq années de la dernière législature (1973-1978).

Ce bilan, qui ne tient pas compte du travail non « mesurable », des députés dans leur circonscription et pour le compte de leurs électeurs, est d'un certain nombre de points chaque élu en fonction de sa participation aux différentes phases du travail législatif, du contrôle parlementaire, du travail budgétaire et du travail en commission.

Arrivent ainsi en tête du palmarès de la majorité les classements des députés de l'opposition sera publié la semaine prochaine.

MM. Claude Garbet (P.R., Eure-et-Loir), Claudius-Petit (réf., Paris), Hamel (P.R., Rhône), Signon (R.P.R., Somme) et Fauton (R.P.R., Paris). Occupent en revanche les dernières places du classement MM. Bourdellès (réf., Côte-d'Or), Chaban-Delmas (R.P.R., Girondin), Dassault (R.P.R., Oise), Massoubre (R.P.R., Somme) et, lanterne rouge, Robert Hersant (réf., Oise).

Cette étude, qui ne concerne que les députés ayant accompli un minimum de quatre années de mandat, exclut en raison de leurs fonctions particulières, les dirigeants de partis, les présidents de groupes et des commissions ainsi que le rapporteur général du budget. Principale victime de cet ostracisme, M. Jean Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire), président de la commission des lois qui obtient une mention particulière en tant que président de la commission des lois, mais dont l'activité au Palais Bourbon méritait peut-être mieux.

« Comme toute nouveauté, reconnaît le *Point*, cette « première » irrita et blessa certains députés mal classés qui croyaient avoir été injustement jugés. Mais, insiste M. Alain Brouillet, directeur de l'IMAP, nous ne portons aucun jugement de valeur sur le

M. GISCARD D'ESTAING PRÉSENTE SES VŒUX AUX FRANÇAIS

M. Valéry Giscard d'Estaing a présenté, samedi 31 décembre, ses vœux aux Français. Les trois chaînes de télévision, ses vœux aux Français. Lundi 2 janvier, le président de la République recevra les vœux des corps constitués. Ces cérémonies commenceront à 10 heures du matin. Les membres du gouvernement seront reçus à l'Élysée. Viendront ensuite les représentants des corps constitués et de la magistrature, des armées, du Conseil constitutionnel, des bureaux du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du Conseil de Paris, des autorités religieuses, des pays ayant conclu des accords particuliers avec la France, enfin du corps diplomatique.

Lundi également, M. Giscard d'Estaing recevra à déjeuner MM. Alain Poirer, président du Sénat, et Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale. Mardi 3 janvier, il recevra les vœux de la presse.

En Tunisie

Le gouvernement donne satisfaction au Syndicat des cheminots

De notre envoyé spécial

Tunis. — La bataille du rail n'aura pas plus lieu que celle du phosphate. La fédération des cheminots de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (U.G.T.T.) a obtenu, vendredi après-midi 30 décembre, un accord sur l'essentiel de ses revendications immédiates. L'accord entraînera pour la S.N.C.F.T. (Société nationale des chemins de fer de Tunisie) une dépense d'environ 12 millions de dinars (1 dinar vaut approximativement 12 F) en 1978. La centrale syndicale a donc suspendu l'ordre de grève de trois jours qui devait entrer en compte du 2 janvier et qui concernait quelque sept mille six cents cheminots. Ceux-ci avaient déjà observé deux arrêts de travail, l'un de deux jours au début du mois, l'autre de vingt-quatre heures le 19 décembre.

Après l'accord signé à Gafsa avec les mineurs de phosphates (le *Monde* du 3 décembre), la crise sociale paraît dénouée, du moins provisoirement. Au début de la semaine, le premier ministre M. Bourguiba avait réaffirmé sa volonté de ne pas céder à « des revendications démagogiques ». Le secrétaire de la cen-

Après la collision au large du Cap

NOUVELLES CRAINTES DE CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE

La nappe de 15 000 tonnes de pétrole répandue sur la mer depuis la collision, survenue le 16 décembre 1977 entre les transporteurs « Venoli » et « Venget » (« Le Monde » du 16-18 et 19 décembre), déversement de 350 kilomètres de la côte méditerranéenne entre la baie de Gênes et celle de Pietrabona.

Les pêcheurs et agriculteurs de la protection de la nature sont d'autant plus inquiets que cette région est l'une des plus sauvages du pays et que de forts vents de sud-est y poussent, depuis le 29 décembre, la nappe de pétrole.

Les plages de la baie de Pietrabona sont proches de la réserve naturelle de Trinità, et déjà on signale que plusieurs espèces animales ont été atteintes. Une centaine de plongeurs du Cap sont morts victimes des premiers effets de la pollution.

À large, les services de protection continuent de déverser sur la nappe de pétrole, des détergents susceptibles de limiter la catastrophe.

Aggravation dans la région d'Argentine. Sept personnes âgées ont été atteintes au cours de la nuit du 29 au 30 décembre à leurs domiciles, des pavillons isolés en région d'Argentine (Val-d'Oise), par deux individus paraissant âgés de vingt-cinq à trente ans, armés de pistolets. Le butin a de ces derniers s'élève à 6 250 francs.

Sur TF 1

M. BARRE PREMIER INVITÉ D'UNE SÉRIE D'ÉMISSIONS SPÉCIALES

Les responsables de TF 1 ont rendu public, samedi 31 décembre, le programme des émissions politiques prévues dans la perspective des élections.

M. Raymond Barre ouvrira la série le 9 janvier à 21 h 30, face à cinq cents chefs d'entreprise sur le thème « Quelle année 1978 ? » à l'occasion d'un forum organisé par TF 1 et le magazine *l'Économiste*.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. le 7 et 8 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

M. Michel Ponlatowski, ancien ministre d'État, sera l'invité du « Spécial événement » suivant, le 19 janvier à 20 h 30, tandis que le premier secrétaire du parti socialiste, M. François Mitterrand, sera annoncé pour le « Spécial événement » du 26 janvier à 20 h 30.

TF 1 « l'événement » consacrera ses trois émissions suivantes à des faits politiques dont le premier, le 2 février, opposera M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, à M. Pierre Mauroy, député P.S. maire de Lille.

● Soupçonné de complicité dans un attentat contre un poste de police, dans le treizième arrondissement à Paris, M. Jean-Claude Houllbert, trente et un ans, a été écroué le 27 décembre (nos dernières éditions). Deux hommes avaient jeté, le 25 décembre, une grenade d'exercice à l'entrée du poste de police. L'engin n'a pas explosé. M. Houllbert a été relâché par des passants comme étant le compagnon de l'homme qui avait lancé la grenade.

APRÈS LA MORT DU CHEIKH SABAH

Le prince héritier Jaber El Ahmed devient émir du Koweït

L'émir du Koweït, le cheikh Sabah El Salem El Sabah, est mort ce samedi 31 décembre, à l'aube, à l'âge de soixante-cinq ans, à la suite d'une crise cardiaque. Un conseil des ministres réuni aussitôt, en séance extraordinaire, a désigné, conformément à la Constitution, le cheikh Jaber El Ahmed El Sabah, prince héritier et chef du gouvernement, comme nouvel émir. Selon la coutume musulmane, les obsèques du souverain disparu ont lieu dès ce samedi.

Cheikh Sabah El Ahmed, comme un simple citoyen, dans le cimetière public de Koweït. Un dail officiel de quarante jours a été proclamé par le conseil des ministres. Tous les établissements publics seront fermés pendant trois jours.

Le cheikh, qui avait fait, au cours des dernières années, des séjours prolongés dans des cliniques de Londres, ne détenait plus la réalité du pouvoir, et il avait été plusieurs fois question de son abdication en faveur de son cousin le cheikh Jaber, qui le remplaçait officiellement à la tête de l'État lors de ses absences. Si aucun problème ne s'est posé pour assurer la succession du

cheikh Sabah, il risque d'en être autrement lorsqu'il s'agira de désigner le nouveau prince héritier et le chef du gouvernement. La famille des Sabah comprend, en effet, deux branches, les Salem et les Jaber, et il est probable que les deux postes-clés du royaume, qui jusqu'à présent étaient détenus par le cheikh Jaber El Ahmed, seront attribués à des personnalités différentes représentant ces deux grandes branches de la famille royale. Le nouveau prince héritier pourrait être le cheikh Jaber El Ali (branche des Salem) qui détient actuellement le poste de vice-premier ministre et celui de l'information. Personnalité forte, ce dernier était retiré des affaires publiques entre 1971 et 1975, après avoir servi pendant sept ans dans les gouvernements successifs comme ministre de l'orientation nationale et de l'information, estimant qu'il méritait des fonctions plus importantes. Quant au poste de premier ministre, il pourrait être confié au cheikh Sabah El Ahmed (Jaber), l'actuel ministre des affaires étrangères. Un autre candidat possible est le tout-puissant ministre de l'intérieur, le cheikh Saad El Abdallah (Sabah). — J.G.

Le cheikh Sabah

Deuxième souverain de la principauté, le cheikh Sabah était monté sur le trône à l'âge de cinquante ans, le 24 novembre 1965, succédant à son frère le cheikh Abdallah. De tempérament libéral, il n'avait reconnu que ceptationnellement aux prérogatives étendues que lui conférait la Constitution et acceptait volontiers les avis du conseil de la famille princière, composée de douze membres. Il avait été également respectueux des décisions du parlement, le premier de la région, qui était une assemblée — jusqu'à sa dissolution en août 1976, à la suite d'un conflit entre les députés et le gouvernement. Le cheikh Sabah était le quatrième fils de l'émir du Koweït.

Cheikh Salem Ibn Mubarak « le Grand », qui avait régné au cours des premières années du siècle. Avant d'accéder au pouvoir, il avait occupé plusieurs postes importants, le premier ayant été, à vingt-trois ans, la direction de la « force de police » devenue plus tard ministère de l'intérieur. Nommé premier vice-président du conseil dans le premier gouvernement formé après l'indépendance, le 24 janvier 1962, le cheikh Sabah fut désigné prince héritier dès le 17 octobre 1962. Il avait été chargé à trois reprises avant d'accéder à la magistrature suprême — de former le gouvernement le 27 janvier 1963, le 30 novembre 1964 et le 29 décembre de la même année.

Le nouvel émir

Né à Koweït en 1929, le nouvel émir, le cheikh Jaber, a fait ses études primaires et secondaires aux collèges Al-Mubarakia et Al-Ahmadia (à Koweït). Des préceptes furent encore chargés de son éducation coranique et lui enseignèrent la langue et la littérature arabes, ainsi que l'anglais.

Ces années passées tard, en 1959, il est nommé président du département financier et devient par

la suite le premier ministre des finances du Koweït, quand ce département fut transformé en ministère par un décret de l'émir, promulgué le 18 janvier 1965. Il était encore ministre des finances lorsqu'il fut appelé à former son premier gouvernement, le 30 novembre 1965. Le 31 mai 1966, il fut désigné premier héritier par le conseil de la famille royale, de préférence aux cinq fils du cheikh Sabah.

AU SÉNÉGAL

M^{re} Abdoulaye Wade sera candidat contre M. Senghor à l'élection présidentielle du 26 février

De notre correspondant

Dakar. — Pour la première fois depuis 1963, le président Senghor, qui va solliciter, le 26 février prochain, le renouvellement de son mandat à la tête de l'État, ne sera pas seul à briguer les suffrages de ses

concitoyens. Il aura pour adversaire M^{re} Abdoulaye Wade, secrétaire général de la principale formation de l'opposition, le parti démocratique sénégalais (P.D.S.).

Réuni en congrès à Dakar, vingt-quatre heures seulement après le parti socialiste au pouvoir (le *Monde* du 28 décembre), le P.D.S. a, en effet, décidé vendredi 30 décembre, d'opposer son dirigeant au président de la République sortant.

Le P.D.S. espère rallier le soutien des formations de l'opposition de gauche, qui sont illégales, mais regroupent des militants nombreux et assez bien formés.

En attendant, le P.D.S. paraît avoir été sensiblement renforcé ces tout derniers temps par l'afflux d'anciens militants du parti socialiste, bien souvent des notables — devenus d'ailleurs des instances dirigeantes locales de la formation gouvernementale à l'occasion de récents scrutins internes. Plusieurs d'entre eux sont venus, vendredi matin 30 décembre, proclamer leur adhésion au milieu des applaudissements de mille cinq cents délégués qui, au son des tam-tams, scandaient avec entrain : « Sopi, sopi, sopi ! » « Changement, changement, changement ! »

PIERRE BIARNES.

En Argentine

DÉMISSION DU MINISTRE DU PLAN

Buenos-Aires (A.P.P., A.P., Reuters). — Le général Ramon Diaz Bessone, ministre du plan, a démissionné vendredi 30 décembre, a annoncé un communiqué de la Junta militar, sans donner d'autres précisions. Agé de cinquante-deux ans, issu de l'armée de terre, le général Diaz était le second dans la hiérarchie de la Junta. Il remplacait le général Jorge Videla, chef de l'État, lorsque ce dernier était en déplacement.

Le général Diaz avait été nommé ministre du plan le 25 octobre 1976. Ce poste avait alors été créé par le gouvernement militaire issu du coup d'État du 24 mars de la même année, pour élaborer une politique économique à long terme.

Le général Ramon Diaz Bessone avait été considéré lors de sa nomination comme la « tête économique » du gouvernement militaire. Partisan d'une ligne « dure » et ultranationaliste, il s'était notamment fait le défenseur de l'industrie nationale face aux grandes sociétés étrangères, principalement américaines.

Sa démission, après que le général Videla ait publiquement reconnu la confiance au ministre de l'économie, M. José Martínez de Hoz, partisan d'une politique libérale ouverte au capitalisme international, signifie que la Junta a craqué, au moins provisoirement, dans le débat économique qui opposait les deux hommes.

L'opposition entre « libéraux » et « duristes » a été au sein de la Junta ne disparaît pas pour autant.

Sur le plan politique, M^{re} Wade a été secrétaire général de l'association des étudiants du Rassemblement démocratique africain (R.D.A.) en France. Il a été membre du collectif des avocats ayant défendu les militants nationalistes pendant la guerre d'Algérie. Il a été le parti démocratique sénégalais (P.D.S.), principale formation de l'opposition légale en juillet 1974.

Au sommaire du supplément

EUROPA

publié dans

Le Monde

du lundi (daté 3 janvier)

- Une interview de M. Emilio Colombo, président du Parlement européen.
- Les perspectives économiques pour 1978, par David Blake.
- Les possibilités d'affaires en Chine, par Derek Harris.
- Vive le Canada ! libre ? par Jacqueline Gopin.

Ce supplément est préparé en collaboration avec *La Stampa*, *The Times* et *Die Welt*.

هكذا من الأصل

Le

du président C

La

Entretien

ALAN PEYREF
de l'Académie française
Les roses
froissées
roman
Le mythe
de Pénelope
Découverte
de réécriture
à l'Académie
française
et républicain
Claude Lévi-Strauss
GALLIMARD